

SCIENCES L'ARCHÉOLOGIE FAIT SA RÉVOLUTION SEXUELLE

SOCIÉTÉ — LE BLUES DE LA FRANCE DES PAVILLONS ***CANADA*** — UN TEST POUR LA DÉMOCRATIE

Courrier international

N° 1633 du 17 au 23 février 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, **Allemagne** 5,70 €, **Andorre** 5,30 €, **Canada** 7,95 $CAN, **DOM** 5,10 €, **Espagne** 5,40 €, **Grande-Bretagne** 4,70 £, **Grèce** 5,40 €, **Italie** 5,40 €, **Japon** 850 Y, **Maroc** 43 DH, **Pays Bas** 5,40 €, **Portugal** cont. 5,40 €, **Sénégal** 3400 F CFA, **Suisse** 6,80 CHF, **TOM** 850 XPF, **Tunisie** 7,70 DT, **Afrique CFA autres** 3500 F CFA.



INTERNET DU FUTUR

PRÉPAREZ VOUS POUR L'AVATAR

Métavers, NFT, blockchain... De quoi sera fait le web de demain ? Les géants de la tech bataillent pour prendre le contrôle des mondes virtuels. Leur cible : les jeux vidéo.

M 03183 - 1633 - F: 4,50 €

SUV ou coupé ?
Certains ne sont pas faits pour rentrer dans les cases.

Nouveau Taigo.
N'en faites qu'à votre *style.*

Forfait Volkswagen Flexibilité.
Changez quand vous voulez.*

*Forfait Volkswagen Flexibilité : Offre Location longue durée sans engagement, possibilité de résilier à tout moment, changer de véhicule sous réserve d'acceptation du nouveau dossier par Volkswagen Bank. Tout loyer commencé est dû. Offre réservée aux particuliers **entre le 01/01/2022 et le 31/01/2022 et immatriculation avant le 30/06/2022**, chez les distributeurs en France métropolitaine participants et sous réserve d'acceptation du dossier par Volkswagen Bank Gmbh – SARL de droit Allemand – Capital 318 279 200 € – Succursale France : Bâtiment Elllipse – 15, av de la Demi-Lune – 95700 Roissy-en-France – RCS Pontoise 451 618 904 – Inscription au registre des intermédiaires d'assurance européen : D-HNQM-UQ9MO-22. 3 ans d'entretien, garantie et assistance inclus. Entretien obligatoire souscrit auprès de Volkswagen Bank. Garantie 2 ans + 1 an de garantie additionnelle obligatoire incluse.

Cycles mixtes de la gamme Taigo (l/100 km) WLTP : 5,5-6,8. Rejets de CO_2 (g/km) WLTP : 124-156,2. Valeurs au 01/12/2021, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

Volkswagen Group France – S.A. au capital de 198 502 510 € – 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts – RCS Soissons 832 277 370.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Préparez-vous pour l'avatar !

p. 32

A quoi ressemblera l'Internet du futur ? Depuis des mois, Mark Zuckerberg nous promet de révolutionner la Toile avec le métavers, dans lequel nombre d'entreprises sont en train d'investir massivement sans qu'on sache encore vraiment si ce monde "merveilleux" et tant vanté par le patron de Facebook (au point qu'il a changé le nom de son groupe, rebaptisé Meta) a la moindre chance d'aboutir, s'il a un véritable intérêt et, surtout, s'il nous fait envie.
Le métavers, tel que décrit par Zuckerberg, désigne des mondes virtuels dans lesquels les gens joueront, vivront, travailleront, consommeront *"en interagissant à travers le biais d'avatars"*, comme l'écrivait la **Frankfurter Allgemeine Zeitung** dans un article pour le moins dubitatif que nous avons publié en octobre. Un univers qui emprunte à la fois aux réseaux sociaux, aux jeux en ligne et à la réalité virtuelle et augmentée, mais qui reste pour l'instant assez limité dans ses usages. On a vu d'autres révolutions (la réalité virtuelle, notamment) annoncées en grande pompe et qui devaient bouleverser nos existences. On n'en est pas là. Il n'empêche, la bataille pour le Web3 a bel et bien commencé. Le nouveau terrain d'affrontement entre les géants de la tech ? Le jeu vidéo. Et en la matière, c'est Microsoft qui a récemment frappé un grand coup. C'est ce qu'analyse l'article du **Financial Times** qui ouvre notre dossier.
En rachetant pour 75 milliards de dollars Activision Blizzard et ses licences phares (*World of Warcraft*, *Call of Duty* ou *Candy Crush*), Microsoft a pris de vitesse son rival Facebook. Une façon pour le géant de Redmond de mettre un pied dans la porte du métavers.
Les mondes virtuels des jeux vont se transformer en lieux où les joueurs pourront faire leurs achats ou regarder des films, et *"tout ce que vous faites dans le monde réel, vous pourrez le faire dans un jeu"*, écrit le *Financial Times*. *"Si cette analyse est juste,* poursuit le journal, *le marché du jeu vidéo est appelé à devenir un champ de bataille pour les entreprises technologiques désireuses de conserver leur hégémonie sur la vie numérique de milliards d'utilisateurs."*
Le jeu vidéo dépasse désormais largement l'industrie cinématographique en ce qui concerne le chiffre d'affaires. Il y aurait aujourd'hui 2,7 milliards de joueurs dans le monde. On comprend mieux l'appétit des Gafam. D'autant que, depuis quelques années, *"les studios ont multiplié les moyens d'engranger les profits"* en introduisant des microtransactions dans les jeux. Perçues comme du racket en ligne, elles provoquent la colère des gamers, raconte le **New York Times.**
C'est pour décrypter ces grandes manœuvres que nous avons choisi de publier ce dossier en essayant de faire de la pédagogie dans un univers parfois difficile d'accès, ne serait-ce qu'en matière de vocabulaire. Il y est question de NFT, de blockchain ou encore de cryptomonnaies. Pour comprendre ce qui sous-tend ces concepts, lisez l'article de **Quartz** sur les enjeux (et les promesses non tenues) du Web3. L'Internet du futur, qui promettait une version plus ouverte du Web actuel grâce notamment aux blockchains (les chaînes de blocs, qui permettent un stockage décentralisé de l'information), *"est aujourd'hui aux mains d'une poignée d'acteurs privés"*, écrit le site américain. Comme aujourd'hui, on n'échappera pas à la concentration.
Et aux choix qui en découlent. *"L'une des principales questions que nous devons nous poser concerne le rôle des multinationales dans la création de sociétés virtuelles"*, explique le philosophe australien David Chalmers dans le **New Scientist,** en invitant à résister aux Gafam. *"Voulons-nous vraiment que Facebook ou ses descendants contrôlent tous les aspects de notre réalité lorsque nous allons dans des mondes virtuels ?"* interroge-t-il.
Récemment, la ville de Séoul a annoncé qu'elle se lançait dans un projet de métavers, avec l'objectif de rendre de nombreux services accessibles à ses habitants dans cet univers virtuel. *"Dès l'année prochaine,* écrit le quotidien **Seoul Shinmun,** *de manière virtuelle, on pourra rendre visite au maire dans son bureau, profiter du festival des percussions et visiter les principaux sites touristiques de la ville."* Une exception face à la mainmise de la Big Tech sur le secteur. *"La Corée du Sud fait partie des rares gouvernements essayant de recréer virtuellement l'espace public"*, explique *Quartz*. À suivre.

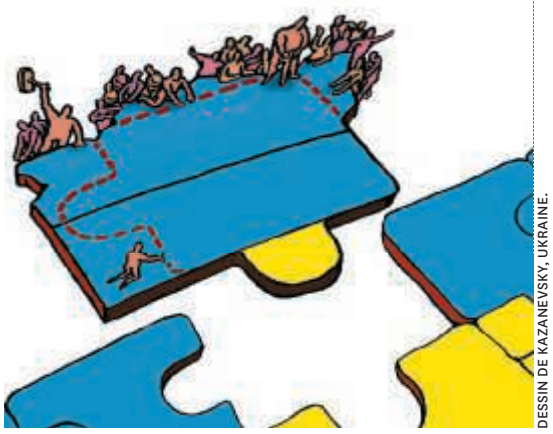
En couverture : *Avatar : Photo Getty Images. Archéologie : Dessin de* **Philip Lay,** *Royaume-Uni*

Sommaire

UKRAINE p. 12

La ville russophone qui dit non à Poutine

Kharkiv, à 40 kilomètres de la Russie, refuse de basculer sous l'autorité de Moscou. Le site hongrois **Telex** est allé à la rencontre des habitants de la deuxième plus grande ville ukrainienne.



DESSIN DE KAZANEVSKY, UKRAINE.

ÉTATS-UNIS p. 26

Au pays des livres interdits

On demande l'interdiction d'un nombre croissant d'ouvrages partout dans le pays. Au grand dam des enseignants, des élèves, des libraires et des défenseurs de la liberté d'expression. Une enquête du **New York Times.**

FRANCE p. 30

Double crise pour les zones périurbaines

La classe moyenne des quartiers pavillonnaires se débat contre la vie chère et se heurte à un modèle d'urbanisme en crise, fondé sur le tout voiture. Un reportage du **Soir.**

SCIENCES p. 40

L'archéologie fait sa révolution sexuelle

De nouvelles méthodes identifient plus précisément le sexe des restes humains trouvés dans les tombes, bousculant parfois ce que l'on croyait savoir, raconte **The Observer.**

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Connectas (connectas.org) Amérique latine, en ligne. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **Divergentes** (divergentes.com) Managua, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Historia** Bucarest, mensuel. **The Independent** Londres, quotidien. **Jornal de Notícias** Porto, quotidien. **Mail & Guardian** Johannesburg, hebdomadaire. **El Mundo** Madrid, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **Quartz** (qz.com) New York, en ligne. **La Repubblica** Rome, quotidien. **Le Soir** Bruxelles, quotidien. **The Sydney Morning Herald** Sydney, quotidien. **Telex** (telex.hu) Budapest, en ligne. **Tempo** Jakarta, hebdomadaire. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Yektin Report** (yektinreport.com) Istanbul, en ligne. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.

SOMMAIRE

7 jours dans le monde
6. Canada. Un test pour la démocratie
10. Controverse. Les jeunes peuvent-ils encore s'acheter un logement ?

D'un continent à l'autre
12. Ukraine. La ville russophone qui dit non à Poutine
14. Portugal. L'extrême droite s'installe à la campagne
16. Royaume-Uni. Et si Boris Johnson était l'homme politique le plus honnête ?
18. Iran. Un juteux trafic de pétrole
20. Turquie. Ankara doit profiter des déboires grecs
22. Sahel. La France le dos au mur
24. Indonésie. Des Papoues en lutte pour leurs forêts
26. États-Unis. Au pays des livres interdits
28. Pénurie. L'Amérique latine a toujours plus soif
30. France. Dans les zones périurbaines, une double crise

À la une
32. Internet du futur, la lutte finale ?

Transversales
40. Sciences. L'archéologie fait sa révolution sexuelle
42. Environnement. Les cycas, objets d'une passion destructrice
44. Économie. La pionnière du Saint-Gothard

360°
46. Portrait. Sur le ring de Managua
50. Culture. Et James Joyce inventa l'Irlande
54. Histoire. Ovide chez les Gètes

SUR NOTRE SITE

À suivre. La crise aux frontières de l'Ukraine

Mouvements de troupes, ballet diplomatique, bataille médiatique… Suivez l'actualité de la crise russo-ukrainienne vue par la presse étrangère.

Long format. Trawden, un village sauvé par ses habitants

Délaissé par les pouvoirs publics, frappé par l'exode rural et le vieillissement de sa population, ce village du nord de l'Angleterre semblait voué au déclin. Mais les habitants ont fait front. Désormais, la bibliothèque, l'épicerie, le centre social et le pub sont gérés par la collectivité. Un reportage du **Sunday Telegraph.**

Vidéo. Comment ça va, les Français ?

Chaque semaine jusqu'à l'élection présidentielle, *Courrier international* sonde l'état d'esprit des électeurs et électrices à travers le regard des journalistes étrangers installés en France. Ce vendredi, l'analyse de Luisa Corradini, correspondante du quotidien argentin **La Nación.**

L'horoscope de Rob Brezsny *Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.*

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Droits LGBTQI, nouveaux féminismes, fluidité… Les débats dans la presse étrangère



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Février 2022. Commission paritaire nº 0722c82101.
ISSN nº 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com **Directrice de la rédaction** Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (1612) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

Édition Anouk Delport (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) **7 jours dans le monde** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **Europe** Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **France** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) **Amériques** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **Asie** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) **Moyen-Orient** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **Afrique** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est) **Transversales** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **Magazine 360°** Marie Béloeil (chef des informations, 1732), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) **Histoire** Mélanie Liffschitz (16 96)

Site Internet Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) **Courrier Expat** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

Traduction Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **Révision** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

Pôle visuel Sophie-Anne Delhomme (responsable), **Web design et animation** Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **Iconographie** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **Maquette** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **Cartographie** Thierry Gauthé (16 70) **Infographie** Catherine Doutey (16 66) **Informatique** Denis Scudeller

Agence courrier Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

Directrice de la fabrication Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) **Impression, brochage, routage :** Maury, 45330 Malesherbes

Ont participé à ce numéro Giuseppe Ardiri, Jean-Baptiste Bor, François Burkard, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecallet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Geneviève Deschamps, Jeanne Fourneau,Yousra Gouja, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Marie-Laure Theodule, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

Publicité MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex13, tél. : 0157282000 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international** David Eskenazy (david.eskezany@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

Responsable administrative et financière Carine de Castellan (16 06) Lucie Madalena (gestion) **Droits** Eleonora Pizzi (1652) **Comptabilité** 0148884551 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des vente** Sabine Gude **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin (0157283220) **Chef de produits** Valentin Moreau (0157283399) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **Marketing** Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 0321130431 Fax** 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid. at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ. and at additional mailing Offices. POSTMASTER : Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282
pefc-france.org

Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations : Ptot – 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international* Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO22BAO001A

Je m'abonne pour :
☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80~~ €*
☐ **1 AN** (52 numéros) **+ 6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80~~ €*

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site : https://abo.courrierinternational.com/ours2022 ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com
- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Androïd
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :
Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada :
(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

1% pour la planète, un grand pas pour les femmes du monde



crédit photo : AFEMAC

Si toutes les grandes marques donnaient 1% de leur chiffre d'affaires pour préserver la planète, nous ferions un pas de géant pour le développement de modes agricoles alternatifs, solidaires et générateurs de revenus pour les populations locales. Les entreprises ou les marques affichant le logo 1% for the Planet reversent 1% de leur chiffre d'affaires à des associations environnementales. Rejoignez les 1000 entreprises françaises déjà engagées, pour que l'émerveillement sur notre planète perdure.

onepercentfortheplanet.fr

1% FOR THE PLANET

LÉA NATURE

SO'BiO étic

SO'BiO étic®, marque de cosmétique bio, est membre 1% for the Planet, et soutient l'*Association France et Maroc au Cœur*, un collectif de femmes qui œuvre en faveur de l'agroécologie. La marque a également soutenu 45 projets de préservation de la nature en 2021.

Jardin BiO étic est une marque de Compagnie Léa Nature, dont 18 des marques adhèrent au mouvement mondial 1% for the Planet. Depuis 2007, 16 millions d'euros ont été reversés à plus de 2200 projets de protection de la nature (à fin 2021) et 2,6 millions d'euros sont désormais reversés chaque année.

Canada. Un test pour la démocratie

Le mouvement de protestation des camionneurs canadiens se diffuse à l'international. Cet éditorial explique pourquoi il est important de laisser s'exprimer cette contestation.



↙ *Justin Trudeau. Dessin de* **Bénédicte** *paru dans* **24 Heures,** *Lausanne.*

—The New York Times *(extraits)*
New York

À l'aune des manifestations qui peuvent se produire dans le monde, le "convoi de la liberté" qui bloque le centre d'Ottawa est une simple nuisance. Le nombre de manifestants, environ 8 000 au plus fort du mouvement, reste modeste ; il n'y a pas eu de blessés graves ni de sérieux accrochages, les camionneurs ont cessé de klaxonner après que les habitants ont obtenu d'un juge une ordonnance pour interdire l'usage des klaxons [pendant dix jours], et la plupart des Canadiens ne soutiennent ni les routiers ni leur cause.

Pourtant, ce qui se passe au Canada mérite d'être surveillé de près. Dans un environnement politique de plus en plus clivé, les camionneurs canadiens ont aussitôt déchaîné les enthousiasmes. Les dons ont afflué, ce qui a incité la plateforme de financement participatif GoFundMe à mettre fin à la campagne au bout de quelques jours. D'autres "convois de la liberté" sont apparus dans des pays aussi éloignés que l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Comme on pouvait s'y attendre, le mouvement a été salué par un concert de louanges au sud de la frontière [du Canada]. Donald Trump, notamment, a déclaré : *"Le 'convoi de la liberté' proteste pacifiquement contre la politique désastreuse de Justin Trudeau, ce cinglé d'extrême gauche qui a détruit le Canada pas ses mesures sanitaires aberrantes."*

ÉDITO

Les images d'un Canada agité, alors que ce pays est souvent perçu comme un modèle de calme, de tolérance et de raison, montrent à quel point les mesures sanitaires et autres réglementations sont devenues un symbole puissant, et peut-être durable, pour l'extrême droite. Celle-ci y voit une agression de l'État contre ses "libertés". Les camionneurs canadiens ont formé leur convoi à la fin de janvier pour protester contre l'obligation faite à ceux qui traversent la frontière entre le Canada et les États-Unis d'être vaccinés s'ils veulent éviter une quarantaine de quatorze jours. Cette mesure ne concernait qu'une minorité : seuls 10 % des camionneurs qui font la navette entre les deux pays ne sont pas vaccinés, selon le syndicat Canadian Trucking Alliance, qui s'est désolidarisé du mouvement.

Tandis que les gros semi-remorques commençaient à ralentir la circulation dans la capitale en faisant retentir leurs klaxons, les Canadiens, qui ne partageaient pas leurs griefs, ont demandé qu'il soit mis fin aux manifestations. Le chef de la police d'Ottawa a parlé de *"siège"*, le Premier ministre de l'Ontario a évoqué une *"occupation"*, le maire d'Ottawa a déclaré l'état d'urgence, et le 7 février le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, en colère, lançait devant le Parlement que le mouvement devait cesser.

Casse-tête. Nous ne sommes pas d'accord avec ces manifestants, mais ils ont le droit de se faire entendre et de perturber le quotidien de leurs concitoyens. Manifester est une forme d'expression nécessaire dans une société démocratique, notamment pour celles et ceux dont les opinions ne sont pas majoritaires. Les gouvernements sont chargés d'éviter toute violence de la part des manifestants, mais ils doivent accepter un certain niveau de perturbation de la part de populations qui cherchent à se faire entendre.

Le "convoi de la liberté" canadien fait écho à un mécontentement latent dans de nombreuses catégories de la population. À l'instar des "gilets jaunes" en France, qui ont défilé dans les rues de Paris et d'autres villes pendant des mois à partir de novembre 2018, les chauffeurs routiers canadiens sont mus par un sentiment de colère lié à toute une série de doléances qu'il n'est pas simple de dissiper par la négociation.

Les "gilets jaunes" n'ont jamais trouvé de cause vraiment fédératrice. Les chauffeurs routiers canadiens, si. Et c'est bien cette capacité à transformer une dénonciation des mesures anti-Covid en cri de colère des défavorisés qui rend les manifestations d'Ottawa si particulières. En France, un convoi de plusieurs dizaines de véhicules est parti le [9 février] du sud de la France, direction Paris. Résultat, la police a interdit [son entrée dans la capitale] au nom de l'ordre public. Aux États-Unis, un groupe baptisé "convoi pour Washington 2022" a également annoncé une version américaine du mouvement de contestation pour le mois prochain.

Ces nouvelles formes de mobilisation sont un casse-tête pour Justin Trudeau, Joe Biden et tous les autres dirigeants qui cherchent le moyen de revenir à une certaine normalité sans pour autant baisser la garde contre une maladie qui peut toujours remplir leurs services hospitaliers et faire de nombreuses victimes.

À ce niveau, la solution exige de trouver comment prendre en compte la colère et la contestation légitimes engendrées par la pandémie, sans jeter d'huile sur le feu ni mettre en péril l'État de droit. À l'heure où des populistes comme Donald Trump ont beau jeu de critiquer toute mesure anti-Covid comme une attaque du gouvernement contre les "libertés", il ne sera pas aisé de sortir de la pandémie en toute sérénité. Autoriser des manifestations non violentes, si gênantes soient-elles, est une mesure importante pour maintenir la cohésion sociale dans une société où les divergences d'opinions sont exacerbées.—

Publié le 10 février

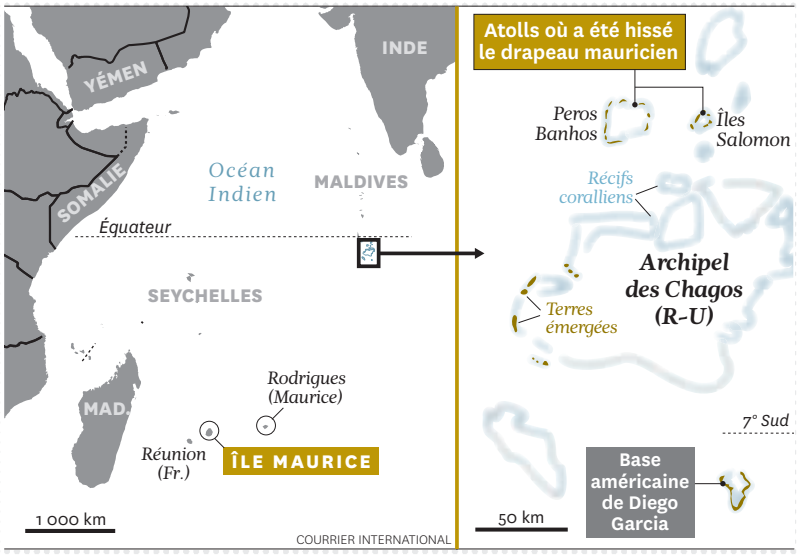
Contexte

Déblocage en vue

●●● *"Le gouvernement Trudeau utilise les grands moyens pour régler la crise qui perdure depuis plus de deux semaines au centre-ville d'Ottawa, et qui s'est étendue à des points de passage frontaliers du pays"*, constate **Le Devoir.** Et de fait, le Premier ministre canadien a invoqué le 14 février une loi d'exception, plongeant *"tout le pays dans l'état d'urgence"*. Adoptée en 1988, la loi sur les mesures d'urgence n'avait jamais été utilisée jusqu'alors, précise **La Presse.** *"Concrètement*, explique ce quotidien francophone, *elle conférera aux policiers des pouvoirs additionnels pour donner des amendes ou emprisonner des gens bloquant des sites jugés stratégiques."* Elle *"permet également d'utiliser l'armée"*, renchérit **The National Post.** Avant même le recours à cette loi d'exception, les forces de l'ordre étaient intervenues pour débloquer le pont Ambassador, par lequel transite un quart des marchandises exportées des États-Unis vers le Canada, annonçait **The Globe and Mail.** Le pont a rouvert le 13 février. Mais, notait le journal de Toronto, *"les manifestations et blocages routiers continuaient à d'autres endroits du pays, dont des points de passage frontaliers en Alberta et dans le Manitoba"*.

LA CARTE DE LA SEMAINE

Et le drapeau mauricien flotta



ARCHIPEL DES CHAGOS — À 10 h 30 le 14 février, le drapeau mauricien a été hissé sur deux atolls inhabités. *"Nous réclamons ce qui nous a toujours appartenu"*, a déclaré Jagdish Koonjul, l'ambassadeur de Maurice auprès des Nations unies, que cite **L'Express,** le quotidien de Saint-Louis. En mai 2019, l'organisation avait voté une résolution demandant au Royaume-Uni de rétrocéder les Chagos à Maurice. Celui-ci n'en a rien fait, tenant à cet archipel stratégique. *"Le gouvernement mauricien indique que le moment est venu pour que ses victoires légales se traduisent en actes"*, relève **The Guardian.**

Vers une nouvelle guerre ?



JÉRUSALEM-EST — *"Des colons envahissent Cheikh Jarrah, les habitants de Jérusalem résistent.* [...] *Des blessés et des arrestations"*, titre en une, le 14 février, le quotidien palestinien **Al-Ayyam.** Un incendie, le 11 février, dans une maison prise par les colons juifs, a déclenché de nouveaux affrontements entre Palestiniens et Israéliens dans le quartier de Cheikh Jarrah, symbole de la lutte contre la colonisation israélienne.

7

MILLIARDS DE DOLLARS D'ACTIFS AFGHANS sont bloqués aux États-Unis. Et, le 11 février, Joe Biden a décidé arbitrairement d'en consacrer la moitié à l'indemnisation des familles des victimes des attentats du 11 septembre 2001 et l'autre moitié à l'aide pour l'Afghanistan, en proie à une crise humanitaire. De l'ancien président afghan aux petits commerçants de Kaboul, la décision indigne. À l'instar de l'avocat Asad Rahim Khan, qui s'indigne dans une tribune pour le quotidien pakistanais **Dawn :** ***"Joe Biden et son cercle proche de sadiques vieillissants [...] vont voler la moitié de l'argent d'un pays au bord de la famine."***

↙ *Dessin de* **Vinod Tripathi,** *Inde.* © *Cartoon Movement.*

AUSTRALIE

Koalas en péril

Les marsupiaux de la côte orientale de l'île-continent ont été officiellement classés comme étant *"en danger"*. Ce quotidien de Sydney salue cette décision mais l'estime insuffisante.

—The Sydney Morning Herald
(*extraits*) *Sydney*

Que l'Australie soit aujourd'hui sur le point de perdre non seulement sa Grande Barrière de corail mais aussi ses koalas est à la fois honteux et dans la droite ligne de ce que nous avons fait subir à ce continent et à ses créatures depuis l'arrivée des Européens. L'Australie détient le pire bilan du monde en matière de disparition de mammifères, et le rythme des pertes d'habitats et des extinctions d'espèces accélère au lieu de ralentir. Il existe néanmoins une différence essentielle entre ces deux catastrophes imminentes.

Jusqu'à présent, notre pays s'est montré réticent à prendre la tête de la lutte mondiale pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui permettraient de sauver la Grande Barrière de corail. Et, même si nous avions réduit nos émissions, cela n'aurait pas suffi : il faut que tout le monde le fasse. Le sort des koalas, en revanche, est entièrement entre nos mains. Dans une grande partie du pays, il nous faut aujourd'hui choisir entre le développement tel que nous l'avons pratiqué jusqu'à présent et les koalas. Nous ne pouvons pas avoir les deux.



Le 11 février, la ministre de l'Environnement, Sussan Ley, a reconnu la gravité de la situation des koalas en annonçant qu'ils allaient être classés parmi les espèces menacées d'extinction dans le Queensland, la Nouvelle-Galles du Sud et le Territoire de la capitale australienne.

La destruction des populations de koalas s'est produite en deux grandes vagues, explique Stephen Philips, spécialiste de ces animaux. Dans les années qui ont suivi la colonisation, ils ont été massacrés par millions pour leur fourrure. La dernière grande chasse s'est déroulée en 1927 dans le Queensland, lors d'un "août noir" où de 600 000 à 800 000 koalas ont été abattus et dépouillés de leur peau.

Selon Philips, les populations qui se sont rétablies après ce massacre ont probablement recommencé à s'effondrer dans l'intérieur du Queensland et de la Nouvelle-Galles du Sud dans les années 1990. Leur déclin a été rapide : il a été causé par le défrichage agricole et exacerbé par le dérèglement climatique et les maladies.

Face à cet effondrement rapide, mettre l'animal sur une liste ne le sauvera pas. Comme le dit Philips, à moins que les quelques koalas restants et leurs fragiles habitats ne soient *"mis dans du coton"*, cette espèce sera bientôt éteinte en Nouvelle-Galles du Sud et dans le Queensland, et risque même de disparaître complètement. La sénatrice des Verts Sarah Hanson est arrivée à la même conclusion et a appelé le gouvernement fédéral à mettre en place un moratoire immédiat sur la destruction de l'habitat des koalas. Le coût d'un tel moratoire serait important.

Mais Deborah Tabart, présidente de l'Australian Koala Foundation, précise qu'il existe un précédent. Peu avant l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, le Congrès américain a cherché à éviter l'extinction de son symbole national, le pygargue à tête blanche, en promulguant une loi qui interdisait de tuer ce rapace et de détruire ses lieux de nidification. Cette loi et d'autres efforts de conservation ont permis aux populations des pygargues de se rétablir, puis d'augmenter, et l'oiseau a pu être retiré de la liste des espèces menacées en 2007. Deborah Tabart ose espérer que l'Australie tient autant à ses koalas que les États-Unis à ses pygargues.

—Nick O'Malley
Publié le 11 février



PRÉSIDENTIELLE 2022

L'ŒIL DE BERTRAMS



Le dessinateur néerlandais, régulièrement publié dans l'hebdomadaire, croque l'actualité française pour *Courrier international* jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.

↑ *Convoi à l'approche. Dessin de* **Joep Bertrams,** *Pays-Bas, pour* **Courrier international.**

Les Républicains. Lendemains de meeting difficiles

À la traîne dans les sondages, Valérie Pécresse misait beaucoup sur son premier meeting de campagne, le 13 février, pour se relancer. Mais elle n'a guère convaincu.

Revue de presse

Dans son titre, la **Süddeutsche Zeitung** explique qu'elle reste *"la femme à abattre pour Macron"*. Mais dans le corps de son article, le quotidien allemand écrit que Valérie Pécresse a essuyé un terrible revers lors de son meeting du 13 février. Ce qui incite la **Frankfurter Allgemeine Zeitung** à se demander en écho aux doutes qui se font jour : *"Valérie Pécresse peut-elle devenir présidente ?"*

Au micro du Zénith, la candidate des Républicains à la présidentielle *"a démontré qu'elle n'avait rien à envier, en matière de décibels, à Zemmour et ses meetings pleins à craquer"*, observe **El Periódico.** *"Elle a aussi voulu apparaître comme une femme proche des classes populaires, dans le pur style Le Pen. Et comme une femme d'État loin des extrêmes, comme Macron."* Là réside le problème. Pour le quotidien catalan, Valérie Pécresse *"reflétait aussi le manque d'originalité idéologique d'une droite républicaine en pleine décadence, dont l'espace est cannibalisé par Macron au centre droit, et par Le Pen et Zemmour"* sur sa frange extrême.

L'écart était trop grand, estiment bon nombre de titres de la presse internationale. *"Pécresse n'a pas réussi à dominer le débat politique avec ses idées"*, parce qu'elle *"essaie de couvrir tous les courants idéologiques d'un parti divisé"*, renchérit **The Guardian.** Résultat : *"Son message aux électeurs n'est pas toujours très clair."* Ainsi, résume pour sa part **La Libre Belgique,** pendant une heure quinze, seule en scène devant quelque 7 500 militants, *"Valérie Pécresse a prononcé un discours d'abord très emprunté, les mains posées à plat sur le pupitre puis ouvertes vers la foule, sur sa vision de la* 'nouvelle France'. *Puis elle a déroulé l'intégralité, ou presque, de ses mesures, abordant tous les thèmes de sa campagne, de l'agriculture au burkini, en passant par le renforcement des mathématiques à l'école et l'assimilation des immigrés."*

Pour **Associated Press,** c'était un discours *"souvent dur"*, défendant *"une position ferme sur l'immigration, cherchant apparemment à séduire les conservateurs et l'extrême droite"*. L'agence de presse américaine note que la candidate est même allée *"plus loin dans cette rhétorique"* en défendant l'idée de construire des *"murs"* aux frontières

> **Valérie Pécresse "reflétait le manque d'originalité idéologique d'une droite républicaine en pleine décadence".**
>
> **El Periódico**

de l'Union européenne. *"S'il faut bâtir des murs comme le font certains États, je les soutiendrai,* a lancé la candidate. *Je veux qu'ensemble nous luttions contre l'immigration, qui débouche sur des zones de non-France. Si un pays refuse de reprendre ses clandestins, ce sera, avec moi, zéro visa."*

Point d'orgue de sa rhétorique censée charmer l'extrême droite mais présentée de manière *"extrêmement rigide et inauthentique"*, explique **Politico** : le recours à la notion du grand remplacement. Si la candidate a atténué son propos le lendemain, *"les justifications n'ont pas suffi à apaiser la tempête politique qui continue de faire rage"*, estime le site.

Quelle suite imaginer après cette étape de campagne difficile de la candidate des Républicains ? *"Ceux qui espéraient repartir de ce premier meeting de campagne convaincus que Valérie Pécresse incarne solidement la droite française devront attendre. Pour l'heure, la candidate de 54 ans a plutôt contourné les obstacles"*, estime **Le Temps.** *"La candidate des Républicains refuse le marathon présidentiel,* analyse le quotidien suisse. *Elle lui préfère le sprint, une fois qu'Emmanuel Macron sera entré en lice."*

Pour la *Süddeutsche Zeitung*, le plus grand obstacle qui se dresse devant elle est *"précisément de déterminer quel espace il reste à une conservatrice comme Pécresse, prise entre Emmanuel Macron et les deux candidats d'extrême droite Marine Le Pen et Éric Zemmour. Dans les mauvais jours, il semble que cet espace ait été réduit à néant."*

—Courrier international

COMMENT ÇA VA LES FRANÇAIS ?

LUISA CORRADINI, correspondante en France du quotidien argentin **La Nación.**

"Les Français oublient ce qu'est la politique"



Quelles sont les phrases ou expressions représentatives de l'état d'esprit des Français qui vous ont marquée récemment ?

À chaque fois que l'on pose une question à un électeur potentiel au sujet d'une personnalité politique, on vous répond : *"Je le déteste"*, *"Je l'adore"*, ou *"Je ne suis pas concerné"*. Dans la patrie de Descartes, le fait que tant de gens aient emprunté ce schéma populiste, celui de dire *"Je vote avec mes tripes, mais pas avec ma tête"*, c'est assez dangereux.

Les Français sont donc si désabusés ?

Je ne pense pas qu'ils soient désabusés, je pense qu'ils sont en train d'oublier petit à petit ce que c'est que la politique. Les gens ne se rendent pas compte qu'ils font de la politique. Même en s'abstenant de voter, les Français participent. Ils font des manifestations, des appels sur les réseaux sociaux. Quand les gens disent *"Ça ne me concerne pas"*, c'est de la politique. Le problème, c'est que c'est de la politique désordonnée, déconnectée de la réalité et, encore une fois, très dangereuse. On [a vu] ces jours-ci cette intention d'organiser des manifestations pour bloquer Paris, par exemple. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? On ne peut pas manifester pour tout.

Pensez-vous qu'il y ait aussi tout de même une responsabilité de la classe politique ?

La France est le pays du monde qui a le mieux répondu à la crise du Covid-19, donc on ne peut pas mettre cette tendance populiste sur le dos des hommes politiques ou des partis. C'est vrai qu'ils sont parfois très déconnectés de la réalité, mais il y a un problème beaucoup plus profond. Je crois qu'en France, on est un peu devenus des enfants gâtés de la démocratie.

***—Propos recueillis par* Courrier international**

Retrouvez l'intégralité de cet entretien en vidéo sur notre site Internet.

BIENVENUE
DANS UNE AUTRE
GRANDE-BRETAGNE

©VisitBritain/Mollie Bylett

GREAT BRITAIN

visitbritain.com

CONTROVERSE

Les jeunes peuvent-ils encore s'acheter un logement ?

Outre-Manche, la célèbre présentatrice d'une émission télé sur l'immobilier a déclaré que, si les jeunes échouaient à devenir propriétaires, c'est qu'ils ne s'en donnaient pas la peine. Des propos qui lui ont valu une avalanche de commentaires.

NON

Les prix ne le permettent plus

—The Independent (*extraits*)
Londres

Chaque jour s'accompagne d'une nouvelle déclinaison de l'idée fausse selon laquelle il suffirait de "renoncer à une petite chose que l'on aime pour pouvoir s'acheter un logement". Ainsi, dimanche [6 février], la présentatrice de l'émission Location, Location, Location, Kirstie Allsopp, a donné aux jeunes des conseils pour devenir primo-accédant. Elle a avoué que cela l'enrageait d'entendre les gens prétendre ne pas avoir les moyens d'acquérir un logement. Sa solution ? Emménager chez ses parents, renoncer à certains "luxes" comme les abonnements à une salle de sport, à Netflix ou les vacances à l'étranger, ou encore aller habiter dans une région moins chère.

Moi, ce qui me met en rage, c'est que des personnes extrêmement privilégiées – Mme Allsopp est la fille du sixième baron Hindlip et elle dispose d'une fortune estimée à 16 millions de livres [19 millions d'euros] – nous tannent avec toujours les mêmes contre-vérités sur les "sacrifices" que nous devrions faire pour devenir propriétaire.

Depuis l'an 2000, les prix des logements au Royaume-Uni ont grimpé beaucoup plus vite que les salaires : selon les données fournies par l'Office national des statistiques (ONS), en mars 2021, un logement moyen coûtait plus de 65 fois plus cher qu'en janvier 1970, alors que le salaire hebdomadaire moyen n'était que 35,8 fois plus élevé.

Ainsi, une maison ordinaire vaut aujourd'hui plus de 7 fois le salaire annuel médian, qui est de 31 596 livres [37 600 euros], sachant que dans certains quartiers de Londres et du sud-est du pays, ce prix peut monter jusqu'à 27 fois le salaire annuel moyen. Selon l'analyse de l'organisation caritative Shelter, un couple britannique avec enfants gagnerait aujourd'hui 44 000 livres de plus par an si les salaires avaient augmenté aussi vite que les prix des logements.

Si de nombreux jeunes ont tant de mal à accéder à la propriété, ce n'est pas à cause de l'argent qu'ils dépensent pour avoir Netflix, aller à la salle de sport ou boire un café Starbucks le matin. C'est parce que la croissance des salaires n'a pas suivi le rythme des prix de l'immobilier, et que nombre d'entre nous sommes pris dans l'engrenage de la location : comme nous sommes obligés de verser chaque mois des sommes exorbitantes à des propriétaires privés, cela entrave notre capacité à épargner pour acheter notre propre logement.

On voit bien à quel point Kirstie Allsopp est déconnectée de la réalité quand elle estime que les jeunes devraient simplement vivre chez leurs parents jusqu'à ce qu'ils aient économisé assez d'argent pour se constituer un apport personnel. Quant à sa suggestion de déménager dans une région moins chère du pays, je suppose qu'elle pense que nous devrions laisser tomber nos emplois (pourtant pas faciles à trouver) dans des endroits chers comme Londres, pour nous précipiter à Middlesbrough ou à Barnsley. Ce n'est pas toujours possible !

En mars 2021, un logement moyen coûtait plus de 65 fois plus cher qu'en janvier 1970.

J'en ai marre des personnes qui, comme Kristie Allsopp, affirment sans savoir que nous devrions abandonner telle ou telle chose pour accéder à la propriété. Elles aiment en rejeter la faute sur les jeunes, parce que c'est sans doute plus facile et plus commode que de regarder en face l'état désastreux du marché du logement dans ce pays et de se demander comment on a pu en arriver là.

Kristie Allsopp a acheté sa première maison à l'âge de 21 ans avec l'aide de sa famille, à une époque où un logement valait en moyenne dans les 51 000 livres [60 700 euros]. Ses remarques ne sont pas seulement inutiles, elles sont carrément hypocrites et montrent qu'elle ne se rend pas compte de ses propres privilèges.

Selon la banque Halifax, l'apport personnel moyen pour un premier achat est de 59 000 livres [70 000 euros]. Je n'ai pas d'abonnement à un club de gym, je ne fréquente pas les cafés Starbucks et je ne suis pas partie en vacances depuis des lustres. Quelle solution me recommande Kirstie dans ces conditions ? S'il vous plaît, laissez-moi mon abonnement de 5,99 livres à Netflix !

—Harriet Williamson
Publié le 8 février

OUI

Économiser est possible

—The Daily Telegraph (*extraits*)
Londres

J'ai acheté ma première maison à 24 ans. Cela paraît presque impensable aujourd'hui, mais j'avais commencé à mettre de l'argent de côté dès mes 18 ans, et j'ai tout fait pour économiser. J'ai aussi eu la chance de pouvoir vivre chez mes parents, sans payer de loyer, pendant six ans et j'ai travaillé dans un pub pour arrondir mon salaire d'agent immobilier, ce qui m'a bien aidée.

Je ne partais pas en vacances et, n'ayant jamais été une grande buveuse, je ne dilapidais pas mon salaire dans l'alcool. Au contraire, je mettais chaque centime de côté en prévision d'un futur acompte. Et c'est comme ça qu'en 2004 j'ai pu acheter une maison à Waltham Abbey, dans l'Essex [au nord-est de Londres], avec la personne qui partageait ma vie à l'époque. À nous deux, nous avions réussi à mettre 30 000 livres de côté [36 000 euros au taux actuel], nous permettant de verser un acompte de 5 %. Je gagnais environ 25 000 livres [30 000 euros] par an, et la maison coûtait 165 000 livres [197 000 euros]. Je savais que si je voulais devenir propriétaire, je devrais me donner à fond. Et c'est ce que j'ai fait.

Mon épargne consciencieuse pourrait relever des "sacrifices énormes" récemment évoqués par Kirstie Allsopp. Pour tous ceux qui auraient échappé à la vague d'indignation que ses propos ont provoquée sur les réseaux sociaux, voici ce qu'a déclaré l'animatrice télé de 50 ans dans une interview : "*Quand j'ai acheté mon premier logement, on ne partait pas à l'étranger. Le combo EasyJet, café, salle de sport et Netflix n'existait pas. J'allais au travail à pied, un sandwich dans mon sac. Les jours de paie, je m'offrais une pizza, un cinéma et un nouveau rouge à lèvres. Les taux d'intérêt étaient à 15 %, je gagnais 11 500 livres* [14 000 *euros*] *par an.*"

De mon côté, au lieu d'acheter sans cesse des vêtements neufs, je faisais beaucoup d'échanges avec ma sœur. J'aime aussi les belles voitures, mais je conduisais un modèle bien moins cher que celui de mes rêves.

Je ne suis pas naïve, je sais bien que même en se montrant aussi raisonnable que moi, il faut parfois bien plus de six ans pour amasser suffisamment d'argent pour un acompte lorsqu'on paie un loyer. On ne peut pas dire qu'acheter aujourd'hui a les mêmes implications qu'il y a trente ans. Un acompte de 20 % représente désormais 110 % d'un salaire à plein temps, d'après un rapport publié l'an dernier par Nationwide. En 1995, le coût total d'une maison représentait 2,1 fois le salaire moyen. Aujourd'hui, il atteint 5,5 fois le salaire moyen.

Juste milieu. Peu d'aspirants à la propriété ont la chance de pouvoir être aidés par leurs parents pour l'acompte. Cela dit, si vous souhaitez vraiment devenir propriétaire, il faudra faire des sacrifices – et amasser une somme non négligeable, sans doute sur plusieurs années. Alors oui, il faudra réduire vos dépenses quotidiennes. Il n'est pas question de vivre une jeunesse dénuée de plaisirs, mais de trouver le juste milieu entre parcimonie et satisfaction.

J'entends souvent des jeunes se plaindre du prix exorbitant de l'immobilier aujourd'hui, en comparaison de leurs revenus, et c'est tout à fait compréhensible. Pour eux, le combat semble perdu d'avance.

Tout serait sans doute plus simple si on abordait le sujet des réalités financières à l'école. Les jeunes commencent leur vie professionnelle sans savoir ce qu'est un emprunt immobilier ni comment fonctionne un découvert. Il est facile de leur jeter la pierre, de leur reprocher de dilapider leur argent en achats qui nous paraissent inutiles, mais personne ne leur a appris à choisir comment dépenser leurs revenus, ni à gérer leurs finances.

Dans mon livre *Save Yourself Happy* ["Le bonheur est dans l'épargne", non traduit en français], j'explique que la vie ne devrait pas se résumer à essayer de toujours posséder autant que le voisin ni à s'inquiéter de ce que font les autres. L'objectif est plutôt de se sentir suffisamment fort pour faire les choix financiers qui nous correspondent. Nous avons tous besoin d'adopter une approche plus réaliste vis-à-vis de l'argent. C'est uniquement ainsi que nous pourrons espérer nous en sortir face à un marché immobilier devenu hors de contrôle.

—Gemma Bird
Publié le 8 février

NOUVELLE GAMME JEEP®
4xe HYBRIDE RECHARGEABLE

PLUS LIBRE QUE JAMAIS

Stellantis - FCA France - RCS Versailles 305 493 173 -

Jeep® déploie ses motorisations 4xe hybrides rechargeables sur toute sa gamme : Renegade, Compass et maintenant Wrangler. Cette nouvelle technologie vous permet de rouler au quotidien en tout électrique et en mode hybride lors de vos longs déplacements privés et professionnels. À l'heure où Jeep® se réinvente, soyez plus libre que jamais.

À DÉCOUVRIR CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR JEEP® OU SUR JEEP.FR

Renegade MY22 4xe hybride rechargeable : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 2,1-1,8 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 16,6-15,5 ; émissions de CO_2 valeur combinée pondérée (g/km) : 47-41 ; autonomie en mode électrique en ville (km) : 56-52. Compass MY22 4xe hybride rechargeable : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 2,1-1,8 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 16,8-16,1 ; émissions de CO_2 valeur combinée pondérée (g/km) : 48-44 ; autonomie en mode électrique en ville (km) ; 54-51. Wrangler MY22 4xe hybride rechargeable : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 4,1-3,5 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 26,9-29,1 ; émissions de CO_2 combinées pondérées (g/km) : 94-79 ; autonomie en mode électrique en ville (km) : 53-45. Valeurs mesurées selon la procédure WLTP (Règlement (UE) 2018/1832), mises à jour le 13/05/2021 ; les dernières valeurs à jour seront disponibles auprès de votre Distributeur Agréé. Les valeurs de consommations et d'émissions de CO_2 sont communiquées à des fins de comparaison, les valeurs communiquées peuvent ne pas refléter les valeurs réelles. **There's only one = Seule Jeep® est unique.**

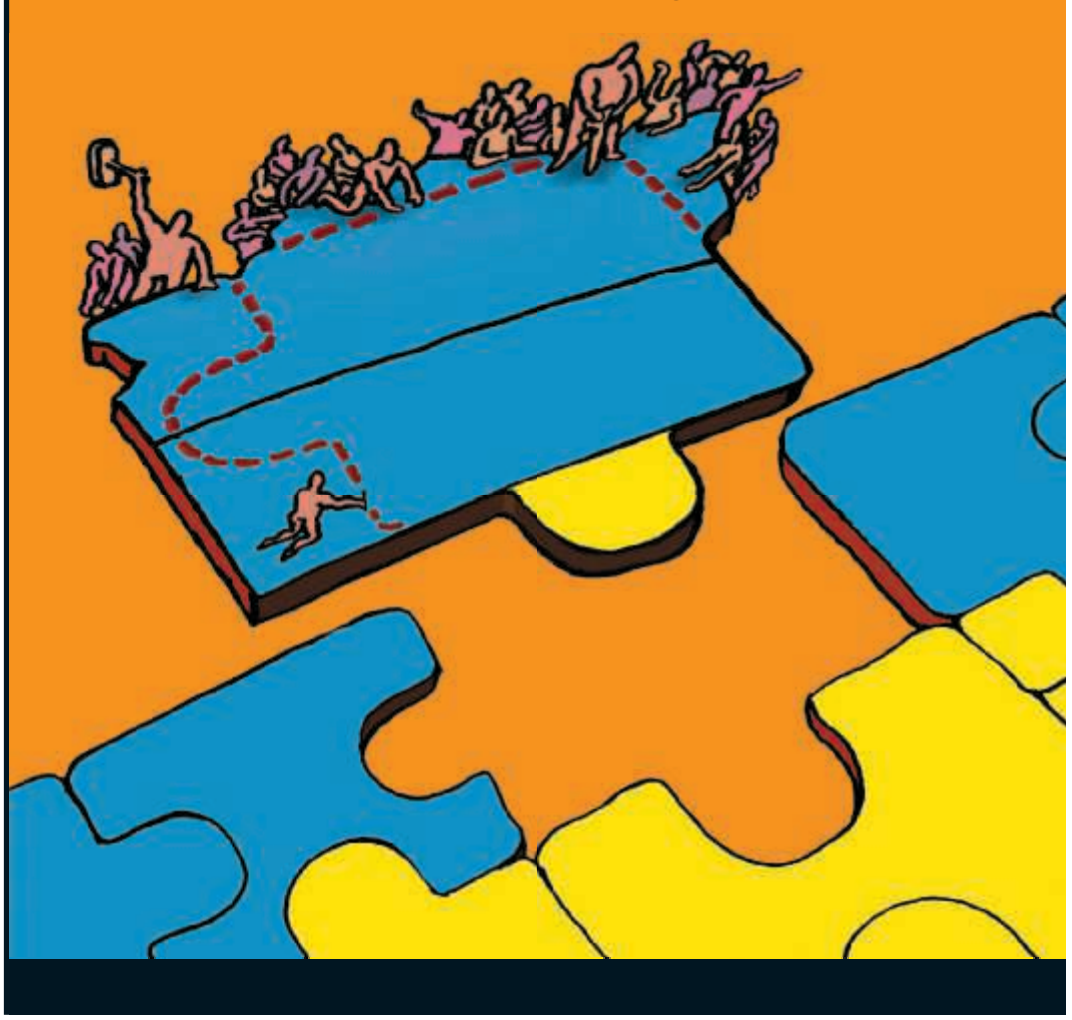
Jeep®
THERE'S ONLY ONE

d'un continent à l'autre.
europe

Moyen-Orient... 18
Afrique..... 22
Asie 24
Amériques..... 26
France..... 30

Ukraine. La ville russophone qui dit non à Poutine

Située à 40 kilomètres de la Russie, Kharkiv, la deuxième plus grande ville ukrainienne, refuse de basculer sous l'autorité de Moscou en dépit de son importante communauté russophone, relate un article du site hongrois *Telex*.



↙ *Dessin de* **Kazanevsky,** *Ukraine.*

—Telex *Budapest*

Je sortais chaque jour pour voir quel drapeau flottait dehors. Au bout du compte, le nôtre l'a emporté." Natalija, retraitée, montre avec satisfaction l'oriflamme ukrainien fendant l'air au sommet du palais régional. En 2014, la ville d'un million et demi d'habitants faillit devenir une troisième république séparatiste prorusse aux côtés de celles de Donetsk et de Louhansk. Ce samedi 5 février, une manifestation balaie définitivement cette conception superficielle selon laquelle la russophonie et la Russie iraient de pair. "*Kharkiv est à l'Ukraine*", clament des inscriptions, des pancartes et des banderoles férocement anti-Poutine tenues par des manifestants certes ukrainiens, mais dont nombre d'entre eux communiquent en langue russe.

REPORTAGE

Accent paysan. Pourtant, au premier abord, Kharkiv semblait vouée au même destin que Donetsk et Louhansk. La deuxième ville d'Ukraine, puissamment russophone, se trouve à quarante kilomètres de la frontière russe. Le Parti des régions de Viktor Ianoukovitch, l'ancien président prorusse en exil, chassé par la révolte de Maïdan, dirigea Kharkiv pendant quinze ans. Les manifestations prorusses et pro-Kiev se déroulèrent parallèlement dans la ville. Le 8 avril 2014, la république populaire prorusse autoproclamée de Kharkiv s'effondra lorsque les forces spéciales ukrainiennes reprirent le contrôle du palais régional, où elles accrochèrent le drapeau bleu et jaune.

"*Gamins, nous méprisions la langue ukrainienne. On se moquait copieusement des gars débarquant des villages et de leur accent paysan*", témoigne Igor Louganski, professeur de 58 ans, pendant une récréation. "*J'essaie de basculer vers l'ukrainien depuis 2014. Le sang ukrainien de ma grand-mère nous a probablement menés ici et nous avions des débats enflammés avec mon paternel. Le vieux, Dieu le protège, ne croyait pas à l'Ukraine*", dit en souriant ce grand gaillard de 2 mètres aux cheveux tressés.

"*Pour moi, toute cette histoire ne tourne pas qu'autour de Poutine et du Kremlin. Nous sommes différents par rapport aux Russes*", assène Igor. "*Les Anglais partis aux États-Unis se sont aussi battus pour leur indépendance contre les Britanniques*", souligne un camarade pour légitimer la contradiction avec la russophonie de Kharkiv. "*Je connaissais le fils aîné de Ianoukovitch, on se parlait souvent*", explique Mikhaïl, qui a développé des liens en tant qu'entraîneur de boxe et pilote automobile amateur avec le fils de l'ex-président. "*En 2013 déjà, je lui disais qu'ils abusaient et allaient se faire dégager. Il ne m'a pas cru, alors que ça vaut parfois la peine d'écouter le peuple.*"

Si Kharkiv ne semble pas prête à devenir une république séparatiste prorusse, la ville reste quand même à 40 kilomètres de la Russie. Ces dernières années et semaines, les mouvements des troupes russes et les revendications du Kremlin face à l'Occident – refus que l'Ukraine rejoigne l'Otan et l'UE – ont plus intensément échauffé les esprits qu'à l'ouest du pays. "*Nous sommes menacés depuis 2014, mais beaucoup réalisent seulement maintenant que le danger est réel. Au moins, ils se sont réveillés après huit années de guerre*", dit Oleksandr Horbatenko, régulièrement contacté pour former des civils via la section locale de la défense territoriale qu'il dirige.

> "Je n'ai jamais servi dans l'armée, mais si les Russes se pointent, je prends une arme."
> **Oleksandr Horbatenko,** DE LA DÉFENSE TERRITORIALE

Selon lui, la tension actuelle sert au moins à mobiliser les locaux. Néanmoins, il ne compte pas sur une attaque immédiate de Moscou. "*À mon humble avis, Poutine n'a pas encore décidé s'il souhaite attaquer ou non. Il regarde plutôt la réaction ukrainienne, celle des Occidentaux, et joue avec les limites. Poutine utilise la situation comme une base de négociation, histoire d'échanger son retrait contre l'abrogation d'éventuelles sanctions planifiées.*"

Le quadragénaire poursuit : "*Je n'ai jamais servi dans l'armée.*

Mais si les Russes se pointent, je prends une arme et je défendrai Kharkiv. En 2013, je ne pensais pas que tout ça pourrait se produire et que j'en parlerais avec vous aujourd'hui. Nous avions une relation amicale avec les Russes. La traversée de la petite frontière avait même été simplifiée pour rejoindre Belgorod", se souvient Oleksandr Horbatenko, dont la langue principale était le russe. *"Ça ne veut rien dire. En 2011, il était clair pour ma femme comme pour moi que nous aurions un mariage ukrainien"*, lâche-t-il.

Selon Horbatenko, le renforcement de l'ukrainien comme langue d'État est légitime, mais il ne doit pas mettre en péril la pratique libre du russe au quotidien. Pour lui, les exigences linguistiques de Kiev – critiquées par le gouvernement hongrois, qui estime que l'Ukraine annihile l'enseignement du magyar dans la région de Transcarpatie – ont leur place dans l'éducation. Mais l'exécutif ukrainien n'aurait

"La propagande tourne à plein, jurant que la république autonome de Donetsk est formidable."

Pavel, EX-CHEMINOT DE DONETSK DÉPLACÉ À KHARKIV

pas dû faire de ce sujet une priorité afin d'éviter que la Russie ne s'en empare, même si Moscou aurait instrumentalisé la question de toute façon, considère Horbatenko. *"Seul le Kremlin pense que là où l'on parle russe, c'est la Russie. Or ils se trompent"*, dénonce Oleksandr.

En ville, les inscriptions en ukrainien dominent, mais le russe est présent dans de nombreux magasins, salons de beauté et cafés. *"Je n'ai jamais eu de réticence à apprendre quelque chose en ukrainien et ça n'embêtait non plus personne à l'université. Seule ma grand-mère se plaint. D'ailleurs, elle se sentirait mieux en Russie"*, raconte Alexandra, 22 ans. *"Dans notre famille, il n'en est pas question. Peut-être parce que nous avons vécu les combats à Sloviansk"*, ajoute une camarade de classe. La ville est restée sous pavillon ukrainien au prix d'importantes confrontations, mais continue d'essuyer des tirs malgré le cessez-le-feu en vigueur.



SOURCE : THE NEW YORK TIMES (NYTIMES.COM). SITUATION AU 11 FÉVRIER 2022

Tandis que le monde extérieur examine les risques d'un affrontement armé, d'aucuns vivent la guerre depuis longtemps. L'Ukraine compte officiellement un million et demi de déplacés. La plupart proviennent de l'est du pays. Les autres de Crimée. Tous ont fui la modification arbitraire des frontières. En périphérie de Kharkiv, un ensemble de conteneurs coordonné par une organisation caritative allemande et la Croix-Rouge internationale rassemble les réfugiés. Seuls quelques enfants construisant un bonhomme de neige brisent le silence dominical de cette cité grise faite de métal et de carton.

Déplacés et conteneurs. *"Nous vivions près de l'aéroport. Les deux camps se le disputaient sans merci. Nous avions peur. Nous sommes partis à l'été 2014 avec notre petite fille et notre bébé"*, raconte Pavel. Il a continué son activité de cheminot à Donestk pendant un an et demi, puis a rejoint sa famille à Kharkiv. La mère de Pavel habite toujours Donetsk. Son fils la voyait encore en 2016, mais la situation était déjà grave selon lui et s'est d'autant plus dégradée depuis. *"La propagande tourne à plein. Ils disent à quel point la république autonome est formidable mais le pays se porte tout aussi bien sans Donetsk. Ma mère me répète que tout va bien. Mais moi, je sais bien que rien ne va"*, souffle Pavel.

La situation des déplacés n'est pas simple à Kharkiv, mais ils sont en sécurité. Néanmoins, les conteneurs ne peuvent les abriter que quelques années. Les habitants ont l'électricité, le chauffage et l'eau, mais les murs lâchent, les inondations se multiplient et la moisissure gagne du terrain. Pourtant, même si Donetsk repassait en Ukraine, Pavel ne rentrerait pas avec les siens. *"La mentalité de ceux qui sont restés s'est transformée. Il faudra du temps, même si la paix revient, pour que Donetsk soit de nouveau vivable."*

—Gergely Nyilas
Publié le 8 février

SOURCE

TELEX
Budapest, Hongrie
telex.hu
Lancé en octobre 2020 par l'ancienne rédaction du site d'information *Index*, qui démissionna collectivement face à la mise au pas du premier webmédia de Hongrie, *Telex* propose un suivi de l'actualité politique hongroise et étrangère, en passant par la gastronomie, le sport et l'économie.

Vu d'Ukraine.
Kiev face à la guerre des nerfs

Alors que les tensions ne faiblissent pas avec Moscou, le défilé des responsables internationaux se poursuit dans la capitale ukrainienne. Sans grand effet sur le terrain, déplore la presse du pays.

De plus en plus d'informations contradictoires circulent tant dans les chancelleries que sur les réseaux sociaux. Et si *"la Russie continue de se comporter de façon agressive, l'Occident joue son propre jeu, mais que fait l'Ukraine ?"* s'interroge **Den**. *"En raison de l'agression russe, la situation autour de notre pays s'est tellement aggravée que l'on ne saurait exclure le risque d'un conflit de grande envergure."* Or, face *"aux actions de Moscou, qui concentre des troupes tout le long des frontières terrestres et maritimes de l'Ukraine, y compris dans les territoires ukrainiens occupés [la Crimée et une partie du Donbass], qui procède en permanence à des exercices militaires, en particulier en Biélorussie et en mer Noire, qui adresse des ultimatums à Bruxelles et Washington"*, l'Occident, estime le quotidien de Kiev, *"est contraint de réagir, car ce n'est pas seulement l'Ukraine qui est en jeu, mais aussi la réputation de l'Ouest en tant que défenseur de la démocratie et le statut de puissance mondiale des États-Unis"*.

Revue de presse

Dans cette *"guerre des nerfs"*, la diplomatie s'efforce malgré tout de garder la main. *"Les Français et les Allemands [...] tentent de prendre l'initiative pour résoudre la situation. En début de semaine dernière, le président français, Emmanuel Macron, s'est rendu en Ukraine, et le nouveau chancelier allemand, Olaf Scholz, était à Kiev le lundi 14 février."*

"Les dirigeants mondiaux, poursuit *Den, sont constamment en contact. L'autre jour, le président américain s'est entretenu avec le maître du Kremlin, Vladimir Poutine, puis avec Macron, Scholz et le Premier ministre canadien, Justin Trudeau. Macron s'est par ailleurs entretenu avec Poutine et Zelensky. Enfin, dans la soirée du 13 février, Biden a eu une conversation téléphonique avec Volodymyr Zelensky."* Le président ukrainien en aurait profité pour inviter son homologue américain à venir à son tour à Kiev, ce qui serait, selon lui, *"un signal fort qui contribuerait à la désescalade"*.

Cette noria diplomatique, commente **Oukraïna Moloda**, aurait pour objectif une *"réanimation du format Normandie"*, nom donné aux négociations entre la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine visant à obtenir un retour à la paix dans le Donbass. Mais en réalité, *"pour paraphraser le grand dramaturge William Shakespeare, il convient de considérer"* ces événements comme *"beaucoup de bruit pour rien"*. *"Ces derniers mois, l'Ukraine est devenue une sorte de Mecque, des personnalités politiques, des hommes d'État de pays occidentaux influents et des représentants d'organisations internationales effectuant régulièrement un pèlerinage symbolique à Kiev."*

Pour ce qui est du format Normandie, il *"semble être en état de coma dépassé"*, et l'Ukraine se retrouverait *"seule contre trois dans ce quadrille. Car l'Allemagne et la France bloquent depuis longtemps l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan et l'UE, tout en refusant de fournir à Kiev des armes et des munitions"*.

Aussi *"face à la pression constante de la Russie et à la politique occidentale vis-à-vis de Moscou,* conclut *Den, il est crucial que l'Ukraine défende systématiquement sa position, [...] en particulier maintenir le cap vers l'Otan"*.

—Courrier international

PORTUGAL

L'extrême droite s'installe à la campagne

Troisième force politique aux élections législatives portugaises, le parti Chega capitalise de plus en plus de voix dans le milieu rural, qu'on disait il y a encore trois ans immunisé contre le populisme de droite.



↙ *Sur le fronton : Partis politiques traditionnels. Sur l'écriteau : À louer. Sur le dirigeable : Populisme. Dessin d'***Arcadio** *paru dans* **La Prensa Libre,** *Costa Rica.*

—Jornal de Notícias
(extraits) Porto

Un sourire s'esquisse sur le visage de João Ricardo Charruadas, la question reste en suspens. Les yeux répondent non, mais ils sont écarquillés, et l'homme énonce une réponse hésitante : *"Qui sait, qui sait."* La question qui l'amuse était la suivante : aux législatives de 2025, Chega pourrait-il remporter ici sa première circonscription ? João Ricardo Charruadas a 30 ans, il fait de la politique depuis 2005, et il est aujourd'hui maire PS de São Vicente e Ventosa, petite commune de l'Alentejo, non loin de la frontière espagnole. Ce territoire de 732 habitants, deuxième commune la plus étendue du pays, est aussi celui qui a voté le plus pour le parti de l'extrême droite nationaliste, conservatrice et libérale mené par André Ventura : Chega y a obtenu 28,28 %. *"Ici, comme partout, on vote moins pour une idéologie ou un parti que pour une personne et pour des qualités personnelles. Mais je le reconnais, l'essor de Chega est spectaculaire. D'où ma réponse : qui sait ?"* L'élu, par ailleurs chauffeur de car scolaire, en est à son deuxième mandat, et à chaque fois le Parti socialiste a remporté la majorité absolue. S'il se représente une troisième fois, il sait déjà que ce sera dans la poche.

Le canton d'Elvas, auquel appartient São Vicente e Ventosa, est une parfaite illustration de l'ascension fulgurante de Chega, le nouveau phénomène du paysage politique portugais – né en 2019, ce parti se classe déjà troisième en matière de suffrages, avec 7,2 % soit 385 559 voix enregistrées aux législatives, le 3 janvier dernier. Aux élections au Parlement, en 2019, 381 voix, soit 4,5 % des suffrages, s'étaient exprimées pour Chega dans la circonscription. Mais cette année, Chega a fait le plus grand bond, pour finir troisième, avec un total de 1 770 voix (18,7 %). Une progression fulgurante : le parti d'extrême droite a multiplié son score par quatre en deux ans. Et mieux encore, sur les sept communes du canton, cinq ont donné la deuxième place à Chega, avec São Vicente e Ventosa en tête de cette révolte.

Si les mythes ont la vie dure, celui du placide Alentejo communiste est bel et bien mort. Dans les 20 municipalités qui depuis toujours sont dans le giron du Parti communiste portugais (PCP), ou de la coalition de gauche qu'est la CDU, 17 ont vu cette année Chega venir assombrir ce rouge horizon.

Sur les sept communes du canton d'Elvas, cinq ont donné la deuxième place à Chega.

Gabriel Mithá Ribeiro, nouvellement élu parmi les 12 députés Chega qui viennent d'entrer au Parlement, est interviewé à la télé : on ne voit que lui sur l'écran de l'épicerie Agro Reis, derrière Joaquim Serpa, un agriculteur de 65 ans qui élève à São Vicente e Ventosa 100 taureaux destinés à la tauromachie. Mithá Ribeiro l'idéologue décrit le syndrome dont ses partisans de Chega souffriraient : *"Violence symbolique, terrorisme identitaire, terrorisme moral, et même pour certains, viol mental. Voilà ce que subissent les gens de Chega !"*

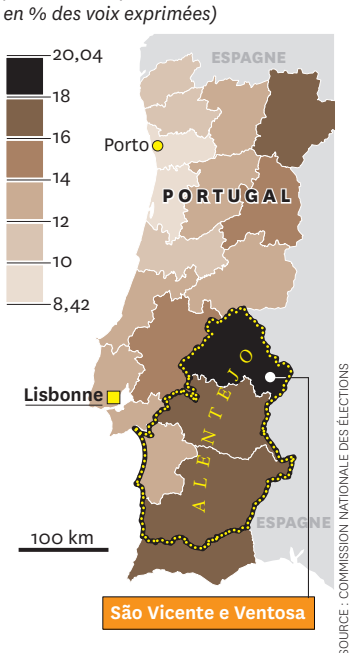
Joaquin écoute, pas plus inquiet que ça, sans craindre l'ostracisme : ici tout le monde sait pour qui il a voté. *"Pour moi, André Ventura était déjà président de la République !* clame l'éleveur. *C'est un homme franc, il dit les choses comme elles sont. Avec vérité. Sans peur. Un homme comme il faut, ferme, mais qui a du cœur."* Et Joaquim Serpa, qui a déjà voté Chega trois fois et entend continuer à le faire, brandit un résultat bien connu par ici : à la présidentielle 2021, sur la commune de São Vicente e Ventosa, André Ventura a remporté 113 voix, devant le président sortant, Marcelo Rebelo de Sousa, 110 seulement. *"On en a assez ici d'être isolés. Et oubliés ! Alors oui, on protestе !"*, s'exclame-t-il. À 14 kilomètres du centre du village, la silhouette mélancolique d'André Churra se découpe sur le vert exubérant du terrain de rugby d'Elvas, où il a joué durant dix ans. Cet ingénieur agronome de 30 ans a cette semaine rendu sa carte du CDS, le parti de la droite traditionnelle, qui dans sa commune a fait un score désastreux – 15 voix, contre 97 pour Chega. Il porte un regard lucide sur la situation : *"Les gens d'ici voient bien que leur vie est dure, et ils le disent. Haut et fort. C'est une contestation active, l'explosion d'une frustration. Mais nous ne devons pas les montrer du doigt ni accuser Chega. Ce qu'il faut, c'est comprendre pourquoi on en est là."*

Voilà quinze jours qu'Ana Maria, 60 ans, et son mari, Jorge Silva, 65 ans, ont repris le café Bip Bip, situé sur la grand-rue de ce village qui en compte sept, bordées de maisons basses et blanches, démocratiques pourrait-on dire. Sur la terrasse propre et fraîche, seuls les pépiements des oiseaux viennent rompre le silence. Le couple, lui, gronde et ne mâche pas ses mots : *"Ce pays est à la dérive, et en totale régression. Il est à genoux, tout part à vau-l'eau, la santé, la justice, le respect. Il n'y a qu'André, ce grand patriote, pour pouvoir le relever. Quand je l'écoute, j'en ai des frissons."*

—José Miguel Gaspar
Publié le 6 février

Résultats de Chega

(élection présidentielle de 2021, par circonscription, en % des voix exprimées)



SOURCE : COMMISSION NATIONALE DES ÉLECTIONS

La gauche radicale en "crise existentielle"

Si l'extrême droite a le vent en poupe au Portugal, les élections de janvier ont mis fin à l'alliance entre les socialistes et la gauche radicale, mise hors jeu par la victoire du Premier ministre sortant, António Costa. Podemos, en Espagne, est désormais l'unique formation de gauche radicale membre d'un exécutif européen, alliée aux socialistes du Premier ministre Pedro Sánchez. *"Après la crise pandémique et ses conséquences socio-économiques, la gauche radicale traverse un moment de crise existentielle"*, note le site espagnol **Público,** qui liste les récents échecs électoraux de Die Linke en Allemagne, du Bloco au Portugal, ou la victoire des conservateurs en Grèce aux législatives de 2019. La chute est brutale. La crise financière de 2008 avait servi de *"catalyseur pour les forces de gauche radicale dans plusieurs pays européens, en particulier ceux du Sud, qui ont le plus souffert des ravages causés par les mesures d'austérité"*, développe le média de gauche. La colère de la rue et des assemblées populaires avaient entraîné la naissance de Podemos, en Espagne, ou de Syriza, en Grèce, des partis *"devenus quelques années plus tard des forces politiques décisives"*. Aujourd'hui, *"la vague rouge est en train d'être dépassée par la vague verte"*. *"En France, en Allemagne et en Autriche, les partis écologistes occupent une place privilégiée au Parlement."*

Devenons l'énergie qui change tout.

POUR ÉCONOMISER, C'EST BON D'AVOIR QUELQU'UN SUR QUI COMPTER.

**En hiver, nos besoins en énergie augmentent.
C'est pourquoi EDF accompagne ses clients toute l'année
pour faire jusqu'à 12 % d'économies d'énergie*.**



RCS PARIS 552 081 317

AFNOR Cert. 94264 AFNOR Cert. 94263

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Estimation d'économies sur la consommation d'énergie de clients en heure creuse se connectant aux solutions d'EDF de suivi de consommation et changeant leur comportement. Étude interne EDF réalisée du 01/06/15 au 30/06/17.

ROYAUME-UNI

Et si Boris Johnson était l'homme politique le plus honnête ?

Malgré ses innombrables mensonges, le Premier ministre fait preuve de transparence sur sa personnalité, estime l'hebdomadaire londonien et a mis en œuvre le programme pour lequel il a été élu.

—The Economist *Londres*

Boris Johnson ment souvent, et facilement. Toute sa carrière est émaillée de mensonges. Il a été renvoyé de son premier emploi, au quotidien *The Times*, pour avoir inventé une citation. Il est devenu rédacteur au *Spectator* à la condition de ne pas se présenter comme député, ce qu'il est ensuite empressé de faire. Tandis qu'il était maire de Londres, il a déclaré à maintes reprises qu'il ne se présenterait pas à l'élection de 2015, pour finalement devenir candidat dans la circonscription d'Uxbridge, dans l'ouest de Londres.

Qu'il ait nié avoir participé à la garden-party de mai 2020 dans sa résidence de Downing Street en plein confinement n'est donc que le dernier d'une longue série de mensonges. Quand la grogne populaire est montée, des députés ont protesté avec toute la sincérité du capitaine Renault découvrant un tripot dans le film *Casablanca*. Douglas Ross, un député écossais qui avait voté pour l'actuel Premier ministre lors de l'élection pour le poste de chef de file du parti, a qualifié d'"*intenable*" la position de Boris Johnson et a exigé sa démission. Pourquoi de tels défenseurs de la vérité ont-ils soutenu autrefois un homme dont ils savaient pertinemment qu'il était un fieffé menteur ? Eh bien parce que, à sa manière, Boris Johnson est un homme de parole.

Lorsqu'il cherchait à rallier des soutiens pour conquérir le poste de chef du parti, son argumentaire était simple : soutenez-moi, conservez votre siège, battons Jeremy Corbyn et faisons le Brexit. Or tout s'est réalisé. Jeremy Corbyn a été battu, et les conservateurs ont obtenu leur plus forte majorité depuis trente ans. Lors de cette élection, Boris Johnson a promis deux choses importantes et les a accomplies, l'une et l'autre. Le NHS, le système de santé public, devait être arrosé de cash, il l'a été. Et le Premier ministre passerait un accord avec l'UE, ce qu'il a fait.

Ce n'était pas un bon accord, mais il avait le mérite d'être clair et rapide. Il survenait après une négociation avec l'UE qui s'était caractérisée par sa lenteur et sa complexité. Aussi n'est-il guère étonnant que les électeurs y aient adhéré avec enthousiasme. Theresa May, le prédécesseur de Johnson, s'était livrée à des contorsions juridiques pour éviter les simplicités brutales du Brexit. L'accord de Johnson entrave les entreprises britanniques en ne leur offrant presque aucun avantage, au-delà d'une question de principe. Mais c'est ni plus ni moins ce qu'il avait promis de faire.

OPINION

En politique, l'intégrité est suivie presque inévitablement par l'hypocrisie. Les responsables politiques d'une grande rectitude morale peuvent craquer. Gordon Brown, fils de pasteur presbytérien, était salué pour sa moralité, alors qu'il était capable de jeter des combinés téléphoniques à la tête des gens. L'ex-Premier ministre Tony Blair est à la tête de son institut consacré à la transparence, tout en acceptant de l'argent de despotes. Sir Keir Stamer a été candidat au poste de chef du Parti travailliste en se présentant comme un Corbyn en costume, puis une fois vainqueur a jeté aux orties ses propositions les plus à gauche. Johnson, en revanche, ne fait même pas semblant d'être un bon père de famille, alors qu'il a des enfants. Il n'a jamais prétendu être autre chose qu'un cynique assoiffé de pouvoir. Le manque d'intégrité finit par être une forme d'intégrité.

Il s'est toujours affiché en cynique avide de pouvoir. Le manque d'intégrité devient une forme d'intégrité.

Un gestionnaire compétent n'a jamais été tapi derrière cette tignasse blonde. Des journalistes ont prétendu le contraire dans quelques portraits fiévreux ; Johnson ne l'a jamais fait, lui. Ceux qui collaborent étroitement avec lui ne peuvent pas dire qu'il ait essayé de se faire passer pour un patron loyal. Son mandat de Premier ministre a été marqué par la défenestration de collaborateurs. Quand Johnson est en difficulté, les têtes tombent autour de lui.

Personne ne peut dire qu'il n'était pas prévenu à propos de Johnson. Il n'est en rien un mystère. Il a fait l'objet de plusieurs biographies et, depuis trente ans, il donne son point de vue sur le monde dans la presse. Si son devoir de réserve en tant que Premier ministre l'oblige à taire certaines choses, un parent en vue peut combler le vide par de nouvelles anecdotes croustillantes sur Johnson. Tout au long de sa carrière, il a laissé derrière lui une cohorte de journalistes pliés de rire, ayant une histoire sur Johnson à raconter aux grandes occasions, si longue ou ennuyeuse soit-elle. Sa personnalité était connue, et pourtant les Britanniques ont jugé bon de le porter au pouvoir.

Si les électeurs sont déçus par Johnson, ils n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes. Le Premier ministre n'est pas un monarque. En 2019, il a remporté 43,6 % des voix, le meilleur score depuis Thatcher. Si Johnson occupe le 10, Downing Street, c'est parce qu'un peu moins d'un électeur sur deux a choisi un conservateur dans sa circonscription. Les électeurs sont des adultes. Ils savaient pour qui ils votaient, et ils en ont eu pour leur bulletin de vote.

La vie politique britannique est si détériorée qu'un honnête menteur s'est révélé attrayant.

Johnson n'est pas un abcès qu'il va falloir crever pour que le corps politique britannique aille mieux. La vie politique britannique, ses institutions et sa culture se sont à tel point détériorées qu'un honnête menteur s'est révélé attrayant. Johnson a bénéficié du chaos créé par d'autres.

Les députés qui ont contribué à porter Johnson au pouvoir doivent maintenant décider s'ils doivent le limoger pour des péchés dont il ne s'est jamais caché. Leur choix devra se faire en évaluant si les électeurs veulent toujours de lui. Il n'avait promis qu'une chose : la popularité, et il a tenu parole jusqu'à présent. Si son ascension est déprimante, sa chute potentielle offre une lueur d'espoir. Les électeurs britanniques ont enfin commencé à se lasser des honnêtes mensonges incessants de Johnson. À l'avenir, la vie politique pourrait être moins cynique et le populisme devenir impopulaire. Mais gardons-nous d'être trop optimistes. Les députés n'hésiteront pas à garder Johnson s'il les aide à conserver leurs sièges. Si ceux qui ont mis le Premier ministre au pouvoir le lâchent, ils le feront pour s'absoudre eux-mêmes.—

Publié le 15 janvier

La porte n'est jamais sûre

●●● Boris Johnson peut-il survivre à tous les scandales dans lesquels il est impliqué ? Ce n'est pas impossible, selon Fraser Nelson, chroniqueur du quotidien conservateur **The Daily Telegraph.** *"On commence à voir comment il peut s'en sortir"*, écrit-il. Face aux rebelles de l'aile droite de son parti, Johnson aurait gagné en humilité : *"Autrefois il gouvernait par diktats, désormais il demande humblement aux députés ce qu'il doit faire, puis il le fait. Cela améliore fortement la qualité du gouvernement. Il s'est affranchi des scientifiques (dont les conseils sur Omicron se sont révélés être des bêtises) et n'a pas demandé leur avis avant de décider d'abolir toutes les restrictions Covid restantes."* Une attitude qui pourrait lui donner un sursis de quelques mois, avant les élections locales de mai, estime le chroniqueur.



↓ *"Et alors ?"*
Dessin de **Horsch** *paru dans* **Handelsblatt,** *Düsseldorf.*

CORSAIR

Voyagez en bonne compagnie

ON ADORE
VOUS PRENDRE SOUS
NOTRE AILE

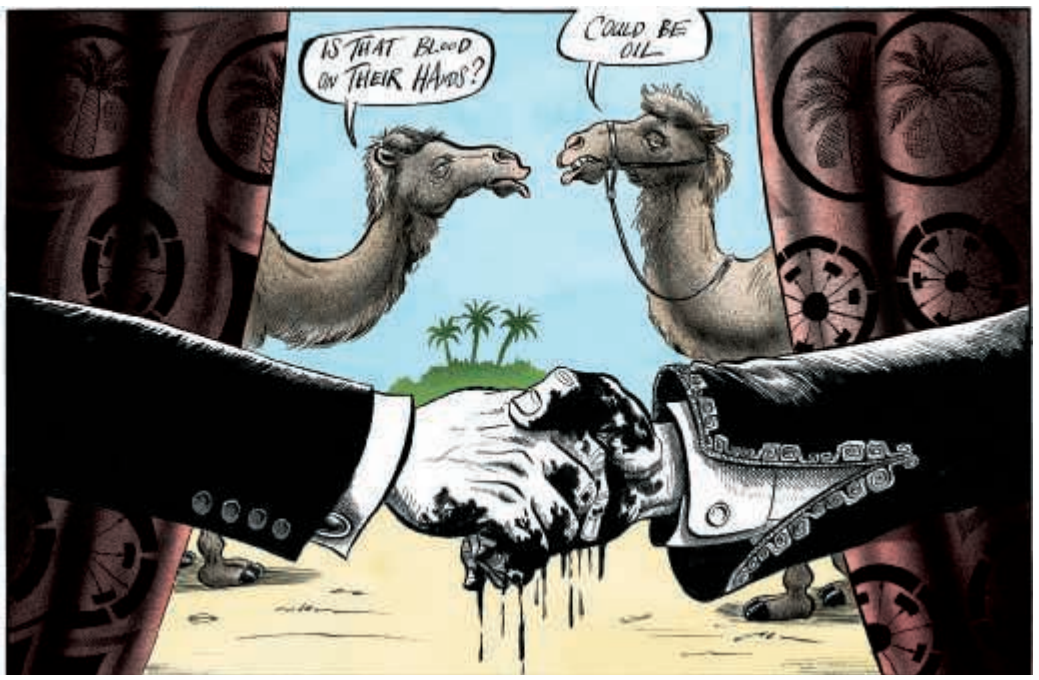
Avoir une équipe attentionnée,
à l'écoute de vos envies et de vos attentes,
c'est ça voyager en bonne compagnie.

AUSTRALIE.GAD - CORSAIR - RCS POINTE-À-PITRE 328 621 586.

moyen-orient

Iran. Un juteux trafic de pétrole

Pour contourner les sanctions américaines, les Gardiens de la révolution, tout comme des sociétés basées aux Émirats, sont impliqués dans des opérations clandestines de contrebande de carburant. Des marins en témoignent.



↙ *"C'est du sang qu'ils ont sur les mains ?" "C'est p'têt' du pétrole." Dessin de* **Schrank** *paru dans* **The Financial Times,** *Londres.*

—The Washington Post
(*extraits*) *Washington*

Les transferts clandestins ont généralement lieu la nuit pour éviter d'attirer l'attention des gardes-côtes. Les navires jettent l'ancre dans le golfe Persique, juste à l'extérieur des eaux territoriales des Émirats arabes unis (EAU), puis de petits bateaux transportant du gazole iranien viennent chacun à leur tour transférer leur cargaison dans les navires qui attendent.

"C'est comme une grande chaîne, avec des bateaux de pêche qui remontent le Golfe pour livrer du gazole à un pétrolier à l'arrêt. Cela prend quatre à cinq jours, car les bateaux se déplacent un par un", raconte un marin indien de 27 ans, qui tient à rester anonyme par crainte de représailles. Il dit avoir été employé par une compagnie maritime établie à Dubaï qui acheminait clandestinement du carburant iranien vers la Somalie.

Ces livraisons illicites se sont accélérées lorsque les États-Unis ont réimposé des sanctions sur les exportations de pétrole iranien après le retrait du président Donald Trump de l'accord sur le nucléaire iranien, en 2018.

"Les eaux territoriales des EAU se terminent à 12 milles nautiques de la côte, donc les navires iraniens s'approchent jusqu'à 14 à 20 milles des EAU", raconte un marin indien de 28 ans, qui aurait travaillé pour deux entreprises impliquées dans la contrebande de carburant iranien entre 2016 et 2020. *"Ils éteignent leur AIS [système d'identification automatique] pour ne pas être repérés. S'ils voient les gardes-côtes émiratis, ils arrêtent l'opération et s'enfuient."*

Falsification. Outre les transferts de nuit en mer, le gazole iranien destiné aux marchés internationaux est exporté sur des pétroliers qui partent d'Iran ; l'origine de la cargaison est falsifiée afin de faire croire qu'elle provient d'Irak ou des EAU, selon un troisième marin et des spécialistes.

Ce commerce était très lucratif avant même que les États-Unis ne se retirent de l'accord sur le nucléaire. Les prix du carburant en Iran sont parmi les moins chers du monde, grâce à des coûts de production très bas, d'importantes subventions gouvernementales et une monnaie faible.

"Il y a des enjeux financiers et une demande très forte, donc l'Iran trouvera toujours un moyen de contourner les sanctions", explique Cormac Mc Garry, directeur associé du cabinet de conseil Control Risks.

Ces activités de contrebande impliquent notamment le corps des Gardiens de la révolution islamique [unité d'élite de l'armée iranienne] ainsi que des compagnies maritimes privées situées dans les pays du golfe Persique, selon des spécialistes de l'énergie et de la sécurité dans la région.

Attaques. Parfois, les Gardiens de la révolution cherchent à évincer ceux qui tentent de s'assurer une part du gâteau sans leur autorisation. Le ministère des Finances américain les accuse de s'enrichir grâce à ce trafic. *"La branche maritime des Gardiens de la révolution exerce un contrôle très rigide sur les frontières maritimes ainsi que sur les installations portuaires. Il y a beaucoup de pots-de-vin. Le corps des Gardiens de la révolution est une institution très corrompue"*, rappelle Andreas Krieg, maître de conférences au département d'études de défense du King's College, à Londres.

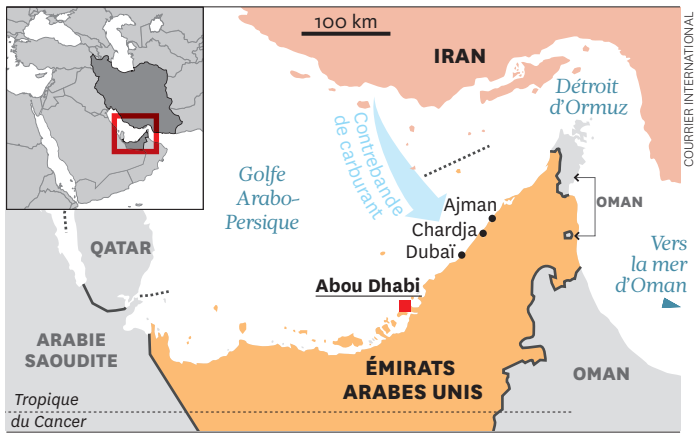
ENQUÊTE

Deepal Verma témoigne : on leur a attaché les mains puis ordonné de rester immobile, sous la menace d'une arme. Six hommes armés en uniforme avaient arraisonné leur navire, le *MV Asphalt Princess*, et s'étaient présentés comme des membres de l'armée iranienne. Leur chef les a prévenus : *"Si quelqu'un parle ou tente de faire quoi que ce soit, nous le tuerons"*, raconte Verma, 32 ans, qui occupait le poste de mécanicien sur le navire. *"Il a demandé s'il y avait du carburant à bord. Mais personne n'a répondu."*

Quelques heures plus tôt, ce même jour d'août, un petit bateau en provenance d'Iran s'était approché de l'*Asphalt Princess* et avait transféré du gazole dans son réservoir de stockage, selon Verma, afin que le carburant puisse être vendu à d'autres navires et être expédié à l'étranger. Les assaillants ont ordonné à l'équipage de diriger le bateau vers l'Iran, mais l'équipage a prétendu que le moteur avait des problèmes et pouvait prendre feu.

Puis, le lendemain, aux premières heures du matin, les assaillants sont partis soudainement pour des raisons inconnues. *"C'était un moment effrayant"*, raconte Verma. Dans les heures qui ont suivi l'attaque, le groupe de sécurité maritime United Kingdom Maritime Trade Operations (UKMTO) a émis un avis d'alerte indiquant qu'il s'agissait d'un détournement potentiel. Les soupçons se sont rapidement portés sur les forces iraniennes, et plus particulièrement sur les Gardiens de la révolution. Selon Krieg, les Gardiens de la révolution retiennent ou détournent des navires lorsque des compagnies maritimes cherchent à faire passer des produits pétroliers en fraude sans leur autorisation.

"Lorsque les Gardiens de la révolution saisissent des navires, cela indique que ces derniers opèrent sans avoir l'approbation des autorités, qui veulent aussi gagner de l'argent, ajoute Krieg. *C'est également une bonne occasion en termes de réputation internationale, car les Iraniens sont soupçonnés d'aider activement les contrebandiers à contourner les sanctions."*



Trois autres marins ont confirmé que Prime Tankers, la société établie à Dubaï qui possède l'*Asphalt Princess*, est impliquée dans le trafic de gazole iranien avec au moins deux autres navires. En 2019, les Gardiens de la révolution ont arraisonné le *MT Riah*, un autre navire de la flotte de Prime Tankers, en l'accusant de contrebande. Les documents de l'*Asphalt Princess* obtenus par le *Washington Post* montrent qu'en 2021 le navire a également transporté des produits pétroliers raffinés et → 20

CORSAIR

Voyagez en bonne compagnie

SURFEZ AVANT MÊME D'ARRIVER À LA PLAGE

Pouvoir profiter de 4 packs wifi
tout au long de son vol,
c'est ça voyager en bonne compagnie.

AUSTRALIE.GAD - CORSAIR - RCS POINTE-À-PITRE 328 621 586.

18 ← du bitume – des produits sous le coup des sanctions américaines – de l'Iran vers Oman et la Chine. Prime Tankers s'est refusé à tout commentaire.

Secret de polichinelle. Selon Vikash Thakur, un marin indien qui navigue depuis dix ans, il est dangereux de révéler ce qu'il a vu dans le golfe Persique. Mais ce commerce clandestin passe difficilement inaperçu. Selon Thakur, les voies maritimes entre le détroit d'Ormuz et les ports de Dubaï et d'Arabie Saoudite sont encombrées de petits bateaux transportant du gazole de contrebande destiné à être transféré sur de plus gros navires. Parfois, dit-il, le gazole est temporairement stocké dans le port émirati de Chardja, où des faux documents sont produits pour faire croire que le carburant provient d'Irak. *"C'est un secret de Polichinelle"*, estime Andy Bowman, directeur régional pour le Moyen-Orient et l'Asie du Sud de l'organisation caritative Mission to Seafarers. *"D'Ajman [aux Émirats arabes unis] à l'Iran, notamment la nuit, les eaux sont encombrées de navires qui se déplacent à des heures inhabituelles et qui n'arrivent pas au port, mais déchargent ou se connectent à d'autres navires stationnés."*

"Pour brouiller les pistes, il suffit d'éteindre son transpondeur [AIS], de disparaître pendant une semaine, puis de revenir en ligne, et personne ne saura où vous avez récupéré votre cargaison", explique Samir Madani, cofondateur de TankerTrackers.com, un cabinet de conseil qui suit les expéditions de pétrole brut.

Pour les marins, l'entreprise peut être encore plus périlleuse. Les Gardiens de la révolution et les pirates sont une réelle menace. Indrajeet Rathod, qui a travaillé sur un bateau qui faisait de la contrebande de gazole vers le Yémen de 2017 à 2020, raconte que son navire transportait environ 10000 dollars pour les pots-de-vin, voire 50000 dollars. *"La seule façon de faire partir les Iraniens c'est de leur donner de l'argent liquide,* raconte Thakur. *Il n'y a que l'argent qui peut sauver les marins des mauvais traitements. Car [les Gardiens de la révolution] ne se comportent jamais comme des humains. Ils commencent toujours par frapper, toujours."*

—Katie McQue
Publié le 3 janvier

TURQUIE

Ankara doit profiter des déboires grecs

Pour Athènes, ce début d'année est marqué par des mauvaises nouvelles. Cet ancien diplomate turc appelle son pays à exploiter la situation.



↙ *Recep Tayyip Erdogan. Dessin de* **Balaban,** *Luxembourg.*

—Yetkin Report *Istanbul*

Un vent de victoire soufflait sur la Grèce avec les accords de coopération en matière de défense signés lors de la seconde moitié de l'année 2021 avec la France et les États-Unis. Mais, en ce début d'année, le vent a viré à la tempête, et les mauvaises nouvelles s'accumulent pour Athènes.

Au premier rang de ces déconvenues figure le retrait du soutien américain au très ambitieux projet EastMed. Un revirement d'autant plus affligeant que les États-Unis avaient abandonné ces dernières années leur politique traditionnelle d'équilibre entre la Grèce et la Turquie pour se comporter en vraie mère poule avec Athènes.

Ce projet, lancé en 2013, devait relier les champs de gaz naturel offshore situés au large d'Israël et de Chypre du Sud [l'île est divisée depuis 1974 entre le Nord, peuplé de turcophones, et le Sud, hellénophone] à la Grèce et à l'Europe, par le biais d'un gazoduc sous-marin. D'après les sources grecques, Washington aurait informé officieusement Athènes, Jérusalem et Nicosie du retrait de son soutien au projet début janvier. Le coût du projet EastMed, trois fois supérieur aux projets de gazoducs semblables, était jugé irréaliste de longue date par les cercles financiers et les spécialistes de politique énergétique. Mais il avait été envisagé favorablement par les États-Unis et l'Union européenne, en tant que solution de rechange à l'achat de gaz russe.

Pourtant, rapidement, il est apparu que la préoccupation d'Athènes n'était pas de délivrer l'Europe de sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, mais de marginaliser la Turquie en Méditerranée orientale, car le projet n'était tout simplement pas rentable économiquement. Les gazoducs sous-marins auraient débordé sur les zones maritimes disputées par Athènes et Ankara, ce qui aurait permis à la Grèce de faire implicitement accepter ses revendications par la communauté internationale. Mais le retrait américain ôte son hochet à la Grèce.

Alors qu'elle ne s'était pas encore remise du choc de la faillite du projet EastMed, la Grèce a dû essuyer un nouveau revers, venant cette fois du français TotalEnergies et de l'américain ExxonMobil, qui ont décidé d'interrompre les explorations offshore qu'ils menaient au sud et à l'ouest de la Crète. Les deux géants de l'énergie avaient pourtant signé un bail de recherche en 2019 qui courait encore tout le long de l'année 2022. Ce second choc est visiblement au moins en partie lié au premier.

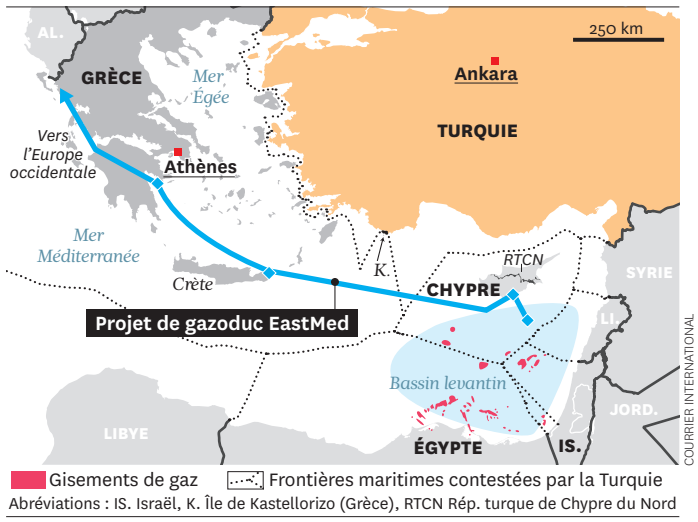
Un autre événement est venu mettre en difficulté le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis. L'expert en droit international et ancien conseiller aux affaires étrangères Christos Rozakis a en effet déclaré dans les médias que [dans le cadre des négociations qu'elle mène avec la Turquie au sujet de la souveraineté maritime en mer Égée] la Grèce renonçait à demander la souveraineté territoriale sur les 12 milles marins autour de ses côtes et acceptait une formule à 10 milles [l'extension à 12 milles marins, au détriment de la Turquie, serait une cause de casus belli, répète Ankara depuis les années 1990]. Cette annonce, venant d'un juriste reconnu à l'international, ancien délégué grec à la Cour européenne des droits de l'homme, a fait l'effet d'une bombe à Athènes et a été immédiatement démentie par les responsables grecs. Pour Ankara, le retrait américain d'EastMed, couplé au rapprochement de la Turquie et d'Israël et à la normalisation de leurs relations, crée une opportunité incroyable. Après que le président Erdogan s'est impliqué personnellement, à la fin de l'année dernière, dans la libération des deux touristes israéliens [arrêtés pour avoir pris des photos depuis la terrasse d'un restaurant dans une zone où se trouve notamment la résidence du chef de l'État], la diplomatie du téléphone a considérablement accéléré le processus de normalisation entre les deux États.

OPINION

Entre États, les relations se défont facilement et retisser des liens prend du temps. Cette fois, Israël semble vouloir faire un caprice en se rapprochant d'Ankara, sans rater toutefois une occasion pour répéter à quel point il lui est important de préserver de bonnes relations avec la Grèce et Chypre.

Mais la stratégie d'isolement international de la Turquie, concoctée par le ministre des Affaires étrangères, Nikos Dendias, semble se fissurer. Alors que l'on redistribue les cartes en Méditerranée orientale, la Turquie a un atout à jouer pour peu qu'elle se débarrasse de ses vieux réflexes et qu'elle prenne les mesures nécessaires pour sortir rapidement de sa solitude dans l'arène diplomatique régionale et internationale.

—Hasan Gögüs
Publié le 24 janvier



SOURCE

YETKIN REPORT
Istanbul, Turquie
yetkinreport.com

Yetkin Report est un blog créé en 2018 par Murat Yetkin, vétéran du journalisme turc. Il publie principalement des articles de son fondateur, mais aussi occasionnellement d'autres journalistes ou éditorialistes. Ce blog journalistique s'intéresse surtout à la politique intérieure turque et à la géopolitique.



En 2020, les offres d'électricité verte d'ENGIE, c'est 43% d'émissions CO_2 en moins[1].

L'électricité verte des offres ENGIE, certifiée d'origine renouvelable[2], émet 34 gCO_2e par kWh contre en moyenne 60 pour le marché français. On vous explique tout sur carbone.engie.fr

ENGIE

1er fournisseur d'électricité verte[3]

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(1) Chiffre calculé pour 2020, issu de la comparaison entre l'intensité carbone moyenne liée à la consommation des clients particuliers d'ENGIE en offres Elec Verte sur la base des Garanties d'Origine émises sur le marché européen (dont le marché français), soit 34 gCO_2e/kWh, et l'intensité carbone moyenne du mix de consommation électrique français, soit 60 gCO_2e/kWh (source : base-carbone ADEME 2020). Plus d'infos sur carbone.engie.fr

(2) Électricité verte ou Elec Verte : pour tout nouveau contrat d'électricité souscrit par un client particulier, à l'exclusion des offres Classique, de l'offre Elec Référence Essentielle 1 an et de l'offre d'électricité Happ-e, ENGIE achète l'équivalent de la quantité d'électricité consommée par le client en Garantie(s) d'Origine émise(s) par des producteurs d'énergie renouvelable. Une Garantie d'Origine certifie que de l'électricité a été produite à partir d'une source d'énergie renouvelable et injectée sur le réseau électrique.

(3) Source interne ENGIE. Pour les particuliers (sites résidentiels) en offres à prix de marché d'électricité verte en France métropolitaine, hors Corse (au 30/06/2020).

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011€ - RCS NANTERRE 542 107 651. © Getty Images.

afrique

Sahel. La France le dos au mur

Neuf ans après l'intervention au Mali pour stopper l'avancée djihadiste, le terrorisme islamique a essaimé dans cette immense région, où plusieurs pays ont récemment été secoués par des coups d'État. Alors que la présence militaire française est de plus en plus contestée, la Russie avance ses pions.



↙ *Dessin de* **Mayk** *paru dans* **Sydsvenskan,** *Malmö (Suède).*

—El Mundo *Madrid*

Le Sahel, et plus particulièrement le Mali, est bien parti pour devenir l'Afghanistan de la France. La rupture entre Paris et Bamako, marquée par l'expulsion de l'ambassadeur français [le 31 janvier], a conduit l'Élysée à repenser son engagement contre le djihadisme. Depuis qu'en mai 2021 une junte militaire a pris le pouvoir à Bamako, Paris est tombé en disgrâce et perd de l'influence. En revanche, la Russie prend position, à travers ses mercenaires du groupe Wagner, et l'irruption de ce "nouvel" acteur sur l'échiquier sahélien complique les équilibres politiques.

"La situation ne peut pas rester en l'état", fait valoir le ministre des Affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian, sur le plateau de France 2. *"Cette rupture-là [avec la junte malienne] nous amène obligatoirement à nous interroger sur notre posture"*, admet le ministre.

Les militaires au pouvoir à Bamako justifient l'expulsion de l'ambassadeur Joël Meyer par les déclarations *"hostiles"* du gouvernement français. Ce dernier n'a pas entretenu de bonnes relations avec la junte, laquelle, dans un premier temps, n'a pas apprécié que le président Emmanuel Macron annonce une réduction des troupes, en juillet 2021. Ensuite de quoi la France a mal réagi à la décision des putschistes de rester au pouvoir pendant au moins cinq ans et de ne pas lancer immédiatement la transition promise vers un gouvernement civil. Enfin [le 27 janvier], Le Drian a qualifié la junte d'*"illégitime"*.

Instabilité. Les militaires dirigés par le colonel Assimi Goïta ont étendu leur hostilité à d'autres pays européens, exigeant notamment le départ du contingent envoyé par le Danemark, qui, le 27 janvier, annonçait le retrait de ses troupes, suivi en cela par la Suède.

Par ailleurs, le nouveau gouvernement malien a étrillé la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), dont le représentant à Bamako a été expulsé après les sanctions économiques et diplomatiques imposées par cet organisme régional au pouvoir militaire en raison de l'ajournement des élections. De plus en plus isolée, la junte s'entête et affirme qu'elle n'exclut *"rien"* quant aux relations avec la France, sur fond de mécontentement populaire grandissant contre l'ancienne métropole.

En outre, le contexte sahélien est de plus en plus hostile après le coup d'État au Burkina Faso, motivé précisément par la montée de la violence extrémiste. Au Tchad, un gouvernement militaire a pris le pouvoir en avril 2021, après la mort au combat du président Idriss Déby. Le Mali lui-même a vécu deux coups d'État en moins d'un an : le premier en août 2020, le second en mai 2021. Dans cette zone, l'une des plus pauvres de la planète, plusieurs facteurs d'instabilité se conjuguent, depuis le changement climatique jusqu'aux trafics illicites. Sans compter que la violence des groupes armés est en hausse. Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (Cesa), un groupe de réflexion américain, les actes terroristes des djihadistes au Sahel ont augmenté de 70 % en 2021.

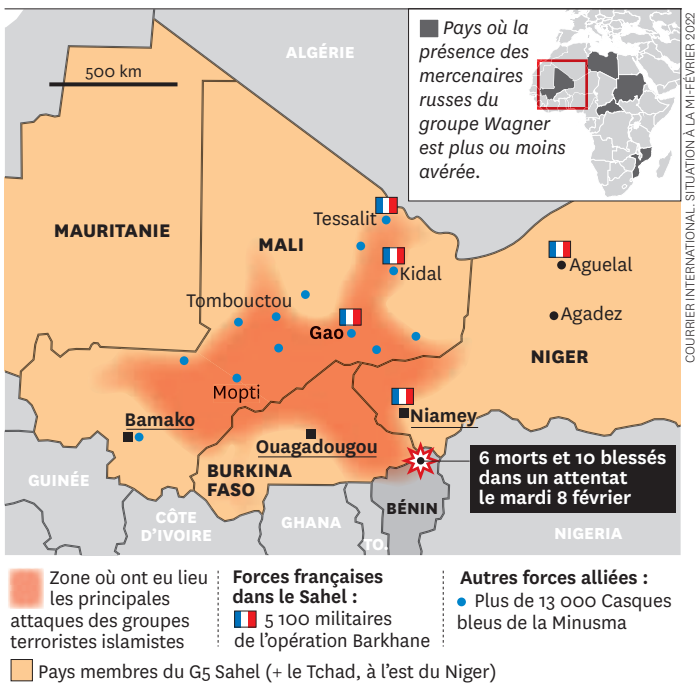
La France – et l'Union européenne dans son ensemble – a le dos au mur au Mali, considéré comme une "frontière avancée" du Vieux Continent pour contenir le terrorisme djihadiste, ainsi que le trafic d'êtres humains et l'immigration. Parallèlement, une fenêtre de tir s'ouvre pour le Kremlin dans cette région d'Afrique, alors même que la présence militaire russe devient plus menaçante en Europe de l'Est, du fait de la crise avec l'Ukraine. D'ores et déjà, le groupe Wagner, accusé d'avoir commis des exactions, est très présent en République centrafricaine, au Soudan, au Mozambique ou encore en Libye.

Paris et Bruxelles accusent la junte malienne d'avoir engagé des mercenaires russes, ce que les colonels nient. Le 3 février, le général Stephen Townsend, chef du commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique (US Africa Command, Africom), a évalué à *"plusieurs centaines"* les mercenaires de Wagner et assuré que leur solde coûtait 10 millions de dollars à Bamako. *"Leur présence est indésirable et ils ne vont pas contribuer à la stabilité ou à la sécurité du Mali"*, a-t-il assuré.

"Notre pays est occupé par les terroristes, souligne le Premier ministre malien, Choguel Maïga. *Nous cherchons un partenaire pour libérer notre pays. Nous sommes revenus à notre partenaire historique en matière de défense, dans la mesure où 80 % de nos officiers sont formés en Russie."* Proche du Kremlin, Wagner est une milice privée dont le patron, Evgueni Prigojine, est ami du président russe. Ses premiers mercenaires seraient arrivés en décembre.

> **"Les forces étrangères ne comprennent pas le contexte de la violence."**
> **Ibrahim Yahaya Ibrahim,** DE L'ONG INTERNATIONAL CRISIS GROUP

Tandis que la présence militaire russe a bonne presse, le déploiement français suscite un rejet de la population malienne, qui s'est exprimé lors de manifestations ces deux dernières années. Dans ce contexte, la France entend revoir le déploiement militaire d'ici à la mi-février, date du sommet Union européenne-Union africaine [les 17 et 18 février à Bruxelles]. Un départ des troupes françaises du Mali entraînerait celui du contingent européen qui les soutient. *"Nos partenaires européens sont très*



Contexte

Les défis du sommet Europe-Afrique

●●● Ces 17 et 18 février se tient à Bruxelles le sixième sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne (UE) et de l'Union africaine (UA). Et les ambitions sont grandes, car il s'agit ni plus ni moins que de *"réviser complètement"* la relation UE-Afrique, selon les mots d'Emmanuel Macron, qui a pris l'initiative de cette rencontre. Avec ce sommet, le président français veut *"reforger un New Deal économique et financier avec l'Afrique"* et *"établir un véritable système de paix et de prospérité pour renforcer les investissements dans les économies africaines"*, rappelle **African Business.** Un *"avenir partagé"* qui prendra l'aspect concret de discussions pour définir également *"une architecture de paix et de sécurité renouvelée"*, selon le programme du sommet. La situation au Sahel sera bien sûr discutée. D'autant qu'*"Emmanuel Macron peine à faire émerger la Task Force Takuba alors que se posent de plus en plus de questions sur l'avenir de la force Barkhane"*, analyse **La Tribune Afrique.** L'opération Takuba a été lancée en mars 2020 avec plusieurs pays européens (Allemagne, Belgique, Danemark, Estonie, France, Grèce, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Italie, Roumanie). Or elle vacille depuis que le Mali a demandé au Danemark, le 24 janvier, de retirer ses 90 soldats à peine arrivés, arguant que *"ce déploiement est intervenu sans son consentement"*, rappelle **Maliweb.** En outre, si la Belgique et les Pays-Bas ne s'impliquent qu'a minima, l'Allemagne, elle, a refusé d'y envoyer des forces. *"L'Europe pourra-t-elle venir au secours d'une France qui s'ensable dans le dossier malien?"* interroge *La Tribune Afrique,* tandis que *Maliweb* se demande si cette exigence de retrait faite au Danemark n'a pas été *"une déclaration de guerre par procuration à la France"*. Quoi qu'il en soit, *"le Mali n'ira pas à Bruxelles"*, indique la **Deutsche Welle,** qui précise qu'outre le Mali, la Guinée et le Burkina Faso, deux autres États de la région sahélienne dirigés par des militaires putschistes, seront absents. Tous ont été suspendus par l'Union africaine.

préoccupés par les signaux récents de la junte", déclarait cette semaine à EFE [l'agence de presse espagnole] une source diplomatique française. L'idée est de maintenir les opérations antiterroristes au Sahel, mais avec un rôle plus important des forces locales.

La France est intervenue au Mali en janvier 2013, sous la présidence du socialiste François Hollande, afin de stopper l'avancée des djihadistes : en un temps record, l'opération Serval est parvenue à reprendre des villes emblématiques comme Tombouctou, aux mains des extrémistes. Le 1er août 2014, la France a transformé l'opération Serval en opération Barkhane, avec l'appui de partenaires européens comme l'Espagne, et elle a étendu son rayon d'action à d'autres pays du Sahel comme la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

Mais voilà des mois que la France s'enlise dans le conflit sahélien et, l'été dernier, elle a annoncé avoir pour objectif de réduire sa présence militaire au Mali. Celle-ci passerait, d'ici à 2023, de 5 000 hommes à 2 500 ou 3 000. Plusieurs missions internationales, dotées de contingents militaires et d'effectifs de sécurité, convergent sur le territoire malien afin de lutter contre le djihadisme et d'apporter des renforts aux forces locales : d'une part, la Minusma, sous l'égide de l'ONU, composée de 18 000 hommes ; d'autre part, la mission EUTM Mali [mission de formation de l'Union européenne au Mali], supposée entraîner l'armée malienne, forte de 4 800 militaires. L'opération Barkhane compte actuellement 4 800 soldats, et elle intègre une composante européenne, la force Takuba, qui comprend 900 soldats des forces spéciales. Ce à quoi viennent s'ajouter les 5 000 hommes de la force conjointe Sahel, à laquelle participent les pays de la région.

Maillage complexe. Résultat, le Mali est l'un des pays qui accueillent la plus forte concentration de forces internationales, en un maillage complexe. *"L'un des principaux problèmes avec les forces étrangères, c'est qu'elles ne comprennent pas le contexte de la violence,* déclare à *Foreign Policy* Ibrahim Yahaya Ibrahim, analyste pour le Sahel de l'ONG International Crisis Group. *Car il s'agit d'une violence très enracinée localement, avec beaucoup d'aspects complexes entre les différentes communautés. Au moins, les Français parlent une langue que certains Maliens comprennent* [17 % de la population est francophone]."

S'ils veulent repenser leur présence militaire [dans la région], les Européens vont devoir s'appuyer sur une force *"plus discrète, plus imbriquée avec les armées locales, et qui respecte les sensibilités locales"*, selon des propos recueillis par l'EFE. L'Espagne est partisane d'analyser de façon *"sereine et objective"* la situation d'EUTM Mali, un contingent dont elle est le plus grand contributeur (plus de 500 soldats) après la France.

En pleine présidence française de l'UE, et à moins de trois mois de l'élection du prochain locataire de l'Élysée, un retrait français du Mali serait très préjudiciable à l'image de Macron qui, même s'il n'a pas encore fait d'annonce officielle, sera, de l'avis général, candidat à sa propre réélection. Un tel retrait signifierait l'échec de la mission de lutte antidjihadiste au Sahel, déployée depuis près de dix ans. Or la perspective d'un rapide départ des troupes, comme en Afghanistan, est de plus en plus probable.

—Rosa Meneses

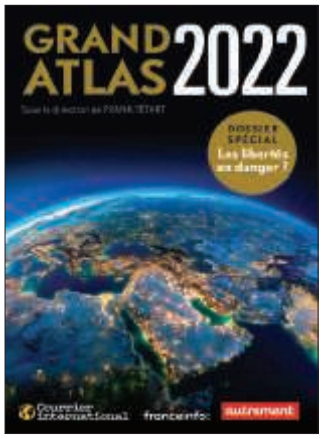
Publié le 6 février

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code

Ou sinon rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/vpc

ou par téléphone : 03.21.13.04.31
(du lundi au vendredi, de 8h à 18h)



Grand Atlas 2022

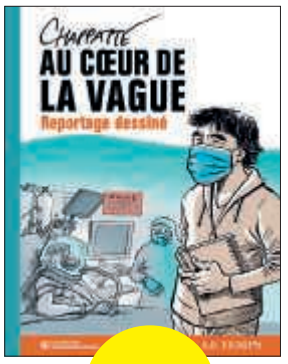
Toutes les questions d'actualité et les enjeux qui vont faire 2022, avec des cartes, des infographies et des synthèses efficaces. Edition Autrement en partenariat avec *Courrier international* et *France Info*.

Collection dirigée par Franck Tétart
Format : 20 X 29,5 cm - 144 pages

19,90 €*

BD Chappatte Au coeur de la vague

Les dessins de presse de Chappatte parus pendant la crise complètent avec humour le récit. Au cœur de la vague nous fait revivre une période inouïe de notre histoire.



22 €*



Coffret 10 DVD Télérama volume 11

Regroupe les dix films marquants de 2020 à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de *Courrier international*.

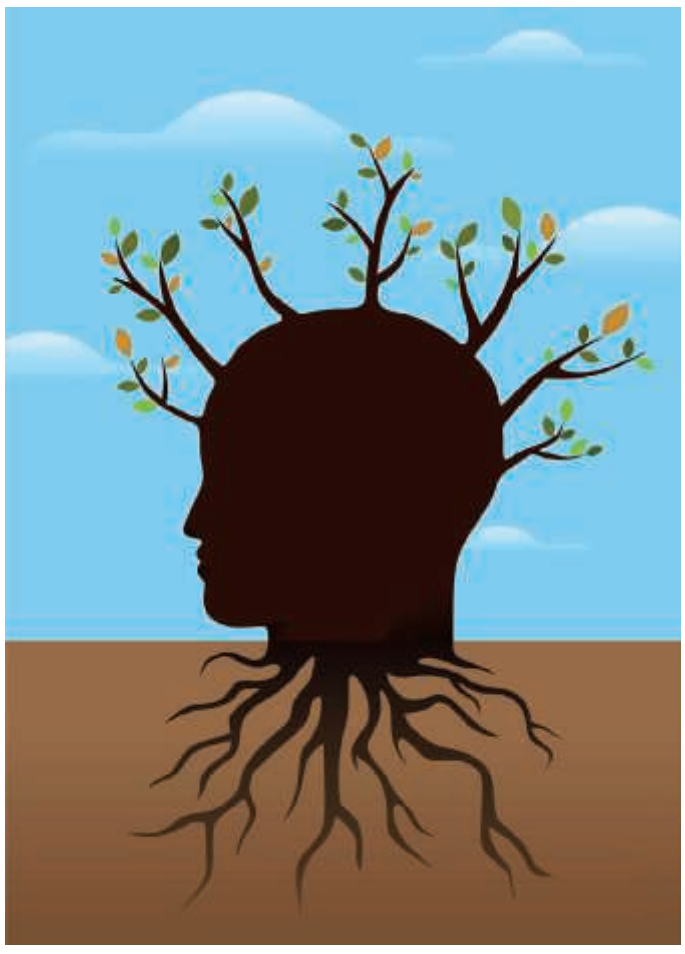
45 €*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022
** Frais de port en sus en fonction du produit.*
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :
https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co

asie

Indonésie. Des Papoues en lutte pour leurs forêts

Malgré les menaces et les hommes de leur communauté qui font obstacle, des femmes de Papouasie se battent contre les compagnies de palmiers à huile pour protéger leurs terres.



↙ *Dessin de* **Falco,** *Cuba.*

—Tempo *Jakarta*

Pendant longtemps Rikaarda Maa pensait que les peuples autochtones étaient impuissants à riposter lorsqu'une compagnie de palmiers à huile s'emparait de leurs forêts coutumières. Mais aujourd'hui, elle n'a plus peur de défendre sa terre ancestrale.

Rikaarda Maa, de son petit nom Rika, est une femme du peuple awyu, du village d'Ampera, dans le district de Boven Digoel, en Papouasie. Pour cette mère de famille à la tête de la contestation, ces spoliations sont une vieille histoire : *"Depuis 2011, de nombreuses compagnies sont entrées sur notre territoire."*

Ainsi, l'une de ces compagnies a obtenu en 2017 un permis pour l'exploitation d'une plantation de palmiers à huile sur une superficie de 39190 hectares. Depuis trois ans, elle tente de forcer le peuple awyu à libérer les terres de sa concession. En vain.

Rika est déterminée. Pas question d'abandonner ses droits coutumiers, même si elle est souvent la cible de menaces et d'intimidations de la part de membres de sa propre communauté qui sont appâtés par la compensation de 10 millions de roupies [613 euros] que leur fait miroiter la compagnie. Rika a compris qu'elle ne pouvait pas se battre seule. En 2018, elle a dressé une cartographie des autres *mamas* papoues prêtes, comme elle, à défendre leurs forêts coutumières. Elle a commencé par rédiger une pétition contre la compagnie d'huile de palme qui voulait annexer les terres de sa communauté, puis a recueilli les signatures d'autres femmes.

Selon Rika, il était pratiquement impossible d'inviter des hommes dans leurs rangs. Elle l'explique : *"Les* mamas *réfléchissent plus sur le long terme que les hommes qui, eux, se laissent facilement tourner la tête par 100000 roupies [6,10 euros] et un paquet de cigarettes."*

"Les hommes se laissent facilement tourner la tête par 100 000 roupies et un paquet de cigarettes."
Rikaarda Maa, MENEUSE DE LA CONTESTATION

Rika est confrontée au fait que les femmes papoues n'ont pas le droit de participer aux délibérations et aux décisions concernant les terres coutumières. Un domaine réservé aux hommes. Pourtant, les femmes assurent les fonctions nourricières du foyer et, partant, l'avenir du clan. Mais rien n'arrête cette institutrice à l'école catholique Santa Theresia Kali Win. Elle défend les forêts de son peuple avec son groupe de prière. Bien que comptant seulement dix femmes, il est devenu le moteur de la résistance.

Les *mamas* ne se contentent pas d'organiser des prières régulières. Elles rédigent des panneaux pour faire valoir leurs droits conformément à la Constitution indonésienne : *"L'article MK nº 35/PUU-X/2012 stipule que les forêts coutumières sont des forêts situées sur le territoire coutumier d'un peuple autochtone, et non plus des forêts d'État."*

Elles ont également planté des croix des deux côtés de la route nationale, du village d'Ampera jusqu'au district de Fofi, ainsi que les emblèmes du droit coutumier de leur peuple. Moyen de rappeler que la déforestation est un tabou, un interdit absolu.

Toujours en 2018, Veronika Manimbu, autre femme papoue, appartenant au peuple mpur, a prononcé un discours devant le ministère de l'Environnement et des Forêts, à Jakarta. Face à une foule de manifestants dont les terres ont été accaparées par les sociétés d'huile de palme, Veronika n'a pas hésité à lancer : *"Il n'y a pas de terre papoue vacante."* Veronika incarne le dicton de son peuple : "La forêt est une *mama*". Pour elle, la forêt est une *"entité vivante"* garantissant la vie et l'avenir de tous les membres de la communauté de la vallée de Kebar.

Januaryus Sedik, autre *mama* du peuple mpur qui se bat activement auprès de Veronika, dit que les femmes autochtones sont *"les piliers des peuples autochtones pour la défense de leurs droits"*. Elle ajoute : *"Là où nous vivons, dans la région de la tête d'oiseau [ainsi appelée car elle ressemble sur la carte de Papouasie à la tête d'un oiseau de paradis, symbole féminin], les femmes sont tenues en haute estime, si bien qu'il n'est pas rare que ce soit elles qui dominent les mouvements de contestation."*

Rasella Malinda, chercheuse de l'association Pusaka Bentala Rakyat, accompagne les *mamas* de Boven Digoel dans leur lutte. Elle explique le faible pouvoir des femmes dans la structure foncière papoue. Elles ne sont titulaires que de l'usufruit. C'est pourtant elles qui ont la relation la plus intime avec la forêt : *"Quand les hommes bradent leurs droits forestiers aux compagnies, les femmes perdent l'accès à la forêt."* Elles n'ont alors plus comme choix que de travailler comme ouvrières, de faire des petits boulots au jour le jour pour pouvoir nourrir leur famille.

Rasella entend souvent les termes qu'emploient les femmes autochtones de Boven Digoel pour parler de la forêt. Ainsi, Valentina Wanopka, une des forces motrices du village de Subur contre l'expansion des plantations de palmiers à huile, compare la forêt à une pharmacie : *"Dans la forêt, nous avons beaucoup de médicaments gratuits et d'une grande variété."*

Les femmes n'ont pas le droit de participer aux délibérations et décisions concernant les terres coutumières.

Mama Valen – le petit nom de Valentina – fait pression sur les autorités locales et provinciales, notamment avec Lidia, autre *mama*. Toutes deux ont ainsi obtenu des audiences au Parlement régional et avec les maires, et ont pu cartographier les zones forestières coutumières. En outre, elles barrent l'accès à leurs terres avec des croix et les emblèmes de leur peuple, et vont jusqu'à imposer des amendes à toute personne qui y entre sans autorisation.

La secrétaire générale de l'Alliance des peuples autochtones de l'archipel, Rukka Sombolinggi, considère que les représentantes des militantes de Papouasie, telles que Rikaarda, Valentina et Veronika, constituent une direction collective du mouvement. *"En surface, on ne voit qu'une personne, mais derrière se cache une structure solide, qui ne cesse de se renforcer"*, dit-elle.

Selon elle, il reste à ces femmes à développer des efforts considérables pour s'emparer de l'espace public. De sorte que leurs voix soient entendues à égalité avec celles des hommes papous, traditionnellement propriétaires des droits fonciers.

—Dina Pramita
Publié le 13 janvier

SOURCE

TEMPO
Jakarta, Indonésie
Hebdomadaire, 100 000 ex.
tempo.co
Créé en 1971, l'hebdomadaire est interdit par la censure et fermé en 1994 avant de renaître en 1998. Le site privilégie l'actualité politique, économique ainsi que certains dossiers de grand reportage. On peut consulter les anciens numéros jusqu'en 1998. Il faut payer pour lire les articles complets, dont un court résumé est accessible gratuitement.

THAÏLANDE

Au cinéma, qui se lève encore pour le roi?

De moins en moins de spectateurs rendent hommage au roi lors de l'hymne diffusé avant les films. Une attitude qui illustre une défiance grandissante envers la monarchie thaïlandaise.

—Nikkei Asia *Tokyo*

Récemment, je suis retourné au cinéma à Bangkok. Ainsi, le double rôle joué par les salles obscures en Thaïlande m'est revenu en mémoire. Leur vocation première est, bien sûr, de diffuser des films, locaux et étrangers. Mais elles servent également à conforter le public dans l'idée que le monarque est un pilier unificateur du royaume.

Une leçon inculquée juste avant le film, quand l'écran, dans le noir, affiche un message invitant l'assistance à se lever tandis que les accords de l'hymne royal résonnent et que sont projetées des images des actes du souverain.

Jusqu'à la mort du roi Bhumibol Adulyadej [Rama IX], à la fin de 2016, à l'issue d'un règne de soixante-dix ans, le public réagissait presque de la même façon partout : il se levait pour l'hymne. Le kaléidoscope des images qui illustraient l'hymne royal renforçait le discours officiel méticuleusement orchestré pour présenter le roi Bhumibol comme une figure paternelle bienveillante et le rassembleur de la nation. Pour des étrangers comme moi, c'était un signe de plus de ce qui semblait être une culture de dévotion envers la monarchie.

Or il se passe aujourd'hui quelque chose de très différent dans les cinémas. Après une longue interruption due aux mesures de restrictions imposées dans le pays à cause du Covid-19, je suis allé voir le film de science-fiction *Dune,* et j'ai pu constater que l'attitude de la population avait nettement changé.

Le long-métrage était projeté au Siam Paragon, un centre commercial haut de gamme dans le quartier commercial huppé qu'affectionnent les familles aisées de Bangkok. Quand le message habituel appelant le public à se lever s'est affiché et que l'hymne royal a commencé à retentir, seul un couple thaïlandais d'âge moyen a obéi.

Le reste de l'assistance, pour l'essentiel plus jeune, est resté assis, impassible, durant tout l'hymne, comme s'il n'y avait rien de plus naturel. Sur l'écran, les images illustraient le règne du roi Maha Vajiralongkorn [Rama X], dont les longs séjours en Europe et son style de vie peu conventionnel ont défrayé la chronique.

Sur les réseaux sociaux, les commentaires parlent de ses virées débridées à l'étranger et de sa volonté d'être davantage impliqué dans la gestion des milliards de dollars d'actifs de la famille royale et dans le déploiement de forces de sécurité dans la capitale.

Depuis quelques mois, ces manifestations de défi silencieuses se multiplient. Les Thaïlandais sont nombreux à les signaler et à en discuter ouvertement sur les réseaux sociaux. Non sans une certaine fierté, des amis thaïlandais m'ont affirmé que c'était la dernière mode en politique.

Cet intérêt est compréhensible, car, en théorie, quiconque refuse de se lever viole la loi draconienne du pays sur le crime de lèse-majesté, qui prévoit une peine maximale de quinze ans de prison pour tout acte considéré comme une insulte à la monarchie.

Ce brusque revirement, de la dévotion au défi, est du pain bénit pour les commentateurs sur les réseaux sociaux. L'un d'eux écrit : "*Je suis allé voir* Fast and Furious *au cinéma à Pattaya. Deux personnes seulement se sont levées. Je souriais sous mon masque. Ça fait longtemps que cette pantomime aurait dû cesser. Quelle perte de temps.*"

Quiconque refuse de se lever viole la loi draconienne du pays sur le crime de lèse-majesté.

Des sentiments qui prouvent à quel point les attitudes ont évolué depuis 2012, quand Chotisak Onsoong, un jeune militant pro-démocratie, et un ami avaient osé rester assis pendant l'hymne royal. Ils avaient été harcelés par des ultraroyalistes, étaient devenus les cibles d'une campagne de haine et avaient été accusés de crime de lèse-majesté. Même en 2019, juste avant le début de la pandémie, le comportement du public thaïlandais dans les salles de cinéma n'avait pas changé : tous se levaient au moment de l'hymne.

Selon les spécialistes, cette attitude de "*défi passif*" serait une façon "*très thaïlandaise*" de réagir à des situations difficiles : une riposte muette.

En l'adoptant, les Thaïlandais explorent apparemment de nouveaux moyens de répondre aux appels au changement lancés par les jeunes manifestants dans les rues de Bangkok depuis la mi-2020, quand des activistes se sont révoltés contre le gouvernement favorable à l'armée et ont réclamé des réformes politiques, y compris en ce qui concerne le rôle de la monarchie dans l'État. Les manifestations ont été réprimées sans merci.

Pour l'heure, les autorités ne savent apparemment pas comment réagir à cette insoumission discrète mais publique. Le Premier ministre [depuis 2014], Prayuth Chan-ocha, ancien chef d'état-major de l'armée et ancien dirigeant de la junte, a appelé les jeunes à ne pas céder à la pression de leurs pairs.

Ainsi les cinémas incarnent-ils désormais le désir de la jeunesse de repousser les limites. Le public a clairement répondu à la question de savoir s'il faut ou non se lever, un choix encore inconcevable il y a deux ans.

De ce point de vue, les salles obscures thaïlandaises sont devenues des lieux stratégiques, où le simple fait d'aller voir un film constitue une prise de position politique.

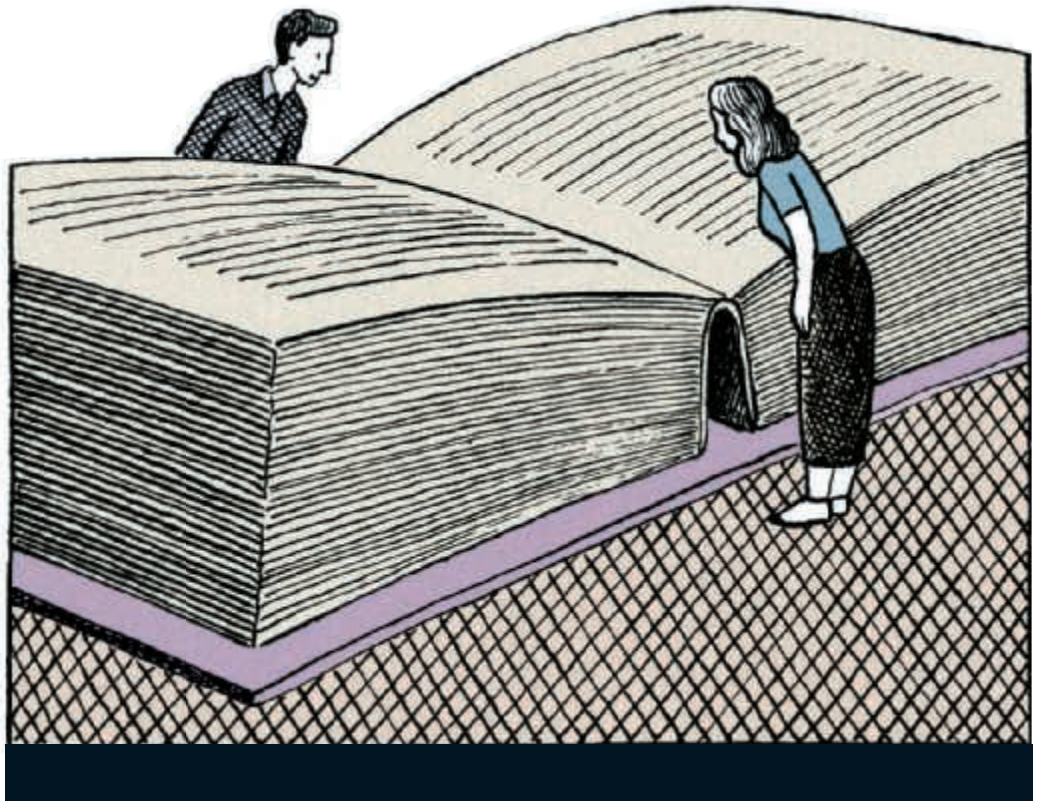
—Marwaan Macan-Markar
Publié le 19 janvier



amériques

États-Unis. Au pays des livres interdits

Des parents, des militants, des membres de commissions scolaires et des législateurs demandent partout dans le pays l'interdiction d'un nombre croissant d'ouvrages. Au grand dam des enseignants, des élèves, des libraires et des défenseurs de la liberté d'expression.



↙ ↘ *Dessins de* **Cost** *paru dans* **Le Soir,** *Bruxelles.*

—The New York Times
(*extraits*) *New York*

Dans le Wyoming, un procureur de district a envisagé des chefs d'accusation contre des bibliothécaires qui avaient sur leurs rayonnages des livres comme *Sex Is a Funny Word* ["Le sexe est un drôle de mot"] et *This Book Is Gay* ["Ce livre est gay"]. En Oklahoma, un projet de loi a été présenté au Sénat de l'État pour interdire aux bibliothèques des écoles publiques d'avoir des livres sur l'activité sexuelle, l'identité sexuelle ou l'identité de genre.

Au Tennessee, la commission scolaire du comté de McMinn a supprimé par un vote le roman graphique *Maus* (lauréat du prix Pulitzer) du programme de quatrième sur l'Holocauste, car le livre contient de la nudité et des jurons.

Partout aux États-Unis, des parents, des militants, des membres de commissions scolaires et des législateurs demandent l'interdiction d'un nombre de livres sans précédent.

À l'automne 2021, l'Association américaine des bibliothèques a indiqué dans un rapport préliminaire qu'elle avait reçu le nombre *"inédit"* de 330 signalements. Chacun peut contenir une liste de plusieurs ouvrages. *"Il est stupéfiant de voir, ici aux États-Unis, le retour d'une tendance aux interdictions de livres, de voir des recours au pénal contre des bibliothécaires scolaires"*, témoigne Suzanne Nossel, directrice de l'organisation PEN America, qui défend la liberté d'expression. Ces velléités n'ont pas, pour l'instant, abouti.

Ce type d'objections n'a rien de nouveau dans les commissions scolaires, mais leur fréquence accrue n'est pas la seule chose qui a changé, selon les enseignants, les bibliothécaires et les défenseurs de la liberté d'expression : les tactiques employées et les canaux choisis ont aussi changé. Les groupes conservateurs, en particulier, actifs sur les réseaux sociaux, relaient leurs contestations dans les assemblées législatives des États, auprès de la police et lors des campagnes électorales.

"Le sujet s'est politisé, c'est la différence avec ce qu'on observait par le passé", explique Britten Follett, directrice des contenus chez Follett School Solutions, l'un des premiers fournisseurs de manuels pour l'élémentaire et le secondaire. *"Cela passe par l'adoption de lois, les prises de position des personnalités politiques. Et finalement, ce sont les bibliothécaires, les enseignants ou les éducateurs qui se retrouvent coincés au milieu de tout ça"*, ajoute-t-elle.

> **"En attaquant ces livres, en attaquant le sujet, ils éliminent la possibilité d'engager un dialogue."**
> **Laurie Halse Anderson,** AUTRICE

Les livres fréquemment ciblés portent notamment sur la question raciale, le genre ou la sexualité, comme *Le bleu ne va pas à tous les garçons*, de George M. Johnson (Éd. De Saxus), *Lawn Boy*, de Jonathan Evison ["Le Jardinier", inédit en français], *Gender Queer*, de Maia Kobabe ["Fluide", inédit en français] et *L'Œil le plus bleu*, de Toni Morrison (Éd. 10/18).

De nombreux parents consultent des listes de titres litigieux compilées par les antennes locales d'organisations comme Moms for Liberty ["Les mères pour la liberté"]. Puis ils demandent dans leur école si la bibliothèque met ces titres à la disposition de leurs enfants.

Plaintes pénales. L'association No Left Turn in Education ["Non au virage à gauche de l'école"] tient à jour des listes de livres qui, selon elle, *"servent à propager des idéologies radicales et racistes auprès des élèves"*. Dans cette liste figure *Une histoire populaire des États-Unis*, de Howard Zinn (Éd. Agone), et *La Servante écarlate*, de Margaret Atwood (Éd. Robert Laffont).

Selon l'autrice Laurie Halse Anderson, dont les romans pour jeunes adultes ont fait l'objet de contestations, le retrait des livres abordant des sujets sensibles, comme le racisme et les agressions sexuelles, empêche d'autant plus les élèves d'en discuter. *"En attaquant ces livres, en attaquant leurs auteurs, en attaquant le sujet, ils éliminent la possibilité d'engager un dialogue"*, souligne-t-elle.

Tiffany Justice, qui a siégé à la commission scolaire du comté d'Indian River, en Floride, et qui a cofondé l'organisation Moms for Liberty, affirme que les parents ne doivent pas être vilipendés parce qu'ils s'interrogent sur la convenance d'un livre. Certains titres sont contestés car ils abordent des pratiques sexuelles, y compris orales et anales, souligne-t-elle, et les enfants n'ont pas la maturité nécessaire pour lire ce type de textes. *"Si les parents s'inquiètent de quelque chose, les politiques doivent y prêter attention. En 2022, c'est dans les urnes que les parents vont s'exprimer"*, affirme-t-elle.

Les demandes d'interdiction de livres ne viennent pas seulement de la droite : *Des souris et des hommes*, le classique de Steinbeck, et *Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur*, le roman de Harper Lee, par exemple, ont suscité des contestations au fil des ans en raison de leur approche de la question raciale. Ces deux titres faisaient partie des dix livres le plus souvent interdits, selon le classement de l'Association américaine des bibliothèques en 2020.

> **"J'ignorais qu'il était possible de porter plainte contre un livre."**
> **George M. Johnson,** ÉCRIVAIN

Dans le district scolaire de Mukilteo, dans l'État de Washington, la commission scolaire a décidé de retirer *Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur* du programme de troisième, à la demande de l'équipe enseignante. Leurs objections portaient sur la marginalisation des personnes racisées, l'éloge du "sauveur blanc" et les nombreuses occurrences d'injures raciales sans aucun commentaire sur leur nature désobligeante. Si le livre ne fait plus partie des lectures obligatoires, il reste sur la liste des romans autorisés par le district, et les enseignants peuvent l'étudier avec leurs classes.

Dans d'autres cas, les stratégies sont plus ambitieuses, notamment quand des parents et des organisations cherchent à faire retirer complètement certains livres des bibliothèques, ce qui prive tout le monde.

Aucun livre n'a été ciblé aussi énergiquement que *The 1619 Project*, un best-seller sur l'esclavage aux États-Unis qui est issu du numéro spécial publié en 2019 par le *New York Times Magazine*. Cet ouvrage a été ciblé dans des projets de loi.

Les responsables politiques se sont saisis des polémiques. Au Texas, le gouverneur conservateur, Greg Abbott, a exigé que l'instance de l'État chargée de l'éducation *"enquête sur toute activité criminelle dans [les] écoles publiques relative à*

la mise à disposition de pornographie”, une annonce qui inquiète les bibliothécaires texans, car ils craignent d’être visés par des plaintes au pénal.

George M. Johnson, qui a écrit *Le bleu ne va pas à tous les garçons*, une autobiographie sur son enfance noire et queer, est resté bouche bée en apprenant en novembre qu’un membre de la commission scolaire du comté de Flagler, en Floride, avait déposé une plainte à la police contre son livre. L’ouvrage, à destination des jeunes à partir de 14 ans, comporte des scènes de sexe oral et anal, et d’agression sexuelle. *“J’ignorais qu’il était possible de porter plainte contre un livre”*, souligne George M. Johnson. La plainte a été jugée irrecevable par la police, mais le livre a été retiré des bibliothèques scolaires le temps d’être examiné par un comité.

Injures et homophobie. Un jour où le livre était débattu à la commission scolaire, un groupe d’élèves s’est opposé à l’interdiction et a distribué des exemplaires gratuits, pendant que des contre-manifestants dénonçaient le caractère pornographique de l’ouvrage et hurlaient des obscénités et des injures homophobes, selon un élève qui a organisé la manifestation et publié des vidéos.

Le comité ad hoc a déterminé qu’il était *“adapté”* aux bibliothèques de lycée, mais le recteur du comté a invalidé cette décision. Il a décidé que *Le bleu ne va pas à tous les garçons* ne serait pas disponible dans les bibliothèques le temps de la rédaction de nouvelles directives permettant aux parents d’avoir plus de contrôle sur les lectures accessibles à leurs enfants. D’autres titres de la catégorie jeunes adultes qui avaient été retirés des rayonnages y ont ensuite été rétablis.

Jack Petocz, un élève de 17 ans du lycée Flagler de Palm Coast, a organisé la manifestation contre l’interdiction du livre. *“Moi qui suis gay, je sais à quel point ces livres sont essentiels pour les jeunes. Ils doivent savoir qu’il existe des ressources pour eux,* explique-t-il, avant de souligner que les histoires d’amour hétérosexuelles sont rarement interdites. *Cela m’a paru vraiment discriminatoire.”*

—Elizabeth A. Harris et Alexandra Alter
Publié le 30 janvier

Les ados se rebiffent contre la censure

Dans ce club de lecture de Pennsylvanie, des jeunes de 13 à 16 ans débattent de littérature interdite. Reportage.

—The Guardian *(extraits)*
Londres

“Napoléon exploite les moutons, c’est incroyable”, s’exclame Jordan Daughtry, 14 ans, son exemplaire du livre de George Orwell *La Ferme des animaux* à la main. Il parle du cochon dictateur qui prend le contrôle d’une ferme anglaise avant de soumettre à sa volonté les autres animaux.

Dans cet ouvrage qui critique le régime stalinien, les moutons, qui représentent les masses facilement manipulables, sont des *“idiots incultes”*, ajoute-t-elle.

Sa sœur Kiara, 16 ans, poursuit : *“Ça m’a rappelé toute cette histoire après l’élection de Joe Biden”*, en évoquant l’insurrection du 6 janvier, quand les partisans de Trump ont assiégé le Capitole *“Et toutes les bêtises qu’on a entendues.”*

Les Daughtry discutent dans la librairie Firefly, posée dans la petite ville de Kutztown, en Pennsylvanie. Les membres de ce club de lecture de livres interdits se retrouvent deux fois par mois pour lire des ouvrages que les conservateurs de tout le pays cherchent à faire disparaître des bibliothèques scolaires et en débattre.

Les membres du club, âgés de 13 à 16 ans, sont inquiets. L’an dernier, ce mouvement de censure a réussi à interdire des ouvrages sur les questions raciales et LGBTQI dans des bibliothèques au Texas, dans l’Utah, en Virginie, dans le Wyoming et en Pennsylvanie.

Comme de nombreux jeunes aux États-Unis, ils trouvent que la censure se fait plus pesante. En décembre, le district scolaire de Pennridge, à une quarantaine de kilomètres de chez eux, a fait retirer des bibliothèques des écoles élémentaires le livre *Heather a deux mamans*, un album jeunesse sur un couple lesbien.

L’an dernier, la commission scolaire du district de Central York, en Pennsylvanie, a publié une longue liste de livres interdits, en grande majorité des ouvrages dont les personnages ou les auteurs étaient des gens de couleur. Cette interdiction a été levée en septembre après des manifestations d’élèves.

“J’adore lire, alors c’est vraiment énervant de voir que des livres sont interdits, d’autant plus que ce sont des adultes qui décident et que personne ne nous demande à nous, les ados, ce qu’on en pense, lance Joselyn Diffenbaugh, 14 ans, fondatrice de ce club. *C’est flippant de savoir que ceux qui auraient besoin de ces livres, pour mieux se comprendre par exemple, en sont privés.”*



Fin janvier, le phénomène a pris des proportions inédites, avec l’interdiction de *Maus*, le roman graphique sur l’Holocauste d’Art Spiegelman, par la commission scolaire du comté de McMinn, dans le Tennessee. Selon elle, ce récit, qui met en images ce qu’ont vécu les parents de l’auteur dans les camps de concentration ainsi que le suicide de sa mère, contenait des propos *“durs et grossiers”*. *Maus* est désormais numéro un des ventes sur Amazon.

À la librairie Firefly, le club de lecture discute de *La Ferme des animaux* quand je les rejoins. Ce roman n’est pas visé par la récente vague de censure, mais il était interdit en URSS avant la chute de l’Union soviétique. Il a ensuite été interdit en Floride car jugé *“procommuniste”*.

Leur prochain livre sera *La Haine qu’on donne*, un roman pour ados sur le meurtre d’un jeune Noir désarmé par un policier blanc, qui a été retiré des rayonnages de nombreuses bibliothèques scolaires.

Bridget Johnson, 13 ans, la plus jeune du groupe, n’a pas sa langue dans sa poche : *“Je constate souvent cela dans la vraie vie. Les gens ne se rendent pas compte, ils ne veulent pas prendre de risques, ils préfèrent ne rien changer.”*

La manipulation, les mensonges et, comme le dit un membre du club, la *“volonté d’enfumage”* se retrouvent dans ce mouvement pour expurger les bibliothèques américaines. Un mouvement lancé par des groupes issus de la société civile, soi-disant des parents, qui envoient des pétitions aux établissements et aux élus pour interdire certains livres. En réalité, ces groupes sont liés et soutenus par des donateurs conservateurs influents.

La plupart des livres visés parlent de l’égalité raciale ou sexuelle, alors que certains républicains ont lancé une grande offensive contre l’enseignement de la théorie critique de la race à l’école, une discipline qui examine la façon dont le racisme ronge les institutions et la société américaines.

Le roman *Gender Queer*, de Maia Kobabe [“Fluide”, inédit en français], qui évoque les difficultés de faire son coming out et de découvrir son identité sexuelle, est l’un des livres les plus proscrits. Depuis sa publication en 2019, il a été banni des rayonnages d’au moins 11 États. Même chose pour *Out of Darkness* [“Sortis des ténèbres”, d’Ashley Hope Pérez, inédit en français], l’histoire d’amour entre une Mexicaine-Américaine et un jeune garçon noir dans les années 1930 au Texas.

L’Œil le plus bleu, de Toni Morrison, un roman sur l’oppression raciale et sexuelle, a dû être retiré des bibliothèques scolaires en Floride et dans le Missouri.

“Ce sont des adultes qui décident, personne ne nous demande à nous, les ados, ce qu’on en pense.”
Jesse Hastings, FONDATRICE DU CLUB DE KUTZTOWN

Après une heure et demie de débats animés, la séance du club de Kutztown touche à sa fin. À la sortie de la librairie, Jesse Hastings tient un exemplaire de *La Haine qu’on donne*. Tous les livres débattus au club sont achetés et financés grâce à des dons. Elle se dit choquée par l’ampleur de la censure et *“surtout par le ridicule des raisons invoquées pour interdire ces livres. Beaucoup ont été interdits simplement parce qu’ils avaient pour personnages des Noirs ou des LGBTQI*, explique la jeune fille. *Pour les jeunes homosexuels ou les jeunes de couleur, il est important d’être représentés dans les livres, et si vous n’y avez pas accès, cela peut être grave.”*

Outre l’impact sur les personnes qui auraient pu se trouver des affinités avec les auteurs interdits et sur la représentation de la diversité dans les livres, Jesse trouve qu’il y a un autre aspect encore plus grave : *“C’est un énorme problème, car il y a déjà un grand manque de représentation des minorités dans les romans. Ils veulent interdire des livres qui parlent de politique et d’autres choses importantes. Pour moi, le risque, c’est que de plus en plus de jeunes manquent d’ouverture d’esprit.”*

—Adam Gabbatt
Publié le 7 février



↙ *Dessin de* **Boligán** *paru dans* **El Universal,** *Mexico.*

PÉNURIE

L'Amérique latine a toujours plus soif

Sécheresse, pollution, entretien insuffisant des infrastructures, surexploitation par les grandes compagnies et l'agriculture intensive… Le sous-continent souffre de la raréfaction de l'eau potable.

—Connectas *(extraits)*
Amérique latine

Mexico, Caracas, São Paulo, Lima, Mendoza [Argentine] et Valparaíso, et d'autres villes d'Amérique latine, partagent un même problème : elles ont de plus en plus d'habitants et de moins en moins d'eau.

Les longues sécheresses liées au changement climatique aggravent ce fléau, mais il faut aussi prendre en compte des facteurs comme la pollution, la mauvaise gestion des ressources hydriques ou le défaut d'entretien des infrastructures. Il est inadmissible que l'Amérique latine ait soif, car cette région du monde possède un tiers de l'eau douce de la planète.

À Lima, 1,7 million de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. Bien entendu, le problème de cette ville située au milieu d'un désert ne date pas d'hier, mais il continue à empirer. Ceux qui n'ont pas accès au réseau, soit presque 15 % de la population, sont obligés d'acheter l'eau de camions-citernes, même si elle n'est pas toujours potable. Ce à quoi il faut ajouter qu'en hiver les routes vers les hauteurs deviennent boueuses. Or c'est là que se concentrent les habitations les plus pauvres, et parfois les camions restent des semaines sans pouvoir y monter.

ENQUÊTE

Mareli Ismuris vit dans un bidonville à Villa María del Triunfo, au sud de Lima. Elle explique que ces jours-là elle doit descendre chez des amis qui ont l'eau courante pour charger ses bidons de 7 litres, avant de remonter chez elle. Ce bidonville héberge 150 familles qui reçoivent de l'aide de la municipalité proche, laquelle envoie des camions deux fois par semaine. Chaque famille remplit des citernes d'environ 300 litres. *"Nous économisons l'eau. Pour nous laver, nous ne devons pas consommer plus d'un seau par personne"*, explique Mareli Ismuris.

Au Venezuela, les pénuries d'eau potable ont même engendré de nouvelles expressions. Ainsi, on appelle "heure folle" le moment de la journée où l'eau est fournie, et où toute la famille se précipite pour la prélever et l'utiliser. *"La fourniture de l'eau potable est la question la plus sensible dans les enquêtes que nous avons réalisées"*, explique José María de Viana, ingénieur, professeur d'université et ancien président d'Hidrocapital, l'entreprise d'État chargée de l'approvisionnement en eau à Caracas. *"C'est la plus grande cause de désagrément et de détérioration de la qualité de vie."*

José María de Viana attribue les graves défauts d'approvisionnement de l'eau à la détérioration des entreprises et des infrastructures. Pendant des mois, des quartiers entiers se sont même retrouvés sans eau potable. *"Nous avons une infrastructure merveilleuse, mais dans un état déplorable"*, poursuit-il.

Non seulement peu d'eau arrive par les canalisations, mais celle-ci est d'une qualité très douteuse. *"Les gens savent qu'elle n'est pas potable : elle est trouble, elle sent mauvais, elle présente des impuretés en suspension"*, assure l'ancien directeur. Pour José María de Viana, *"le jour où les Vénézuéliens recevront de l'eau propre de manière continue au robinet, nous reprendrons espoir quant à l'avenir du pays"*.

Priorité aux exploitants. La rareté de l'eau en Amérique latine ne touche pas seulement les bidonvilles périphériques ou les zones rurales arides : elle s'est étendue aux agglomérations et à des régions dont on n'aurait jamais imaginé qu'elles puissent être touchées il y a encore un an ou deux. Cette pénurie est liée à la sécheresse, mais aussi à la mauvaise gestion, à l'entretien insuffisant des infrastructures, à la pollution ou encore au fait que l'eau appartient à des sociétés [ou à des personnes] privées.

Le Chili en est un exemple extrême. Dans ce pays, la loi a permis à des particuliers, notamment sous la dictature, d'acquérir des concessions gratuitement et à perpétuité. Ce que beaucoup considèrent comme une absurdité. Ces concessions d'eau, y compris en période de pénurie, se revendent pour des millions. Les compagnies minières et les sociétés agricoles comptent parmi les principaux acheteurs. La commune de Petorca, dans la région de Valparaíso, est doublement pénalisée. D'une part, les grandes plantations de *paltas* (avocats) destinées à l'exportation sont montrées du doigt : elles possèdent les concessions d'eau, si bien qu'elles sont prioritaires pour la consommation.

María Catalina Espinoza, présidente de l'Union de l'eau potable, habite à Quebrada de Castro, au bord du lit asséché du río Petorca : *"Nous sommes entourés de collines vertes, couvertes d'avocatiers, et nous, nous sommes à sec. Il y a de l'eau, mais ce sont les exploitants qui la consomment."*

Cette région du Chili est frappée par une sécheresse historique qui dure depuis dix ans. Ariel Muñoz, professeur à l'université catholique de Valparaíso et chercheur spécialisé dans le changement climatique, connaît bien le problème de Petorca. Il rappelle qu'il n'existe pas de planification qui privilégierait la consommation humaine et une gestion économiquement durable.

Mexico, 21 millions d'habitants, pourrait se retrouver sans eau en 2030, selon l'ONU.

Une question pressante quand on sait qu'actuellement 70 % des Chiliens vivent dans un territoire qui connaît un stress hydrique. Les espoirs sont placés dans la nouvelle Constitution en cours de rédaction. [En mai dernier, les Chiliens ont désigné une Assemblée constituante qui doit rendre son texte à la mi-2022, avant qu'il ne soit soumis à un référendum.] *"À l'heure actuelle, nous sommes pieds et poings liés à cause du Code sanitaire. On a hâte de voir ce que contiendra la nouvelle Constitution"*, conclut Ariel Muñoz.

De l'autre côté des Andes, à Mendoza (Argentine), le chercheur Mariano Morales, chef de l'équipe qui a réalisé le premier atlas de la sécheresse en Amérique latine, souligne la longue durée de ce phénomène : *"Notre reconstitution du climat du passé nous montre qu'une telle situation n'a pas eu de précédent au cours des six cent vingt dernières années."*

Pour garantir de l'eau à la population et préserver les écosystèmes, il faut contrôler les ressources hydriques, les gérer et légiférer, explique-t-il : *"Il nous reste de la marge. Mais jusqu'à quand ? Toute la question est là."*

Dans cette crise de l'eau, où la marge de manœuvre est réduite, les mégalopoles d'Amérique latine sont parmi les plus assoiffées. D'après l'Organisation des Nations unies (ONU), Mexico et São Paulo figurent parmi les dix premières grandes villes du monde où l'approvisionnement en eau est menacé.

Redevances "dérisoires". À Mexico, qui compte 21 millions d'habitants, seulement 1 sur 5 dispose d'eau du robinet, et ce uniquement pendant quelques heures. La perte d'eau due aux défaillances du réseau de canalisations est estimée à 40 %. Selon l'ONU, Mexico pourrait se retrouver sans eau en 2030.

Pour Nathalie Seguin, coordinatrice générale de Freshwater Action Network Mexico (FAN Mex), le problème est lié à divers facteurs, mais surtout à un modèle non viable. Les compagnies minières utilisent de grands volumes d'eau moyennant des redevances *"dérisoires"*. Ce n'est pas qu'il y a moins d'eau, mais qu'elle est moins disponible pour les usagers, explique-t-elle. Un phénomène lié à la pollution, mais aussi *"à la distribution et à la priorité accordée à ceux qui tirent profit de l'eau"*. À n'en pas douter, la crise de l'eau est devenue un nouveau facteur d'instabilité pour un continent pourtant riche en eau mais toujours plus assoiffé.

—Cristian Ascencio
Publié le 15 janvier

SOURCE

CONNECTAS
Amérique latine
connectas.org
Connectas est la principale plateforme journalistique orchestrant une collaboration entre les médias d'Amérique latine. Elle bénéficie d'une reconnaissance internationale liée à la solidité des contenus qu'elle publie et qui ont notamment conduit à révéler des affaires sur lesquelles des dirigeants de la région ont été contraints de s'expliquer.

Courrier international

POUR COMPRENDRE L'ACTUALITÉ DU MONDE !

COCH

Profitez de cette offre d'abonnement

13,25 € par mois

Plus de **41%*** de réduction

VOTRE ABONNEMENT COMPREND



1 an (52 numéros)



6 hors-séries à paraître



l'accès au **site Internet** et au **Réveil Courrier** sur tous vos supports numériques

* Par rapport au prix de vente au numéro.

EN CADEAU 4 numéros de *Courrier international*

Valeur **18 €**



Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

Oui, je m'abonne à *Courrier international* **+** ses **hors-séries**

RCO22BA1633

☐ **Je règle par prélèvement mensuel 13,25 €** au lieu de ~~22,48 €~~* **+ *en cadeau*** **4 numéros** de *Courrier international*.
Les hors-séries seront expédiés au fur et à mesure de leur parution.
Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

☐ **Je préfère régler en une fois 159 €** au lieu de ~~269,80 €~~* **+ *en cadeau*** **4 numéros** de *Courrier international*,
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site : https://abo.courrierinternational.com/2022auto2
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 h à 18 h)

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

*Prix de vente au numéro. **Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 30/06/2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine.** Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co
En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville : .....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌋
IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire

⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_
BIC – Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à : .....

Le : .....

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France
75013 Paris

RCS Paris 344 761 861 000 71

france



↙ **Villebarou, près de Blois, en janvier.**
Photo © Le Soir, Pierre-Yves Thienpont

Société. Dans les zones périurbaines, une double crise

Dans les quartiers pavillonnaires, la classe moyenne ne se débat pas seulement contre la vie chère. Elle se heurte aussi à un modèle d'urbanisme en crise, fondé sur le tout voiture. Les petites phrases d'Emmanuel Macron ont souvent heurté. La confiance envers les politiques s'est érodée.

—Le Soir *Bruxelles*

Le jour est à peine levé que Nathalie, Michaël et Franck ont déjà investi le rond-point de la Patte-d'Oie, en périphérie de Blois. Une palette de bois se consume, qui ne crache qu'une fine fumée sans réchauffer du brouillard glacial. *"On a l'habitude, dans mon appartement, il ne fait que 17 degrés"*, tousse Nathalie, emmitouflée sous son bonnet. Comme chaque samedi, elle enfile encore sa chasuble fluo. Des "gilets jaunes", on ne parle quasiment plus. Mais elle fait partie des irréductibles qui n'ont jamais lâché le combat pour une vie moins précaire. *"Je vis seule avec trois enfants dont un handicapé*, dit-elle. *À 51 ans, en intérim dans la logistique, je gagne 1100 euros par mois. Comment je fais ?"* À la pompe, le gasoil crève les plafonds. Plus cher encore que lorsque la hausse, ajoutée à un projet (finalement avorté) de taxe carbone, avait déclenché en novembre 2018 la révolte inédite des "gilets jaunes" qui restera "la" grande crise du quinquennat Macron.

Michaël, 31 ans, élève seul un garçon de 10 ans. Il ne s'en sort pas non plus avec les petits boulots. *"Macron n'a rien fait pour nous*, peste-t-il. *Pendant cinq ans, ce président n'a eu que du mépris. Il suffit soi-disant de traverser la rue pour trouver du boulot. Qu'il vienne voir ce qu'on vit !"* Le gouvernement vient de verser une *"prime énergie"* puis une *"prime inflation"* de 100 euros aux bas salaires. *"Peanuts !"* balaie ce "gilet jaune".

Des voitures klaxonnent encore par solidarité, rappelant que ce mouvement a longtemps été soutenu *"par procuration"* par une majorité de Français et que les braises ne sont pas éteintes. Parfois, c'est un doigt d'honneur qu'un conducteur leur adresse. *"On n'a rien obtenu, mais ce mouvement a quand même été formidable"*, racontent ces "gilets jaunes". Au souvenir de leur expédition non loin d'ici, au château de Chambord, ce *"symbole des riches"* où le président Macron avait fêté son quarantième anniversaire, les yeux brillent au-dessus des bouches partiellement édentées. *"Ce jour-là, on avait fait la leçon à Macron"*, se souvient Sylvain, 53 ans, qui a perdu son emploi dans la maintenance automobile. *"J'étais le trésorier de ce groupe de 'gilets jaunes'. Ma voiture servait de cantine. On faisait des barbecues"*, se souvient-il, nostalgique de cette période aux airs d'insurrection populaire. Comme les autres, il est prêt à rester sur ce rond-point *"jusqu'après la présidentielle"* s'il le faut. Sylvain est le seul du groupe à voter. Les autres n'ont même jamais eu de carte électorale. *"Pour quoi faire ?"* Sa préférence ira à Marine Le Pen. *"Pour son programme social, pas pour ses idées racistes"*, précise-t-il. D'ailleurs, il trouve Éric Zemmour *"obsédé"* par l'immigration. *"Un guignol qui ne fera rien pour le peuple"*, cingle-t-il.

En cinq ans, le pouvoir d'achat des Français s'est amélioré. C'est du moins ce que vantent les soutiens d'Emmanuel Macron, qui mettent en avant la suppression de la taxe d'habitation et la diminution de l'impôt sur le revenu. Une étude indépendante de l'Institut des politiques publiques tempère : si une large majorité de Français a bien vu son niveau de vie augmenter en moyenne de 300 euros par an, le très haut du panier s'est enrichi plus que les autres et les très pauvres n'ont pas profité de l'embellie. Surtout, avec une inflation galopante, le ressenti de la plupart n'est pas celui d'un mieux-être. Une faille que prétendent combler tous les candidats à la présidentielle, en rivalisant de propositions pour augmenter les salaires ou bloquer les prix.

"Je note tous les prix dans les différents supermarchés avant de faire mon choix."
Myriam, RETRAITÉE

En périphérie de Blois, dans la zone commerciale qui ressemble à toutes celles qui ceinturent les villes moyennes, les enseignes, y compris celles de hard discount, défilent comme les boules sur le parquet du bowling voisin. Au *"Leclerc"*, Myriam, à la retraite depuis deux ans, ne mettra pas la fameuse *"baguette à 29 centimes"* dont parlent ce jour-là toutes les télés dans son Caddie. *"Ça fait trop de mal aux boulangers"*, dit cette ancienne assistante scolaire. Mais elle comprend que ce *"coup de com"* du géant de la distribution fasse mouche auprès de consommateurs en galère. *"Moi-même, je note tous les prix dans les différents supermarchés avant de faire mon choix"*, dit-elle. Avec 1400 euros par mois de pension, elle admet n'être pas la plus à plaindre. *"Mais j'ai encore un loyer à payer."*

À quelques kilomètres de Blois, Villebarou est l'une de ces bourgades périurbaines où

-0,5 %

C'EST LA BAISSE QUE CONNAÎTRA LE POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS pendant la première moitié de 2022, selon l'Insee. Alors que les ressources des ménages avaient augmenté de 1,8 % en 2021, la hausse des prix vient ternir le bilan économique du gouvernement. Le principal point noir est la facture énergétique : la note de gaz, d'électricité et de carburant aurait augmenté de 30 euros en moyenne par mois, par rapport à la fin de 2019.

les lotissements sont prisés de la petite classe moyenne. Par tranches successives, les pavillons sont sortis de terre depuis les années 1980. Devant chacun d'eux, un minuscule bout de terrain au gazon dégarni par l'hiver, décoré de quelques chaises de jardin en plastique et, surtout, une ou deux voitures, l'équipement indispensable en ces lieux. *"Un non-sens écologique"*, a abruptement critiqué la ministre du Logement, Emmanuelle Wargon, à propos de ces quartiers, avant de ravaler ce qui a été perçu ici comme du mépris.

Classe trop moyenne. *"Ce rêve a été réalisé par Maisons à vivre"*, lit-on au fond d'une impasse. Florence, bientôt 50 ans, s'est installée il y a quinze ans. *"Accéder à la propriété, oui, c'était un rêve,* confirme cette agente de la fonction publique hospitalière. *On aurait même voulu faire construire, mais les terrains étaient trop chers, alors on s'est installés dans une maison qui avait déjà huit ou dix ans. On n'était pas loin de tout, c'était convivial, il y avait même encore un généraliste, alors qu'aujourd'hui on ne trouve plus de médecin."* Aujourd'hui, elle déplore un salaire gelé depuis sept ans, mais rêve encore d'une retraite à la mer ou à la montagne. La campagne électorale ? Florence soupire. Des politiques, elle n'attend plus rien. Et surtout pas d'Emmanuel Macron. *"Président des riches, oui, il l'a été. Il nous a fait des belles phrases, notamment pour les personnels de santé. Mais c'était du pipeau. Nos salaires étaient tellement gelés que certaines catégories étaient proches du smic après dix ans d'ancienneté."* Elle poursuit : *"J'irai voter parce que des tas de gens se sont battus pour avoir ce droit. Mais je vous avoue que je ne sais même pas encore pour qui. Et qu'il m'est déjà arrivé de voter blanc."*

REPORTAGE

Maire depuis cinq ans de Villebarou, Philippe Masson vit au plus près les difficultés de la classe moyenne. Il se définit comme de nombreux élus dans les bourgades : *"sans étiquette"*. Mais son cœur bat pour une gauche modérée, et son jugement sur le président Macron est sans appel : *"Il a mené une politique de droite pure et dure. La théorie du ruissellement (tout le monde gagne grâce aux 'premiers de cordée'), c'était de la foutaise,* tranche-t-il. *Le revenu global a peut-être augmenté, mais les charges ont flambé plus vite."* Sa commune de 2500 habitants, pourtant encore au cœur d'un solide bassin industriel, offre un exemple du décrochage d'une partie de la classe moyenne. Pour la dernière tranche d'une nouvelle zone pavillonnaire du géant de l'immobilier Nexity, les lots se sont vendus comme des petits pains. *"Mais la classe moyenne est devenue 'trop moyenne'*, dit le maire dans une formule éclairante. *À Villebarou, il faut compter 200000 euros pour un pavillon. Mais le budget des familles est devenu si serré qu'elles font des concessions sur le terrain. Résultat : on a des maisons les unes contre les autres et des problèmes de voisinage."*

Informaticien, devenu maire *"parce qu'on le lui a demandé"*, l'élu se bat pour maintenir du lien dans sa commune dont le style d'urbanisme est souvent décrié comme *"désincarné"*. Sa fierté : une maison de l'enfance, une maison des jeunes, quelques rares commerces, dont deux boulangeries qui résistent face à la vampirisation des grands centres commerciaux tout proches. Il vient aussi de racheter l'ancien bar-tabac, dont il prépare la réouverture. *"J'ai même réussi à faire venir Hoshi et les Boney M, les vrais !"* rit-il. Les temps, pourtant, sont durs. Un chiffre résume la difficulté sociale : depuis le Covid, la distribution d'aide alimentaire a carrément quadruplé.

> **"La théorie du ruissellement, c'était de la foutaise."**
> **Philippe Masson,** MAIRE DE VILLEBAROU

Isabelle Da Rocha dirige les bénévoles de l'association AC41 !, qui a installé plusieurs antennes dans le Blésois, dont une à Villebarou. Elle confirme. Deux tonnes de vivres données : triste record. *"On voit de plus en plus de gens de la classe moyenne, des gens qui travaillent mais qui ne s'en sortent plus, des apprentis, aussi."* La politique, elle n'y croit plus. *"La présidentielle n'y changera rien. Sauf si l'extrême droite passe. Alors là, ce sera encore pire, parce que les associations comme la nôtre seront dissoutes."*

La montée de l'extrême droite, ce coin du Loir-et-Cher n'y a pas échappé. Villebarou fait figure d'étalon. On y vote souvent *"comme dans tout le pays"*. Mais à la présidentielle de 2017, les curseurs ont bougé. Au premier tour, la candidate du RN, Marine Le Pen (23 %), est arrivée devant Emmanuel Macron (22 %). Surtout, elle a fait ici sept points de plus que dans la ville de Blois, pourtant toute proche.

"L'extrême droite au pouvoir, ce serait carrément la guerre civile !" s'exclame Frédéric Marigny. Il vend des fruits et des légumes sur de micromarchés. Celui de Villebarou se résume à trois camionnettes. *"Mais ça marche du tonnerre, parce qu'on propose du bon pour pas cher !* dit-il en désignant son gros utilitaire, symbole de sa réussite. *Avant, je n'avais qu'une Kangoo !"*

Vote de résignation. Dans une autre vie, il travaillait dans les pompes funèbres. *"On pouvait bien gagner sa vie, enfin, à condition d'être un peu escroc"*, confie-t-il. Désormais, il cumule les marchés et un emploi dans l'aide aux personnes âgées. De quoi nouer les deux bouts sans bling-bling. *"Je pourrais gagner plus, mais il faut trouver un sens à sa vie,* philosophe-t-il. *La crise sanitaire nous a remis les idées en place."* Aux dernières élections, il avait voté Macron. Il le fera encore, mais seulement par défaut et par résignation. *"Il n'a pas assez encouragé les gens qui travaillent."* Sa fille vient de transporter des personnes handicapées pendant deux jours. *"Elle a gagné 150 euros, et on les a aussitôt retirés de ses allocations de chômage,* raconte-t-il. *On gagne presque autant à ne rien faire. Où est l'encouragement ?"*

De l'espoir, il y en a pourtant à Villebarou. Adrien, 34 ans, et Maeva, 28, préparent leur mariage. Voilà deux ans qu'ils ont acheté un terrain. Ils l'ont eu à 40000 euros, avec 4000 euros de promo parce qu'ils s'étaient décidés tout de suite. La maison sera trop petite quand ils auront des enfants. Ils la mettront en location pour construire un peu plus grand, un peu plus loin. Lui, responsable de production dans la fabrication de matelas, elle, employée de mairie à Blois. *"On n'est pas à plaindre,* dit-il. *Après, on n'a pas de BMW et on ne fera pas le tour du monde."* Pour la noce, la déco de chez Action, qui écrase les prix, fera l'affaire. Ancienne clerc d'huissier, service contentieux, Maeva a son analyse sur le décrochage et même l'endettement d'une partie de la classe moyenne. *"Il y en a qui prennent des crédits pour acheter le dernier iPhone ou le Thermomix à 1500 euros. Ça pose question sur la société de consommation."*

Adrien suit la campagne présidentielle. C'est l'un des rares. La dette, la balance commerciale, les retraites : il maîtrise tout. Macron ? *"Il a fait les réformes qu'il avait annoncées,* juge-t-il. *Maintenant, il y a eu son côté bourgeois qui a créé les 'gilets jaunes'. En fin de compte, ça lui a donné une bonne claque pour se remettre en question. Chaque fois qu'il fera une réforme, il y pensera. Donc, finalement, c'est une bonne chose."*

Car à Macron, il croit encore. Il a voyagé en Asie, en Australie, en Nouvelle-Zélande. Il y a vu *"des gens de 70 ans qui travaillent encore dans des McDo"*. Il en a acquis la conviction : *"En France, parfois c'est dur, mais il y a encore tout ce qu'il faut pour avoir une belle vie."*

—Joëlle Meskens
Publié le 4 février

SOURCE

LE SOIR
Bruxelles, Belgique
Quotidien
lesoir.be

Lancé en 1887, *Le Soir* est le quotidien de référence en Belgique francophone, avec *La Libre Belgique*. Pionnier sur le web et riche en suppléments, il a vu ses ventes s'éroder au fil des années. Il se positionne comme politiquement neutre, même s'il défend les francophones établis dans la périphérie bruxelloise flamande.



à la une

INTERNET DU FUTUR LA LUTTE FINALE ?



Microsoft, Facebook et les autres géants du numérique tentent de s'emparer des mondes virtuels pour mieux nous les vendre ensuite. Leur porte d'entrée ? Les jeux vidéo. Dans cette course, Microsoft a pris une longueur d'avance. Mais il n'est pas dit que les joueurs, et plus généralement les consommateurs, accepteront volontiers qu'on leur impose de nouvelles règles, et que les micropaiements deviennent omniprésents.



← *"Metaverse Places, Catch my Crypto Fall". Dessin de* **Hurca,** *Italie.*

Le jeu vidéo, nouveau champ de **bataille des géants de la tech**

En rachetant pour 75 milliards de dollars Activision Blizzard et ses licences phares *World of Warcraft*, *Call of Duty* ou *Candy Crush*, Microsoft prend de vitesse son rival Facebook. Car les mondes en ligne immersifs sont le nouvel horizon des Gafam.

—Financial Times *Londres*

L'audacieux rachat du studio Activision Blizzard par Microsoft pour 75 milliards de dollars [65,7 milliards d'euros environ] a fait l'effet d'une bombe dans l'industrie du jeu vidéo. Au-delà du montant même de la transaction, la volonté du géant de la technologie, valorisé à plus de 2000 milliards de dollars, de devenir le numéro un des jeux vidéo provoque un flot de spéculations sur une possible restructuration massive du secteur. D'aucuns estiment que l'acquisition, annoncée le 18 janvier, ne fera qu'accentuer les tendances qui redessinent les contours de l'industrie depuis quelques années, notamment les services de jeu en streaming, favorisant l'émergence d'empires vidéoludiques de plus en plus vastes.

L'immense popularité des jeux vidéo, qui relativise déjà le succès d'autres formes de divertissement de masse, donne l'avantage aux entreprises qui ont les moyens de créer et de gérer de grandes plateformes en ligne pour répartir leurs coûts, explique Bing Gordon, investisseur en capital-risque qui a longtemps travaillé dans le secteur. *"Jamais la taille critique n'a été aussi grande."* Comparant les forces en action dans le jeu vidéo aux guerres des services de vidéo en streaming qui ont refaçonné le secteur du film et de la télévision, il ajoute : *"On va voir émerger un service de jeu qui comptera des centaines de millions d'abonnés."*

De son côté, Satya Nadella, PDG de Microsoft, présente cette acquisition comme un premier pas dans le métavers, nom donné aux univers virtuels que certains géants des technologies considèrent comme le prochain grand tournant de l'Internet. Les jeux vidéo apparaissent comme la porte d'entrée de mondes en ligne plus immersifs.

Quête de croissance. Les poids lourds de la technologie ont d'excellentes raisons de vouloir passer à la vitesse supérieure pour développer leurs activités de jeux vidéo, explique Michael Wolf, consultant média. *"Tout le monde dans ces grandes entreprises sait que le jeu vidéo va être un secteur de croissance, et il s'accorde parfaitement avec leurs ambitions concernant le métavers."* À mesure que les mondes virtuels des jeux se transforment en lieux où les joueurs pourront faire leurs achats ou regarder des films, "*tout ce que vous faites dans le monde réel, vous pourrez le faire dans un jeu*". Si son analyse est juste, le marché du jeu vidéo est appelé à devenir un champ de bataille pour les entreprises technologiques désireuses de conserver leur hégémonie sur la vie numérique de milliards d'utilisateurs.

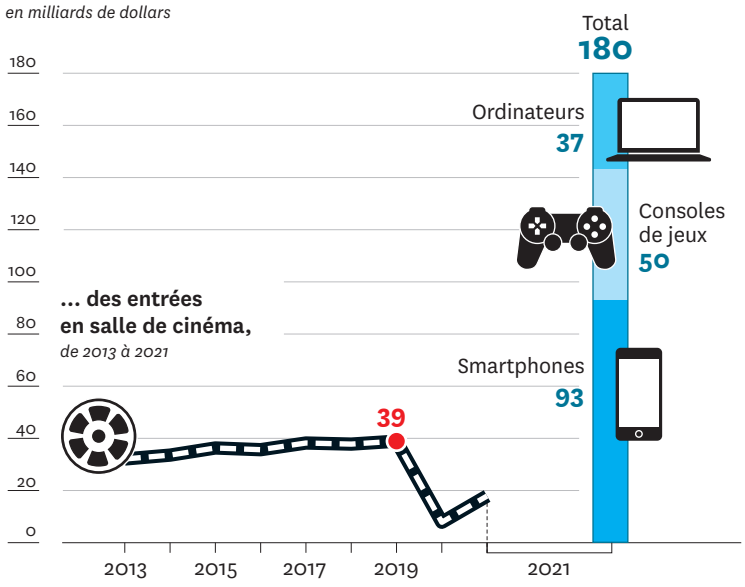
L'onde de choc qui a traversé les marchés financiers après l'annonce du rachat d'Activision Blizzard laisse entendre que de nombreux investisseurs pressentent de grands bouleversements. Le cours des actions d'autres grands studios de jeux vidéo a bondi, chacun spéculant → 34



Pousser mamie dans le métavers

●●● **The Nation** l'affirme, au-delà des grands mots, "métavers" en particulier, les géants de la tech veulent nous vendre quelque chose. Mais quoi ? Les projets comme ceux de Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, reposent sur un monde virtuel qui ne s'affranchirait pas du matérialisme, poursuit le magazine de gauche. La tech fait le pari suivant : *"Les gens dépensent de l'argent dans le monde réel pour des moyens d'affirmation de soi et autres signes de réussite sociale (vêtements, voitures, belle coupe de cheveux et compagnie), alors ils devraient être prêts à faire de même dans leur vie numérique."* Et d'ajouter que toute activité qui y prendrait place serait l'occasion de collecter de très lucratives données personnelles. *"Voilà le métavers en un mot, un espace en ligne où les petits génies de la tech peuvent vous vendre un yacht numérique pour pouvoir ensuite s'en acheter un vrai dans le monde réel."* Dès lors, on comprend mieux pourquoi Microsoft s'est offert le studio derrière *World of Warcraft* : les créateurs de jeux vidéo *"ont été les premiers à amener les gens à se soucier de leur apparence en ligne"*. En revanche, ajoute le magazine, acerbe, Facebook, rebaptisé Meta, *"doit encore trouver le moyen d'inciter les mamies à se créer des avatars numériques afin de continuer de partager les photos de leurs petits-enfants et diffuser de la désinformation sur les vaccins".*—

Plus fort que le cinéma



SOURCES : "FINANCIAL TIMES", BOX OFFICE MOJO, NEWZOO, CHARTR

33 ← qu'ils étaient sur le point de signer eux aussi de gros accords pour grandir ou se rapprocher de puissants distributeurs. L'action de Sony, en revanche, a perdu 13 %, certains craignant que l'entreprise japonaise ne vienne de se faire doubler. Le choc est toutefois vite passé. La valeur du titre est remontée dans les vingt-quatre heures, et les actions des autres grands studios n'ont connu qu'une modeste hausse. Les marchés, en supposant que ce rachat allait provoquer une vague immédiate de consolidations, ont réagi de manière simpliste, analyse un responsable de l'un des plus grands éditeurs de jeux vidéo : *"Vous savez ce qui rend la vie intéressante ? Que les choses ne se déroulent jamais comme prévu."*

Pour d'autres observateurs, cette opération n'est que le signe d'une résurgence de la rivalité entre la Xbox de Microsoft et la PlayStation de Sony. Sa principale conséquence pourrait consister à *"relancer la guerre des consoles, plutôt que de déporter le conflit sur un front plus étendu avec de multiples plateformes"*, estime Pelham Smithers, analyste du secteur. Même si ce rachat ne marque pas le début d'une vaste restructuration, il souligne l'importance croissante d'une industrie qui a généré près de 180 milliards de dollars [157,7 milliards d'euros] de chiffre d'affaires en 2021, soit le double de l'industrie cinématographique [nombre d'entrées, licences, produits dérivés…].

Les jeux Activision comme *Call of Duty*, *World of Warcraft* ou *Candy Crush* séduisent des centaines de millions de joueurs. Les plus populaires sont désormais distribués sur de nombreuses plateformes, ce qui les rend disponibles sur console, PC ou smartphone. Et leurs développeurs ont trouvé de nouveaux moyens de soutirer de l'argent à leur public toujours plus nombreux, comme la publicité, les achats intégrés et les abonnements.

"Il y a quinze ans, on comptait à peu près 200 millions de joueurs dans le monde, aujourd'hui, ils sont 2,7 milliards, rappelle Neil Campling, analyste pour la société d'investissement Mirabaud Securities. [*Le jeu vidéo*] *est devenu le média numéro un dans le monde."* La série culte *Call of Duty* est passée des consoles et PC au mobile, avec un succès tel que cette version rapporte aujourd'hui autant que ses déclinaisons console et PC réunies. Pour Sony, les achats intégrés effectués dans le jeu représentent déjà une part non négligeable des revenus liés aux jeux, souligne Damian Thong, analyste au cabinet Macquarie à Tokyo.

À propos du rachat par Microsoft, le PDG d'Activision, Bobby Kotick, explique que la multiplication des plateformes et des nouveaux modes de distribution complique la tâche des studios, y compris les plus puissants, qui ont du mal à suivre le rythme des évolutions technologiques dans les jeux vidéo. Certains géants de la tech ont déjà de sérieux atouts, même s'ils ne se sont pas lancés dans la production de jeux vidéo par eux-mêmes. C'est le cas des boutiques d'applications d'Apple et de Google, qui sont les principales plateformes d'achat pour le plus gros segment du marché des jeux vidéo. Sur les plateformes Twitch d'Amazon et YouTube de Google, des millions d'internautes regardent des vidéos de joueurs. Et avec son casque Oculus, Facebook contrôle l'essentiel du tout nouveau marché de la réalité virtuelle.

Meta Platforms – le nouveau nom adopté par Facebook pour signaler son virage vers le métavers – faisait partie des entreprises qu'Activision a approchées pour un éventuel rachat, selon une source proche des discussions. Kathryn Rudie Harrigan, de l'université Columbia [à New York], analyse le rachat du studio comme une action préventive de Microsoft pour damer le pion à Meta et être le premier à développer des itérations du métavers. *"Facebook leur a volé la vedette"* en se lançant dans la réalité virtuelle, dit-elle, et le rachat d'Activision permettrait au moins au géant de Redmond de *"mettre un pied dans la porte"* [du métavers] avant Facebook.

SOURCE

FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 900 000 ex.
ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de *London Financial Guide*, le *Financial Times* est aujourd'hui le quotidien financier et économique de référence en Europe. Toute institution financière ou banque digne de ce nom reçoit un exemplaire de ce journal reconnaissable à son papier rose saumon, qui a été racheté par le groupe japonais Nikkei en 2015.

"Il y a quinze ans, on comptait 200 millions de joueurs, ils sont 2,7 milliards aujourd'hui. Le jeu vidéo est le média numéro un dans le monde."

Neil Campling, ANALYSTE

Ces mastodontes sont aussi ceux qui ont les moyens de miser gros sur ce secteur. Même Sony aurait eu du mal à réaliser une telle acquisition : elle aurait représenté plus de la moitié de ses 145 milliards de dollars [127 milliards d'euros] de capitalisation boursière. Pour Microsoft, en revanche, cela ne représente que 3 % de sa valeur, et moins que son flux de trésorerie annuel. Résultat, cette transaction faramineuse a tout d'une simple – bien qu'importante – absorption visant à renforcer une activité qui, aux yeux de la plupart des investisseurs, ne fait même pas partie des piliers de Microsoft.

L'opération sera soumise à un examen minutieux par les régulateurs, qui pourrait durer jusqu'à dix-huit mois. Alors que le gouvernement américain a déjà lancé des procédures contre Google et Facebook en vertu de la loi antitrust, il pourrait bientôt être impossible pour un autre géant de la tech de lancer pareille opération. Et puis, les tentatives précédentes de Google et d'Amazon pour créer leurs propres studios de jeux n'ont pas suffi à réduire l'avance prise par Microsoft depuis le lancement de sa console Xbox, il y a vingt ans.

Guerre des consoles. Microsoft doit faire face à des poids lourds du jeu comme Tencent. Le groupe chinois, qui domine le secteur avec un chiffre d'affaires de 30,6 milliards de dollars [26,8 milliards d'euros] en 2020, incarne un modèle d'avenir pour le marché, avec son mélange de jeux mobiles et d'applications de messagerie immensément populaires en Chine. Sony est aussi actif dans le jeu mobile et travaille sur un service d'abonnement. [Le 31 janvier, il annonçait le rachat du studio Bungie, l'éditeur de *Halo*, pour 3,6 milliards de dollars.]

Alors que les géants se battent pour dominer le secteur, c'est sur le marché des consoles que le rachat d'Activision devrait avoir les conséquences les plus immédiates. Tandis que Microsoft perd du terrain face à la PlayStation de Sony depuis les deux dernières générations de console, Activision pourrait favoriser son accès à des titres exclusifs et doper les ventes de sa Xbox. Les récents problèmes de production de la PlayStation ont peut-être aiguillonné Microsoft, qui tente de dépasser son rival de longue date, pour racheter Activision, souligne Pelham Smithers. Cela ajouterait alors au caractère opportuniste de la transaction. Empêtré dans des scandales de harcèlement sexuel au travail, Activision a vu le cours de son action baisser depuis un an, et de nombreuses voix s'élevaient pour réclamer un changement au sein de la direction. Le contexte était favorable au rachat par Microsoft.

Si la guerre des consoles justifie à elle seule ce rachat, c'est sur des marchés plus récents qu'il pourrait avoir le plus d'effet. L'arrivée de contenus exclusifs pourrait largement profiter au Game Pass, le service d'abonnement de Microsoft qui compte déjà 25 millions d'utilisateurs. En outre, selon Satya Nadella, Microsoft se retrouverait en position de force pour vendre ses jeux mobiles dans les pays émergents et ainsi conquérir de nouveaux grands marchés.

Pour l'heure, Microsoft s'efforce de refréner les rumeurs disant que davantage de jeux Activision pourraient être exclusivement réservés à la Xbox. Phil Spencer, à la tête de la branche jeux, a [récemment] écrit sur Twitter qu'il avait personnellement assuré les dirigeants de Sony de sa *"volonté de maintenir* Call of Duty *accessible sur la PlayStation"*. Il est logique de donner de telles assurances alors que le rachat sera examiné de près par les autorités. *"Activision et Microsoft ne veulent pas donner l'impression aux régulateurs qu'ils vont* [*former*] *un marché fermé"*, résume un important actionnaire de Sony.

—Leo Lewis et Richard Waters
Publié le 21 janvier

signaux

Cartographie de l'empire Microsoft

Depuis vingt ans le géant américain de l'informatique place ses pions dans le jeu vidéo. État des lieux.



"COURRIER INTERNATIONAL" RECHERCHES HUGO FLORENT | INFOGRAPHIE CATHERINE DOUTEY | SOURCES : "PC GAMER", "IGDB", "BOURSIER", XBOX | CRÉDITS PHOTOS : BLIZZARD, INFINITY WARD, KING, BETHESDA GAME STUDIOS, 343 INDUSTRIES, MOJANG STUDIOS



Les promesses non tenues du **Web3**

Nos échanges en ligne, s'ils passaient par la blockchain, technologie sécurisée sans contrôle centralisé, s'émanciperaient des Gafam… Mais l'infrastructure du futur est déjà aux mains d'une poignée d'acteurs.

—**Quartz** *New York*

Les cryptomaniaques prêchant l'évangile du Web3 affirment que tout ce que nous faisons en ligne passera tôt ou tard par des blockchains [chaînes de blocs, ces technologies cryptées qui transmettent les informations par blocs sans contrôle centralisé]. Au lieu de grandes sociétés privées qui régissent la parole et les échanges marchands sur Internet, les partisans du Web3 annoncent que la prochaine version d'Internet transférera l'essentiel de ces pouvoirs aux internautes eux-mêmes.

Dans le monde du Web3, nos façons de communiquer, d'échanger de l'argent et de nous organiser pourraient être décentralisées sur des ordinateurs en réseau au lieu d'être régies par des serveurs aux mains d'entreprises. Les cryptomonnaies et la finance décentralisée (DeFi) devraient donner aux particuliers des alternatives aux banques et aux établissements financiers traditionnels. Les jetons non fongibles (NFT) garantiraient l'authenticité des droits de propriété des biens virtuels dans les jeux vidéo et permettraient aux artistes numériques de vendre leurs œuvres en ligne. Devenus décentralisés, les réseaux sociaux échapperaient à la modération des contenus par une autorité descendante, comme YouTube ou Twitter, qui décident de ce qui est ou non acceptable.

Seulement voilà, même si les blockchains elles-mêmes sont décentralisées, les services du Web3 qui interagissent avec elles sont aux mains d'une poignée d'acteurs privés. De fait, le secteur qui vient étayer le web décentralisé est déjà solidement établi et risque de torpiller les promesses du Web3.

La première version du World Wide Web se présentait sous la forme de sites web statiques et isolés. Pour désigner cette phase qui couvre l'essentiel des années 1990, chercheurs et spécialistes d'Internet parlent de Web1. La phase suivante, au début des années 2000, le Web2, voit l'avènement de sites interactifs communément appelés plateformes, comme Facebook, YouTube et Wikipedia, où les utilisateurs peuvent publier, éditer et partager des contenus. Ces sites web se caractérisent généralement par une procédure d'identification, la possibilité de créer des profils et la présence de contenus embarqués. Surtout, ils voient la montée en puissance des contenus créés par les utilisateurs et donnent à ces derniers du pouvoir et une source de revenus.

↑ ***Machine Hallucinations – Space : Metaverse*, une œuvre de l'artiste numérique Refik Anadol, présentée à Hong Kong en septembre dernier.** *Photo Tyrone Siu Reuters*

Le Web3 suppose que le matériel et les logiciels de l'Internet migrent des bâtiments des entreprises technologiques vers des réseaux distribués d'ordinateurs qui ne sont ni détenus ni contrôlés par une entité unique. Un des premiers à défendre cette idée est Gavin Wood, cofondateur de la blockchain Ethereum, qui esquisse sa vision d'un Internet fondé sur la technologie des cryptomonnaies en 2014.

Gavin Wood écrit, dans un billet de blog, que le web doit tendre vers *"un système d'interaction à 'confiance zéro', [où] toutes les interactions se feront de manière sécurisée, sous*

Le Web3 suppose que le matériel et les logiciels de l'Internet migrent des géants de la tech vers des réseaux autonomes décentralisés.

pseudonyme, et, pour un grand nombre de services, sans la moindre confiance". Il y affirmait que les blockchains, ces registres décentralisés qui stockent l'information sur des ordinateurs en réseau, permettraient dans une large mesure d'éviter d'avoir à faire confiance à une entité spécifique. En fin de compte, il voyait dans le Web3 un "*système d'exploitation social sécurisé*".

La blockchain fonctionne en décentralisant le stockage de l'information. Les données ne sont plus entreposées sur les serveurs d'une entreprise, la blockchain fait office de registre permanent, copiant chaque enregistrement sur une multitude d'ordinateurs interconnectés. Les informations financières, les données de jeu vidéo et les œuvres d'art numériques peuvent toutes être stockées et authentifiées sur ces bases de données partagées. Les blockchains sont gages de sécurité (parce qu'elles sont cryptées), de transparence (parce qu'elles sont publiques) et de stabilité (les coupures de courant sont moins probables puisque les logiciels ne tournent pas sur des serveurs centralisés, comme Twitter, tributaire des serveurs d'Amazon Web Services).

Deux failles. Seulement voilà, il y a une faille dans cette vision du Web3, à en croire un essai largement diffusé du cryptographe Matthew Rosenfeld, plus connu sous le nom de Moxie Marlinspike, fondateur de l'application de messagerie cryptée Signal [publié sur son blog le 7 janvier]. Pour tourner correctement, le web adossé à la technologie blockchain repose en effet sur une poignée d'entreprises privées et centralisées. "*On a mis énormément de travail, de temps et d'énergie dans la création d'un 'mécanisme de consensus distribué' basé sur le principe de la 'confiance zéro' [la vérification systématique de l'identité des utilisateurs*], écrit Moxie Marlinspike, *alors que la quasi-totalité des clients qui souhaitent y accéder le font en accordant leur confiance aux services de deux sociétés* [*Infura et Alchemy*] *sans aucune vérification.*"

Moxie Marlinspike met le doigt sur deux failles dans l'infrastructure du Web3. Les applications reposant sur la blockchain sont dépendantes dans une large mesure d'interfaces de programmation d'application (API) qui permettent aux programmes de communiquer entre eux. Sur les sites du Web2, par exemple, les API vous permettent de créer un profil dans un jeu vidéo mobile grâce à vos identifiants Facebook. Dans le Web3, une foule d'applications décentralisées passent par des API pour se connecter à des blockchains comme Ethereum, au lieu de se connecter directement à Ethereum.

Le marché s'est d'ores et déjà organisé autour de deux fournisseurs, Alchemy et Infura, qui font tourner la plupart des applications décentralisées d'Ethereum, la blockchain la plus prisée des développeurs. Autrement dit, ce n'est pas à Ethereum qu'il faut faire confiance mais à Infura ou à Alchemy.

Mais ce n'est pas le seul exemple de centralisation dans l'univers de la crypto. Les plateformes d'échange d'actifs numériques, qui voient les utilisateurs acheter et vendre des monnaies comme le bitcoin et l'ether, sont dominées par Binance, qui gère près de trois fois plus d'échanges en volume que son premier concurrent direct. MetaMask, propriété d'une filiale d'Infura, ConsenSys, est de son côté devenu le premier portefeuille en crypto de la plateforme Ethereum – c'est là que les acheteurs stockent leurs NFT. Et OpenSea a la main sur l'essentiel du marché des NFT : en décembre, [la place de marché américaine] gérait 84 % des 2,7 milliards de dollars [2,3 milliards d'euros] de transactions en pair à pair de NFT.

Plus de la moitié des stablecoins en circulation, ces actifs de finance décentralisée indexés sur des monnaies fiduciaires, sont des tether, une cryptomonnaie stable gérée par la plateforme d'échanges Bitfinex. Et les entreprises de crypto, dont beaucoup sont financées par le capital-risque, commencent à se racheter mutuellement à tour de bras.

Ce n'est donc pas le Web3 décentralisé qui nous avait été promis au départ. Une poignée de sociétés s'arrogent la part du lion sur le marché en créant des plateformes conviviales visant à populariser cette nouvelle version d'Internet auprès des masses. De quoi nous rappeler fortement le Web2.

Si le cofondateur d'Ethereum, Vitalik Buterin, admet le bien-fondé de la plupart des critiques de Moxie Marlinspike, il n'en prédit pas moins un avenir différent. "*C'est plus facile de choisir la facilité, c'est-à-dire la centralisation, et il faut se donner de la peine si on veut faire les choses 'comme il faut'.*" À l'avenir, ajoute-t-il, il sera plus simple et moins cher pour les entreprises et les utilisateurs de faire tourner des programmes directement sur la blockchain Ethereum, même si les internautes auront toujours tendance à privilégier les options centralisées, plus conviviales.

"La quasi-totalité des clients accordent leur confiance aux services de deux sociétés, sans aucune vérification."

Moxie Marlinspike,
CRYPTOGRAPHE ET FONDATEUR DE SIGNAL

La centralisation pourrait même être une bonne chose pour le Web3, assure Moxie Marlinspike, si le Web3 adopte le minimum de décentralisation nécessaire à son existence afin d'accorder la priorité à l'expérience utilisateur. Moyennant quoi, l'adoption des technologies Web3 dans leur ensemble devrait décoller.

"*Dès leur apparition, ces technologies ont immédiatement montré une tendance à la centralisation via des plateformes pour se mettre en place*, écrit Moxie Marlinspike. *Cela n'a quasi aucun effet négatif sur la rapidité de l'écosystème et la plupart des utilisateurs ne sont même pas au courant ou ne s'en soucient pas.*"

—Scott Nover
Publié le 19 janvier



NOUVEAU NOM, VIEILLE IDÉE

Un univers numérique immersif combinant les aspects des réseaux sociaux, des jeux en ligne et de la réalité virtuelle et augmentée. Tel est le monde merveilleux baptisé "métavers" – comme dans le roman de science-fiction *Snow Crash* publié en 1992 – qu'a présenté en juillet Mark Zuckerberg, patron de Meta (ex-Facebook). L'agitation qui s'est ensuivie n'est pas sans rappeler "*les conversations que nous avions il y a près de vingt ans à propos de* Second Life *[plateforme en ligne permettant à ses millions d'utilisateurs d'incarner des personnages virtuels]*", relève l'anthropologue Genevieve Bell dans **la MIT Technology Review.** Pour elle, le lien de parenté est encore plus fort avec l'Exposition universelle de 1851 : les technologies présentées avaient provoqué anxiété et émerveillement, avant de hanter et de façonner une génération de penseurs.

Lexique

CRYPTOLANGAGE

Bitcoin — Mot-valise (de *bit*, unité d'information binaire, et *coin*, "pièce de monnaie") pour décrire une monnaie virtuelle et un système de paiement fondé sur la blockchain. Concept inventé en 2009 par Satoshi Nakamoto, dont on ignore toujours s'il s'agit d'une vraie personne ou d'un pseudonyme représentant un groupe de personnes.
Blockchain (chaîne de blocs) **—** Registre partagé et public fondé sur la cryptographie, qui répertorie des transactions organisées en suites de blocs. Chaque blockchain est validée à partir d'un calcul qui donne l'horodatage et le montant échangé entre deux clés cryptographiques publiques.
Cryptomonnaie — Monnaie sans autorité centrale, fondée sur une blockchain et associant l'utilisateur à l'émission et au règlement de transactions réputées inviolables. Les autorités financières, qui refusent un statut monétaire aux monnaies virtuelles, préfèrent les termes "cryptoactifs" ou "actifs numériques". Depuis l'apparition du bitcoin, en 2009, de nombreuses cryptomonnaies sont nées, comme l'ethereum, le litecoin, le dogecoin…
Stablecoin (cryptomonnaie stable) **—** Monnaie numérique au cours fixe et moins spéculative, répliquant la valeur du dollar, de l'or ou de l'euro, de façon à échapper à la volatilité du marché, comme le tether.
DeFi *(decentralized finance)* **—** La finance décentralisée recouvre les opérations sur des plateformes d'échange de pair à pair, tels Binance ou Coinbase, qui se passent d'intermédiaires classiques comme les banques.
Jeton non fongible, NFT *(non fongible token)* **—** Fichier unique (photo, vidéo ou autre) stocké et authentifié sur une blockchain. On distingue plusieurs familles de NFT : art, cartes, jeu, sport, mondes virtuels…
Jeton numérique *(token)* **—** Actif numérique permettant de lever des fonds dans l'univers des cryptomonnaies, échangeable en bitcoins ou en ethers. Il donne accès à un droit d'usage et non à des parts du capital.
Mineur — Individu qui met la puissance de calcul de son ordinateur au service du réseau pour résoudre des équations complexes afin de confirmer les transactions.



NFT : les gamers ne se laisseront pas embobiner

Les microtransactions sont devenues omniprésentes dans les jeux vidéo. Les gamers, échaudés par cette tendance, utilisent leur statut de consommateurs pour s'exprimer contre l'émergence des NFT, dernier avatar du mercantilisme dans le secteur.

—The New York Times (*extraits*) *New York*

Pendant des années, Christian Lantz a pratiqué *Stalker,* un jeu de tir à la première personne situé en Ukraine dans un paysage postapocalyptique et dont les scénarios immersifs ont fait le grand succès. Quand le lycéen de 18 ans a appris qu'une suite sortait en 2022 [douze ans après le dernier volet en date, *Call of Pripyat*], il a tout de suite su qu'il allait l'acheter.

Mais tout a changé quand GSC Game World, le studio ukrainien à l'origine du jeu, a annoncé au début de l'année que le nouveau *Stalker* [sous-titré *Heart of Chernobyl*] proposerait des *non-fungible tokens* ["jetons non fongibles"], ou NFT. Il sera possible d'en acheter et d'en vendre dans le nouvel opus, par exemple des vêtements pour un personnage. Selon l'entreprise, cette nouveauté est une *"étape décisive"* vers le monde virtuel appelé métavers.

Christian était furieux. Il s'est joint à des milliers de fans sur Twitter et Reddit qui se déchaînaient contre l'intrusion des NFT dans la suite de *Stalker* [prévue pour décembre 2022]. Selon eux, le studio cherche tout simplement à leur extorquer de l'argent. La mobilisation a été telle que GSC a rapidement rétropédalé et renoncé à son projet de NFT. *"Le studio abusait de sa popularité,* affirme Christian, qui vit dans [l'État canadien de l']Ontario. *Ils cherchent à faire du chiffre au lieu de s'en tenir à un jeu de qualité."*

Depuis plus d'un an, la folie de la crypto est à son comble. Le cours des cryptomonnaies comme le bitcoin et l'ether a grimpé en flèche. Les actifs virtuels comme les NFT sont en plein essor. Jack Dorsey, cofondateur de Twitter, a récemment rebaptisé l'une de ses entreprises Block en hommage à la blockchain, la chaîne de blocs, c'est-à-dire le protocole informatique décentralisé sur lequel reposent les monnaies cryptographiques. Melania Trump a mis aux enchères des NFT de son cru. Les partisans de cette technologie espèrent qu'elle révolutionnera toutes les branches d'activité, de la finance aux réseaux sociaux, en passant par l'art.

Mais pour d'autres, tout ça va trop loin, trop vite. À leurs yeux, les cryptomonnaies et les actifs qui en découlent, comme les NFT, sont une version numérique de la pyramide de Ponzi et présentent des prix artificiellement gonflés. Certains se demandent si les cryptomonnaies et la blockchain, qui sont des concepts flous, auront la moindre utilité à long terme.

Ce mécontentement n'est nulle part plus prononcé que chez les gamers, chez qui les débats sur tout ce qui est crypto se sont multipliés entre les utilisateurs et les grands studios comme Ubisoft, Square Enix et Zynga. Les gamers ont généralement obtenu gain de cause, du moins jusqu'à maintenant. *"On refourgue des concepts tendance aux gens",* estime Mutahar Anas, un gamer et youtubeur qui a trois millions d'abonnés. Selon lui, ceux qui veulent intégrer les NFT aux jeux vidéo *"essaient de nous vendre de la poudre de perlimpinpin"*.

Ces derniers mois, une demi-douzaine de studios ont annoncé leur intention d'ajouter des NFT à leurs jeux ou déclaré y réfléchir. Ces actifs virtuels, qui sont certifiés par la technologie de la blockchain, sont associés à une preuve d'authenticité et de propriété. Selon les studios, les joueurs possèdent alors des articles virtuels uniques, qui peuvent enrichir ceux qui vendent ces NFT sur des plateformes en ligne. Ils affirment que les NFT pourront à terme être transférés d'un jeu à l'autre [ce que contestent les développeurs, *voir l'encadré page 39*] : autrement dit, des articles achetés dans un univers de jeu pourraient influencer les actions dans un autre.

Les gamers restent dans l'idée que cela s'apparente à du racket. *"Je déteste qu'ils trouvent constamment des moyens de nous ponctionner",* déplore Matt Kee, un gamer de 22 ans qui a exprimé sa colère sur Twitter après que Square Enix, qui produit l'un de ses jeux favoris, *Kingdom Hearts,* a annoncé se lancer dans les NFT. *"Rien ne dit que nous avons quoi que ce soit à y gagner. Leur raisonnement est toujours : 'Comment je peux tirer profit de ceci ou cela ?'."*

Une bonne partie de ce ressentiment vient de l'intrusion des microtransactions dans les jeux vidéo. Au fil des ans, les studios ont trouvé de

↑ Sous la pression des fans, le studio ukrainien, créateur de *S.T.A.L.K.E.R. 2*, a renoncé à intégrer des NFT dans ce jeu de tir. *Photo GSC Game World via The New York Times*



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

"Tout comprendre aux NFT, ces jetons virtuels qui chamboulent le marché de l'art", une vidéo pédago du **Wall Street Journal,** traduite en français.

"La fièvre du bitcoin", notre dossier du numéro 1614, du 7 octobre 2021.

nouveaux moyens d'engranger des profits en faisant payer aux utilisateurs les mises à jour de personnages ou des niveaux supplémentaires de jeu. Même si les gens ont déjà acheté le jeu 60 dollars [52 euros] ou plus, on leur demande encore de payer pour des objets virtuels comme des vêtements ou des armes pour leurs personnages.

Merritt K., streameuse et rédactrice à Fanbyte, un site web spécialisé, explique que l'opposition des joueurs s'est accentuée ces dix dernières années, à cause notamment du nombre croissant de microtransactions. C'est pourquoi, avec l'annonce des NFT comme mode supplémentaire de mercantilisation au sein des jeux, les gamers étaient *"prêts à dénoncer cette pratique. Ce n'est pas la première fois qu'on voit ça."*

Les joueurs ont créé un scandale, au point de faire trembler les studios. En décembre 2021, Sega Sammy, [la firme japonaise] créatrice de *Sonic*, a exprimé des réserves au sujet des NFT et autres projets crypto après les *"réactions négatives"* d'utilisateurs. Ubisoft, à l'origine de titres comme *Assassin's Creed*, a admis avoir été surpris par le mécontentement de ses clients après l'annonce d'un programme de NFT le même mois. *"Nous avons peut-être sous-estimé le degré d'opposition"*, a concédé Nicolas Pouard, directeur des projets blockchain au sein de l'entreprise française.

Les studios maintiennent que l'intégration de NFT n'est pas motivée par l'appât du gain. Ce serait juste un moyen pour les fans de créer des collections et de gagner de l'argent en vendant leurs objets virtuels. *"C'est vraiment une affaire de convivialité,* affirme Matt Wolf, directeur du studio de jeux mobiles Zynga, qui s'investit dans les jeux reposant sur la blockchain. *Nous voulons donner aux gens l'occasion de jouer pour gagner de l'argent* [*selon le modèle baptisé 'play-to-earn'*]*."*

La ruée vers la crypto dans les jeux vidéo prend de l'ampleur depuis quelques années. Certains programmeurs ont commencé à coder sur la blockchain, ce qui permet ensuite aux joueurs de collectionner facilement des actifs virtuels et de prouver qu'ils sont les leurs. On peut citer l'exemple de *CryptoKitties*, un succès de 2017 où les joueurs collectionnaient des chats numériques, dont certains se sont vendus plus de 100000 dollars [87000 euros]. Pendant la pandémie, les jeux reposant sur la blockchain – comme *Axie Infinity,* où l'on gagne de l'argent quand on décroche puis revend des NFT – sont aussi devenus populaires.

Les grands studios cherchent maintenant à se faire une place sur ce marché, même si certains de leurs projets restent vagues. Ubisoft a été le premier grand diffuseur à s'aventurer sur ce terrain. En décembre, il a annoncé une initiative appelée Ubisoft Quartz, avec trois ensembles de NFT prenant la forme d'équipements virtuels comme des casques et des armes à feu. Les NFT étaient à disposition gratuitement dans le jeu de tir *Ghost Recon Breakpoint* pour les gamers qui avaient atteint un certain niveau dans le jeu. L'entreprise a fait savoir que les joueurs pouvaient conserver ces articles ou les vendre sur d'autres plateformes. À terme, Ubisoft prévoit de prélever sa dîme sur les ventes de NFT, ajoute Nicolas Pouard. *"Nous passons d'un modèle économique uniquement fondé sur le jeu vidéo à un modèle où chaque joueur peut être partie prenante* [*en générant du gain, pour lui et pour la firme*]*",* détaille-t-il.

D'autres studios se sont mis aux NFT en faisant valoir que la crypto pouvait être source de revenus pour les joueurs. Yosuke Matsuda, PDG de Square Enix, a écrit dans une lettre ouverte en janvier que la création de jeux en blockchain permettrait aux joueurs de gagner de l'argent et que ce serait selon lui un *"grand axe stratégique"* pour l'entreprise.

Mais plus les annonces des studios liées aux NFT se sont multipliées, plus les gamers ont été exaspérés. Quand ils se sont rebellés contre la stratégie de Sega Sammy, un cadre de l'entreprise japonaise a déclaré lors d'une réunion de la direction, en décembre : *"Si c'est uniquement perçu comme un moyen d'engranger des profits, j'aimerais me prononcer contre la poursuite du projet."* Le projet se poursuit. D'autres studios ont exprimé leur opposition à tout ce qui tourne autour de la crypto. Phil Spencer, à la tête de Xbox chez Microsoft, a dit au site d'information Axios en novembre que certains jeux reposant sur l'argent gagné grâce aux NFT lui paraissaient *"abusifs"* et qu'il éviterait de les intégrer au Xbox Store. Microsoft n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet.

Le studio américain Valve, à qui appartient la boutique en ligne de jeux Steam, a aussi mis à jour ses conditions générales à l'automne afin d'interdire les jeux reposant sur la blockchain qui permettent le commerce de cryptomonnaies ou de NFT. Valve n'a pas répondu à nos sollicitations. Et Tim Sweeney, le PDG d'Epic Games, dont émane *Fortnite,* a expliqué que son entreprise s'abstiendrait de placer des NFT dans ses jeux, car le secteur est truffé selon lui d'*"un amas indémêlable d'arnaques"*. Epic Games autorisera néanmoins les développeurs à vendre des jeux intégrant la blockchain dans sa boutique en ligne.

Et le retour de bâton n'a pas seulement touché les studios. Discord, la plateforme de discussion populaire chez les gamers, a rétropédalé en novembre après que ses utilisateurs ont menacé de résilier leur abonnement [premium] payant après l'annonce d'une initiative de crypto. Jason Citron, le PDG de Discord, avait laissé entendre sur Twitter qu'elle était sur le point d'être lancée, ce qui avait entraîné une levée de boucliers. *"Je ne doute pas qu'il existe de nombreux projets sympas autour de la blockchain, mais il y a aussi de nombreux problèmes",* concède Jason Citron.

Matt Kee, le joueur, compte poursuivre la lutte contre l'intégration de tout ce qui est crypto dans les jeux vidéo. La volte-face du développeur de *Stalker* lui donne bon espoir de faire changer d'avis d'autres studios en faisant peser l'opinion publique. *"Ça me donne l'impression que tout le monde est contre,* poursuit-il. *Depuis dix ans, nous avons vu apparaître toutes sortes de projets comme ça, et nous en avons assez."*

—Mike Isaac et Kellen Browning

Publié le 15 janvier



Zoom

LA FRONDE ANTI-NFT DES DÉVELOPPEURS

Il n'y a pas que les joueurs qui protestent contre l'invasion du jeu vidéo par les jetons non fongibles (NFT). Les développeurs eux-mêmes, selon l'enquête annuelle de la Game Developers Conference publiée en janvier, sont plus que réticents. Plus de 70 % d'entre eux ont répondu que leur studio n'était *"pas intéressé"* par les NFT et qu'ils ne voyaient pas l'intérêt des cryptoactifs comme moyen de paiement. Ce *"non merci mais non"* s'enrichit de commentaires très imagés, relève **Kotaku**, tel ce *"brûlez-les tous"* ou *"ils vont creuser un fossé au cœur même de cette industrie. Leurs motivations vont devenir très claires et ce ne sera pas beau à voir."* Le magazine spécialisé souligne que *"l'important ici n'est pas de savoir ce qu'ils pensent de la crypto et des NFT aujourd'hui, mais de voir quel sera leur niveau de résistance lorsque les patrons d'Ubisoft et autres Electronic Arts commenceront à demander à leurs développeurs de mettre en œuvre cette technologie dans les jeux qu'ils créent pour gagner leur vie."*

Verbatim

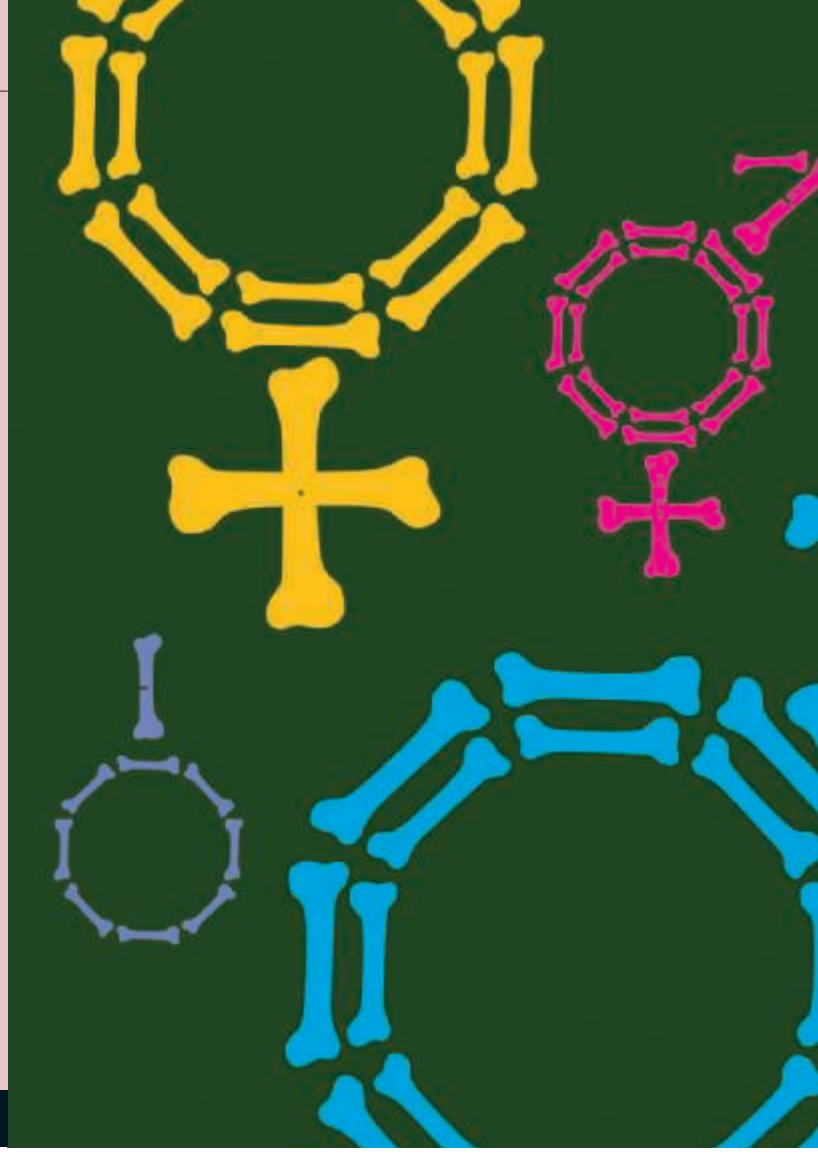
"Résister aux métavers des entreprises"

●●● *"L'une des principales questions que nous devons nous poser aujourd'hui concerne le rôle des multinationales dans la création de sociétés virtuelles."* À l'occasion de la sortie de son nouveau livre, *Reality + : Virtual Worlds and the Problems of Philosophy* ("Réalité + : les mondes virtuels et les problèmes de la philosophie", inédit en français), le philosophe australien David Chalmers revient, dans une interview au **New Scientist,** sur la façon dont les mondes virtuels éclairent et questionnent ce qu'est la réalité. Pour lui, l'expérience que nous faisons de la réalité virtuelle, générée par ordinateur, est aussi authentique que celle que nous vivons dans la réalité physique. L'irruption de grosses sociétés privées et lucratives dans la création d'univers virtuels invite à s'interroger sur le type de société que nous voulons. *"Facebook – qui a changé de nom pour devenir Meta – et d'autres multinationales jouent avec l'idée de créer des métavers, des réalités virtuelles à très grande échelle. Voulons-nous vraiment que Facebook ou ses descendants contrôlent tous les aspects de notre réalité lorsque nous allons dans des mondes virtuels ?"* interroge-t-il. *"Je pense que le métavers des entreprises est quelque chose auquel il faut résister. Un modèle comme Internet – où personne ne contrôle l'ensemble du système – serait sans doute préférable : il y aura des mondes virtuels contrôlés par le secteur privé, mais aussi les mondes virtuels des États et ceux des collectifs et des particuliers. En fin de compte, j'espère qu'il y aura une pluralité de mondes virtuels fondés sur de nombreux modèles et que les gens pourront choisir le leur avec une certaine autonomie."*—

Environnement..42
Économie.....44

L'archéologie fait sa révolution sexuelle

Anthropologie. De nouvelles méthodes reposant sur l'analyse de l'ADN ancien ou de l'émail dentaire permettent d'identifier avec plus de précision le sexe des restes humains trouvés dans les tombes, bousculant parfois ce que l'on croyait savoir.



—The Observer *Londres*

Au début de l'été 2009, une équipe d'archéologues se rend sur le chantier d'un quartier résidentiel à Modène, en Italie. Les travaux de creusement pour un futur bâtiment venaient de mettre au jour un ancien cimetière, vieux de 1 500 ans. On y comptait 11 tombes, dont une très particulière. La tombe n° 16 ne contenait pas un squelette, mais deux qui se tenaient la main. *"Voilà la preuve que l'amour entre un homme et une femme peut réellement être éternel"*, écrivit la *Gazzetta di Modena* à propos du couple, qui fut immédiatement baptisé "les Amants".

Pourtant, le premier rapport anthropologique indiquait qu'il n'était pas facile de déterminer le sexe des Amants à partir de leurs seuls ossements. On a essayé de réaliser une analyse ADN, explique Federico Lugli, de l'université de Bologne, mais *"les données étaient trop défectueuses"* et les conclusions, inexploitables.

L'idée que les Amants étaient un homme et une femme ne fut pas remise en question pendant dix ans. Puis, en 2019, Federico Lugli et ses collègues décidèrent d'essayer une nouvelle technique utilisant des protéines présentes dans l'émail des dents pour déterminer le sexe de restes humains. À leur grande surprise, ils découvrirent que les Amants de Modène étaient en réalité deux hommes. Le couple devint la preuve potentielle d'une relation homosexuelle remontant au v[e] siècle.

L'histoire des Amants n'est qu'un exemple de la révolution sexuelle que l'on observe aujourd'hui dans le domaine de l'archéologie. Pendant des décennies, les archéologues n'ont pu s'appuyer que sur la forme des ossements et les biens retrouvés autour pour déterminer si une tombe renfermait les restes d'une femme ou d'un homme. Depuis cinq ans, l'apparition de nouveaux outils sophistiqués a toutefois conduit à modifier le sexe présumé de plusieurs squelettes. Il en a résulté des questionnements sur notre conception du sexe, du genre et de l'amour dans les sociétés passées, qui n'ont pas manqué de faire débat.

La question du sexe dans l'archéologie a sérieusement commencé à se poser avec la parution en 2017 d'un article sur un guerrier viking enterré avec un grand nombre d'armes à Birka, en Suède. La tombe était connue depuis la fin du xix[e] siècle et l'on pensait qu'elle contenait les restes d'un homme – jusqu'à ce que Charlotte Hedestierna-Jonson, de l'université suédoise d'Uppsala, décide de tester un échantillon d'ADN pour s'en assurer.

Traditionnellement, lors d'une analyse ADN, on recherche un gène associé à un chromosome sexuel, tel que le gène AMELX, présent sur le chromosome X, ou son pendant AMELY, qui se trouve sur le chromosome Y. Les femmes possédant une paire de chromosomes XX et les hommes une paire XY, la présence d'une quantité significative de gènes AMELY indique que l'individu était un homme. Aujourd'hui, les analyses ADN peuvent décrypter une partie beaucoup plus grande du génome, mais le principe demeure le même. Et l'ADN du squelette viking enterré à Birka était manifestement celui d'une femme.

> **"Le concept de femme guerrière pouvait exister chez les Vikings."**
> **Leszek Gardela,** ARCHÉOLOGUE

L'idée d'une femme guerrière allait toutefois à l'encontre de ce que l'on connaissait sur les Vikings. Selon les conventions, les armes, et notamment les épées, appartenaient aux hommes, et les bijoux aux femmes. Si ce squelette était bien celui d'une femme, avancèrent certains, cela remettait en question son statut de guerrier et la signification à donner à ses armes. Charlotte Hedenstierna-Jonson était stupéfaite : l'idée qu'il s'agissait des restes d'un guerrier avait fait l'unanimité tant que l'on pensait avoir affaire aux ossements d'un homme. *"Il n'est pas nécessaire de modifier cette interprétation juste parce qu'il s'avère que c'était une femme"*, fait-elle remarquer.

Leszek Gardela, archéologue au musée national du Danemark et auteur de *Women and Weapons in the Viking World* [inédit en français], ne se prononce pas. *"Je pense qu'elle a pu être une guerrière"*, explique-t-il, avant de rappeler que 90 % des tombes contenant des armes appartiennent à des individus de sexe masculin. En outre, la présence d'armes dans la tombe d'une femme ne signifie pas nécessairement qu'il s'agissait d'une guerrière : une hache, par exemple, pouvait servir à bien des choses, notamment à des rituels magiques, souvent associés aux femmes dans la tradition nordique. *"Le concept de femme guerrière pouvait exister dans la mentalité des Vikings*, reconnaît-il, *mais je ne pense pas que c'était la norme."*

Fouilles curieuses. Quoi qu'il en soit, la plupart des chercheurs admettent que les notions traditionnelles d'objets funéraires "masculins" ou "féminins" donnent lieu à des interprétations au mieux très conventionnelles, au pire foncièrement biaisées.

C'est particulièrement évident lorsque les deux catégories se retrouvent dans le même lieu, comme c'est le cas de la tombe viking découverte en 1867 à Santon Downham, dans le comté anglais de Norfolk. *"La plupart des études disent qu'il s'agit d'une double tombe*, explique Gareth Williams, conservateur au British Museum, *mais il n'existe en réalité aucune preuve pour l'affirmer."* Les fouilles n'ont mis au jour qu'un seul squelette, perdu depuis.

Au lieu d'une double tombe, l'explication la plus simple est qu'il s'agissait de la tombe d'un individu ne se conformant pas entièrement aux normes de genre. Gareth Williams estime qu'il s'agissait probablement d'une



← *Dessin de* **Philip Lay** *paru dans* **The Observer,** *Londres.*

femme maniant l'épée, car *"il existait de forts tabous concernant le port d'objets pouvant être considérés comme féminins"* chez les hommes vikings. En l'absence d'un second squelette, l'énigme reste entière, mais les chercheurs se penchent sur des cas similaires avec de nouvelles méthodes.

En août 2021, Ulla Moilanen, de l'université finlandaise de Turku, a mené une nouvelle étude sur ce que l'on pensait être une double tombe datant du début du Moyen Âge et qui renfermait un unique squelette habillé d'une robe de femme et entouré d'épées. L'analyse ADN montre que cette tombe appartient à un individu possédant des chromosomes sexuels XXY, c'est-à-dire affecté du syndrome de Klinefelter. Physiquement, il ressemblait probablement à un homme, dont les chromosomes sont XY. C'est ce qui rend cette tombe si intéressante, souligne Ulla Moilanen, on y trouve *"une personne d'apparence masculine habillée d'une robe et de bijoux généralement associés aux femmes"*.

La question est donc la suivante : quel sera le prochain consensus à s'effondrer ? Après les Amants de Modène, déclare Federico Lugli, son équipe a songé à s'intéresser à d'autres "Amants" disséminés dans toute l'Italie. Parmi eux, les Amoureux de Valdaro, qui se trouvent au musée archéologique national de Mantoue, à environ une heure de route de Modène. Il s'agit d'un couple de squelettes vieux de 6 000 ans, enterrés visages tournés l'un vers l'autre, les bras pliés contre leur poitrine.

Puberté. À leur découverte, le sexe des Amoureux a été déterminé par une analyse ostéologique – un examen visuel des ossements, qui reste la méthode la plus courante. Cette technique est pourtant loin d'être parfaite. Certains os diffèrent en effet chez l'homme et chez la femme, mais ces changements sont d'origine hormonale, explique Rebecca Gowland, bioarchéologue à l'université Durham. Il faut que les squelettes *"aient passé la puberté"*, poursuit-elle, le cas des adolescents peut donc être ambigu. En outre, il est rare que les squelettes soient complets et, en l'absence de certains os essentiels, comme le pelvis, l'analyse ostéologique devient nettement moins fiable, y compris pour les adultes.

Les Amoureux de Valdaro sont morts adolescents, l'un d'eux probablement à l'âge de 16 ans. L'étude ostéologique, qui avance qu'il s'agit d'*"une femme"* et *"probablement [d']un homme"*, mérite donc d'être confirmée par des techniques modernes – et le travail est en cours. L'an prochain, une analyse ADN lancée par l'université Tor Vergata de Rome devrait livrer ses résultats sur le sexe des Amoureux et leur éventuel lien de parenté.

Au-delà des "couples", dont on a retrouvé des ossements un peu partout dans le monde, deux autres groupes pourraient "changer de sexe" à l'avenir. Le premier est celui des hominidés, la catégorie de primates vivants ou éteints à laquelle appartiennent les êtres humains. *"Dans le cas des hominidés, on dispose de squelettes mal préservés d'une espèce dont on ignore l'étendue des dimorphismes sexuels, parce qu'on ne possède les restes que d'un ou deux individus"*, explique Rebecca Gowland. Parmi les hominidés les plus célèbres, on peut citer Lucy, dont le sexe a été déterminé grâce à une moitié de pelvis. *"Et si Lucy était en fait un Larry ?"*

On a déterminé le sexe d'un nourrisson féminin vieux de 10 000 ans grâce à l'émail de ses dents.

Si l'analyse ADN des hominidés reste possible, elle est difficile car l'ADN peut se dégrader au point d'être inexploitable. C'est là que l'émail des dents entre en jeu. *"Comparé à l'ADN, l'émail se conserve très bien"*, indique Rebecca Gowland, qui a fait partie de l'équipe ayant développé cette nouvelle technique.

Émail dentaire. L'analyse de l'émail des dents repose sur les mêmes différences génétiques que celles recherchées dans une approche génétique traditionnelle. Les gènes AMELX et AMELY produisent une protéine appelée amélogénine, qui est un composant de l'émail. Il est possible d'utiliser un acide doux pour révéler la composition chimique de certaines parties de cette protéine, les peptides, qui dépendent du sexe. *"C'est une vraie révolution pour la bioanthropologie,* résume Federico Lugli, *parce que nous disposons à présent d'une technique rapide et bon marché permettant de déterminer le sexe de restes humains."*

L'autre catégorie dont on pourrait mieux déterminer le sexe est celle des enfants, dont il est si difficile de savoir à partir d'ossements s'il s'agissait de filles ou de garçons. En décembre, une équipe menée par des chercheurs de l'université de Denver, dans le Colorado, a réussi à déterminer le sexe d'un nourrisson féminin vieux de 10 000 ans grâce à l'émail de ses dents. L'enfant avait été enterrée dans une tombe pleine de perles, de coquillages et de pendentifs en pierres, preuve que les bébés tenaient une place importante à l'âge du mésolithique, y compris les filles.

Les Amants de Modène sont-ils donc la preuve que des relations entre personnes de même sexe étaient possibles il y a 1 500 ans ? De la même manière que l'on a remis en question le statut de guerrier du squelette retrouvé à Birka une fois qu'il a été établi qu'il s'agissait d'une femme, l'amour des Amants est à présent mis en doute. Il n'est pas exclu qu'il s'agisse de deux frères. Les auteurs de l'étude de 2019 suggèrent eux-mêmes qu'ils étaient peut-être frères d'armes. Des études antérieures rejetaient pourtant l'hypothèse d'un cimetière militaire. Les squelettes retrouvés sur ce site ne portaient pas de marques de combat, et il s'y trouvait à la fois des hommes et des femmes, ainsi qu'un enfant de 6 ans. Alors pourquoi relancer l'hypothèse des frères d'armes ?

Federico Lugli explique que certaines choses ont changé : une analyse plus approfondie a été menée sur les blessures des squelettes, et l'un de ceux que l'on croyait féminin s'est révélé masculin. Il s'agit *"toutefois d'une interprétation tirée d'un point de vue essentiellement historique"*, note le chercheur. Selon lui, il est peu probable qu'à cette époque leurs parents les aient enterrés main dans la main pour témoigner de leur amour, *"mais tout est possible"*.

"Nous souffrons d'un manque flagrant d'imagination".
Pamela Geller, BIOARCHÉOLOGUE

En d'autres termes, les morts ne s'enterrent pas tout seuls. Et ils ne s'exhument pas non plus tout seuls. *"Nous souffrons d'un manque flagrant d'imagination dans notre façon de penser comment les gens vivaient par le passé*, déplore Pamela Geller, bioarchéologue spécialisée dans les études queers et féministes à l'université de Miami. *Nous restons accrochés aux catégories que nous connaissons aujourd'hui."*

Si les techniques scientifiques peuvent élucider une part du mystère, *"il y a certaines choses qu'on ne saura jamais à propos du passé"*, résume Pamela Geller. Qui aimait qui, dans quelles identités se retrouvaient les gens – cela reste difficile à savoir. Les archéologues ne peuvent qu'essayer, du mieux qu'ils peuvent, de reconstituer la vie des gens d'autrefois sur la base des connaissances disponibles. Pour Leszek Gardela, c'est une question de respect pour ces personnes du passé. *"Chaque tombe raconte une histoire différente,* résume-t-il, *parce qu'il s'agit à chaque fois d'êtres humains. Tous ont eu une existence unique."*

—I Emilie Steinmark
Publié le 16 janvier

ENVIRONNEMENT

Les cycas, objets d'une passion destructrice

Braconnage. Très prisés des collectionneurs et des riches sud-africains, les cycas sont menacés d'extinction : ces plantes archaïques font l'objet d'un trafic très lucratif et très nuisible.

—Mail & Guardian
Johannesburg

La principale menace pour la survie des cycas, des plantes primitives aux inflorescences en forme de cône, provient de gens riches prêts à payer des sommes folles pour en posséder un exemplaire. Selon le dernier bulletin de risque de l'ONG Global Initiative against Transnational Organized Crime (GI-TOC, "Initiative mondiale contre le crime organisé transnational"), publié [en décembre] par l'Observatoire des activités illicites en Afrique orientale et australe, le trafic de cycas est l'une des quatre nouvelles tendances du crime organisé.

"Les cycas sont considérés comme des symboles de statut social par de riches collectionneurs sud-africains et du monde entier. Comme l'a dit un participant à l'étude sur le commerce illégal en Afrique du Sud, c'est 'un amour fou', lit-on dans le bulletin. *Posséder un cycas rare est un signe de richesse et d'intelligence plus grand qu'avoir une voiture de luxe."*

Une partie du jardin botanique de Kirstenbosch, au Cap, est consacrée à ces *"plantes si archaïques que les dinosaures se promenaient au milieu d'elles"*. Selon la GI-TOC, *"les cycas sont très prisés des collectionneurs, et les plus rares peuvent être vendus plusieurs dizaines de milliers de dollars. C'est pourquoi le cycas le plus précieux du Kirstenbosch a été enfermé dans une cage, pour que les braconniers ne puissent pas le déterrer."*

Le bulletin est formel : la menace est bien réelle. *"En août 2014, en l'espace de deux nuits pluvieuses, 24* [spécimens de l'espèce] Encephalartos latifrons *ont été dérobés dans le jardin. Leur valeur totale était estimée à 65 000 dollars* [environ 57 000 euros]. *Cette espèce est en danger critique d'extinction : il en reste moins de 100 exemplaires dans la nature. Ce vol a attiré l'attention du monde entier, mais il s'en produit des dizaines du même type tous les ans."* En Afrique du Sud, le braconnage de cycas *"est devenu tellement organisé, lucratif et nuisible"* que les autorités en ont fait l'une des priorités de la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, au même titre que le braconnage des rhinocéros, des éléphants et des ormeaux.

Prix élevés. Avec 38 types de cycas, dont 29 ne se trouvent nulle part ailleurs, le pays abrite environ 10 % des espèces existant sur la planète. Trois de ces espèces ont déjà disparu à l'état sauvage, et la moitié de celles qui restent est menacée d'extinction dans un avenir proche.

En 2005, des braconniers ont déterré les 11 derniers survivants d'une espèce de cycas sur une montagne où plus de 200 spécimens avaient été recensés moins de trente ans auparavant. *"Les prix sont élevés à cause du statut des cycas, considérés par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) comme le groupe de plantes le plus menacé du monde"*, signale le bulletin.

Il faut dire que ces végétaux poussent très lentement et mettent plusieurs dizaines d'années à atteindre leur maturité. Beaucoup de collectionneurs *"manquent de patience"* et préfèrent acheter des spécimens adultes, alimentant ainsi un commerce illicite. *"Ce trafic existe depuis plusieurs décennies en Afrique du Sud, mais il s'est intensifié ces dernières années parce que les cycas deviennent de plus en plus rares à l'état sauvage, et donc plus convoités."* Plus de 630 cycas ont été confisqués par la police entre 2011 et 2016 dans la province du Cap-Est : *"Toutes les espèces auxquelles ils appartenaient figurent sur la liste rouge de l'UICN, ce qui démontre une nette préférence du marché pour les plantes menacées."*

Les cycas sont également prélevés illégalement pour la médecine traditionnelle, *"mais le marché médicinal est bien plus petit et moins dommageable pour les populations de cycas que le commerce horticole"*. *"Depuis les années 1970, l'Afrique du Sud interdit de récolter, commercialiser ou posséder des cycas sauvages, mais il existe toujours un marché légal pour les plantes cultivées. Ce marché légal offre une couverture aux trafiquants et permet le blanchiment des cycas braconnés."* D'après les estimations récentes de la GI-TOC, il y aurait des cycas dans 36 000 foyers dans la seule ville de Pretoria, soit *"bien plus que ce que les autorités ont la capacité d'inspecter"*.

Cette situation est aggravée par la *"généralisation des systèmes de sécurité"* dans les propriétés des plus fortunés. Beaucoup sont par ailleurs situées dans des lotissements fermés, ce qui rend leur accès encore plus difficile pour les inspecteurs. *"Des défenseurs de l'environnement ont rapporté avoir vu dans certaines maisons des cycas placés bien en évidence et qui portaient des marques incontestables de leur origine sauvage, comme des traces de brûlures provoquées par un incendie ou des morsures de porcs-épics."*

Toujours selon la GI-TOC, l'une des principales plateformes du trafic de cycas se trouve dans le Cap-Est, qui abrite 14 espèces indigènes : *"L'enquête menée par un haut fonctionnaire de police à la retraite a montré que près de 1 000 cycas avaient été déracinés au cours de 27 opérations de braconnage entre 2011 et 2018, pour une valeur estimée à 1,2 million de dollars." "Dans le seul village de Jansenville (5 600 habitants), la police a découvert plus de 350 cycas volés. Et il ne s'agit là que des opérations de braconnage qui ont été signalées à la police. Plusieurs braconniers ont été arrêtés à diverses reprises, dont un exploitant agricole des environs. Cela porte à penser que le trafic de cycas est un marché spécialisé, qui nécessite des connaissances permettant de savoir quelles espèces ont de la valeur, ainsi qu'un accès aux acheteurs."*

Le trafic de cycas est un marché spécialisé, qui nécessite de savoir quelles espèces ont de la valeur.

Le bulletin de la GI-TOC précise que les restrictions liées à la pandémie de Covid-19 n'ont pas semblé avoir d'effet majeur sur le commerce illicite. *"Selon les informateurs, il n'y a pas eu de changements significatifs dans les prix des cycas. Deux vols de plantes dans des résidences privées ont été signalés dans le Cap-Est pendant le confinement. Les autorités du Cap-Ouest voisin ont noté un bref déclin du braconnage, suivi d'une remontée en flèche, avec, en l'espace de six mois seulement, en 2021, des cycas volés pour une valeur totale d'environ 1 million de dollars."*

Le bulletin mentionne également les différents moyens mis en place pour empêcher le braconnage, notamment l'implantation de micropuces sur les plantes et le marquage par micropoints, mais *"les deux méthodes prennent du temps"*. De plus, les braconniers ont trouvé comment contrer ces mesures, notamment en passant les plantes aux rayons X et en extrayant les micropuces.

"Des chercheurs de l'université du Cap ont mis au point une technique prometteuse pour identifier les cycas sauvages en utilisant la datation au carbone 14 et à d'autres isotopes stables, qui fonctionnent comme des signatures précises de l'endroit où la plante a poussé. Chaque plante a ses propres signatures et il est impossible de les effacer."

"Cette méthode serait toutefois utilisée principalement pour détecter les cycas qui ont été prélevés dans la nature, et non pour prévenir le braconnage. Pour l'instant, le moyen le plus sûr de protéger les cycas sauvages est de les entourer d'une barrière physique, une option disponible principalement pour les propriétaires privés", conclut le bulletin.

—Sheree Bega
Publié le 16 janvier



← *Dessin de* **Kazanevsky,** *Ukraine.*

Le Monde | Ateliers

COURS DU SOIR GÉOPOLITIQUE

LES ÉTATS-UNIS AU XXIE SIÈCLE

avec **Alain Frachon**



© Marc Chaumeil

À partir du 7 avril, participez à 6 séances de 2 heures. De l'hyper-puissance au repli, des années Obama au séisme Trump, retour sur 20 ans d'histoire(s) des États-Unis.

Alain Frachon est éditorialiste au *Monde*, spécialiste des relations internationales et ancien directeur du *Monde*. Ancien correspondant à Washington, il est l'auteur de *La Chine contre l'Amérique : le duel du siècle* et de *L'Amérique des néo-conservateurs : l'illusion messianique*.

ateliers.lemonde.fr

ÉCONOMIE

La pionnière du Saint-Gothard

Travaux publics. L'ingénieure suisse Valentina Kumpusch est la première femme à piloter un chantier de tunnel si pharaonique.



↙ **Valentina Kumpusch.** *Photo Alessandro Gandolfi pour Die Zeit/Parallelozero*

—Die Zeit *(extraits) Hambourg*

C'est ici, dans cette salle de réunion de Bellinzone [dans le canton suisse italophone du Tessin], avec vue imprenable sur un mur en béton et un escalier extérieur métallique, que se nouent les fils d'un projet à 2 milliards de francs suisses [1,9 milliard d'euros]. La femme en tailleur bleu qui les tient en main s'appelle Valentina Kumpusch. À 48 ans, l'ingénieure polytechnicienne est responsable de la construction du second tube du tunnel routier du Saint-Gothard.

En Suisse, celui qui construit dans le massif du Saint-Gothard bâtit un mythe et son nom entre dans les livres d'histoire : Louis Favre est l'architecte du tunnel ferroviaire [percé entre 1872 et 1881]; Pietro Morettini, l'ingénieur qui construisit le Trou d'Uri [1707-1708]; Giovanni Lombardi [1926-2017], l'ingénieur qui fit du tunnel routier et du tunnel de base ferroviaire les deux œuvres de sa vie.

Aujourd'hui, c'est au tour de Valentina Kumpusch d'entrer en scène. Une exposition du musée de l'Architecture de Berlin l'a déjà sacrée "reine de la structure" et le *Corriere del Ticino* [le quotidien de référence du Tessin] l'a surnommée "Miss Gothard". Mais l'intéressée n'en a que faire : *"Miss Gothard est un titre que l'on donnait à la plus belle vache."* Et puis, ajoute-t-elle, *"mon travail n'a rien à voir avec celui des pionniers qui ont osé faire ce que personne n'avait fait auparavant"*.

Le tunnel du Saint-Gothard, ouvert en 1980, fait partie de la première génération des grands tunnels routiers des Alpes, comme ceux des Tauern et de l'Arlberg, en Autriche. Tous ont été construits en monotube. Mais quand, en 1999, douze personnes ont perdu la vie dans un incendie géant dans le tunnel des Tauern, et onze autres en 2011 au Saint-Gothard, l'Autriche et la Suisse ont commencé à planifier la construction de seconds tubes, chose à l'origine impensable en matière de politique de transports. Le nouveau tunnel des Tauern a ouvert dès 2006; du côté du Saint-Gothard, le second tube doit accueillir des véhicules à partir de 2029.

Elle a beau dire, Valentina Kumpusch est une pionnière. Dans l'organigramme de l'Office fédéral des routes, la construction du second tube occupe plus de vingt personnes, dont une seule femme – elle. Sur le terrain comme dans les bureaux d'études, les tunnels sont une affaire d'hommes. *"Lors d'une de mes premières réunions avec la direction, on m'a priée d'apporter le café*, se rappelle-t-elle. *J'ai répondu : je suis l'ingénieure. Histoire d'être bien claire."*

En début de carrière, aujourd'hui encore, une ingénieure doit se battre plus qu'un homme pour être reconnue. *"Il faut faire avec"*, dit-elle. Une fois l'expérience acquise, la question ne se pose plus, et le fait d'être une femme a aussi ses avantages. *"Les hommes aiment de temps à autre se présenter comme de grands experts; avec moi, ils ont moins peur de la concurrence. Ils se soucient moins de se mettre en avant et davantage de parler de contenus."*

Le premier tube du tunnel routier du Saint-Gothard a ouvert un dimanche, le 5 septembre 1980. Valentina Kumpusch se souvient très bien de la cérémonie d'inauguration, retransmise à la télévision. Mais son grand événement à elle avait lieu le lendemain : c'était son premier jour d'école. Plus tard, elle a souvent accompagné sur des chantiers son père, Mario Orsenigo, lui-même ingénieur civil et tunnelier. À l'origine, elle voulait devenir archéologue. *"Puis j'ai eu des doutes. J'ai voulu faire des études avec de réelles perspectives d'emploi."* Elle est en tout cas restée fidèle aux pierres.

Valentina Kumpusch a travaillé pour les nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes (NLFA) dans le massif du Saint-Gothard, puis pour le tunnel ferroviaire du Lötschberg et la ligne diamétrale de Zurich, avant de participer au chantier du tronçon d'accès à la galerie de base du Brenner. *"Comme des nomades modernes, nous allions d'un chantier à l'autre. Chaque fois, nous retrouvions des visages que nous connaissions d'anciens chantiers"*.

Elle considère son travail comme un service rendu à l'État et à ses concitoyens. *"Personne ne sait qui a construit les barrages et inventé les centrales électriques qui font que la lumière s'allume quand on appuie sur un interrupteur. Mon travail, c'est de livrer une construction qui rende des services fiables pendant longtemps"*, résume l'ingénieure en chef.

> **"Lors d'une de mes premières réunions avec la direction, on m'a priée d'apporter le café."**
> **Valentina Kumpusch,** INGÉNIEURE EN CHEF

Elle aime ces années qu'elle a passées dans le Tyrol, où elle a vécu en famille à Baumkirchen, un petit village à l'est d'Innsbruck. *"Grâce à notre enfant, nous avons noué des liens étroits avec les familles du coin"*, raconte cette Suissesse mariée à un ingénieur civil autrichien. Les événements conviviaux, les fêtes traditionnelles assuraient la cohésion sur le chantier. *"Nous étions plus que des collègues de travail. Nous faisions partie du village."*

L'architecte du Saint-Gothard, Giovanni Lombardi, disait : *"Avant, un tunnel, c'était un tube avec deux extrémités. À chacune d'elles se trouvait un ingénieur. Aujourd'hui, à chaque extrémité se trouve un avocat."* Valentina Kumpusch sait bien ce que cela signifie. *"Mon quotidien au travail est on ne peut plus ordinaire. J'enchaîne les réunions. Je compulse des tas de papiers. Je rédige des contrats."* La construction du second tube se compose d'une cinquantaine de tranches de travaux. Les deux principales, les sections nord et sud, doivent coûter 500 millions de francs suisses [473 millions d'euros]. *"Environ 90 % de mon travail consiste à garder une vue d'ensemble"*, explique-t-elle – et à anticiper.

Son travail est tout autant celui d'une diplomate. Comme lorsque les communes d'Airolo et de Göschenen ont fait savoir qu'elles ne feraient pas que pâtir de la circulation, du bruit et de la poussière du chantier, mais qu'elles voulaient également profiter du nouveau tube. À Göschenen, les logements des ouvriers du chantier seront un jour transformés en appartements pour la population; à Airolo, les gravats serviront à l'asphalte de l'autoroute du Saint-Gothard. Valentina Kumpusch est en permanence en contact avec les autorités locales; des soirées d'information pour la population sont organisées; une ligne téléphonique pour recevoir les plaintes des riverains a été mise en place.

Lors de la construction du premier tube, la population n'avait pas été impliquée à ce point. À l'époque, on construisait, on ne négociait pas. *"Peut-être cette nouvelle réalité rendra-t-elle le métier plus attrayant"*, songe l'ingénieure civile.

Les premiers travaux d'excavation viennent de débuter à Göschenen et à Airolo. Lors du percement du premier tube, on a presque perdu espoir. Le chantier a parfois été arrêté. La pression de la montagne tordait et détruisait les poutres d'acier les plus lourdes. Les infiltrations d'eau et de boue remplissaient la galerie. La roche était plus dure que prévu, le budget estimé a été pulvérisé, le consortium de construction à Göschenen a frôlé la faillite. Il était difficile de savoir à quoi s'attendre.

Il n'y a pas de raison qu'il en aille autrement du second tube. *"Nous n'avons aucune certitude,* admet Valentina Kumpusch. *Tout ce que nous savons, c'est que nous avons fait tout notre possible pour être préparés."*

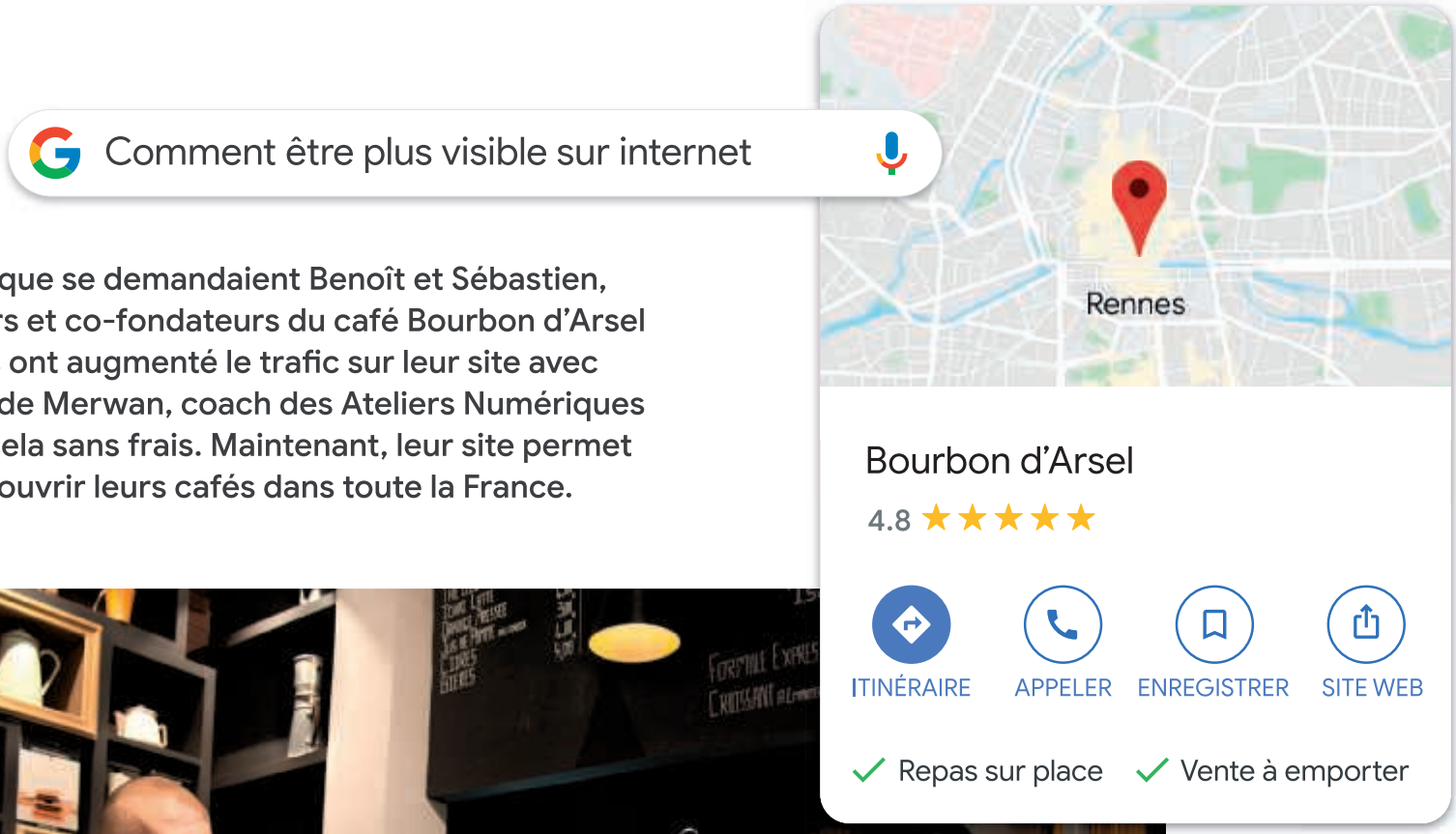
Lors de la construction du premier tube, Ezio Censi, chef de chantier légendaire d'Airolo, avait fait installer un téléski avec le budget du tunnel. La nuit, la piste était éclairée. Sur son temps libre, Censi apprenait aux ouvriers italiens à faire du ski. Tout le monde n'y avait vu que du feu à l'époque. Valentina Kumpusch rit en entendant l'anecdote. *"Ce serait impensable aujourd'hui."* Les contrôles sont bien plus sophistiqués et le tollé serait général. Le tire-fesses du tunnelier deviendrait immédiatement viral sur les réseaux sociaux.

—Alexander Grass

Publié le 6 décembre 2021

Google

Depuis 10 ans, nos Ateliers Numériques accompagnent les commerçants de Bretagne comme Benoît et Sébastien.



Ça, c'est ce que se demandaient Benoît et Sébastien, torréfacteurs et co-fondateurs du café Bourbon d'Arsel à Rennes. Ils ont augmenté le trafic sur leur site avec les conseils de Merwan, coach des Ateliers Numériques Google, et cela sans frais. Maintenant, leur site permet de faire découvrir leurs cafés dans toute la France.



Ensemble, nous soutenons les artisans-commerçants :

FFAC Fédération Française des Associations de Commerçants

ATOUT FRANCE Agence de développement touristique de la France

Tourisme BRETAGNE

Google Ateliers Numériques

360

MAGAZINE
Et James Joyce inventa l'Irlande • Culture..... 50
Moscou aura sa "place Verte" • Urbanisme 52
Ovide, un poète chez les Gètes • Histoire 54

Sur le ring de Managua

À 16 ans, le Nicaraguayen Bryan Mercado, encore boxeur amateur, est promis, selon les spécialistes de ce sport, à un brillant avenir. Chaque jour, il s'entraîne assidûment après avoir vendu des boissons sur l'un des plus grands marchés du pays avec ses parents. Son rêve : devenir champion du monde.
— *Divergentes* (extraits), Managua



SOURCE

DIVERGENTES
Managua, Nicaragua
divergentes.com
Ce site d'information gratuit a été lancé en 2020. Il propose des enquêtes sur le Nicaragua et se positionne clairement dans l'opposition au dictateur Daniel Ortega, au pouvoir depuis 2007. Outre ses enquêtes approfondies et ses dossiers complets, il est réputé pour ses reportages long format, ainsi que pour sa rubrique de fact checking et ses podcasts réguliers.

↗ Sa journée de travail terminée, Bryan part s'entraîner.
Photos Miguel Andrés

PORTRAIT

Quand vous marcherez à cet endroit, vous aurez la peur au ventre, surtout quand on vous aura dit son nom : la ruelle de la mort. Vous verrez les femmes qui proposent leur corps pour moins de 5 dollars, les enfants qui tirent sur leur pipe de crack. Vous verrez les ivrognes éparpillés, les mendiants qui demandent un peu de monnaie pour s'acheter de l'alcool, et vous ressentirez de la tristesse. Comment imaginer quelque chose de pire que ces quelques mètres carrés d'où toute beauté est absente…

On raconte que, il y a encore quelques années, pour sortir d'ici, il fallait s'être pris un coup de poignard ou une balle – à moins d'un miracle. Cela vous paraît exagéré, mais vous verrez plusieurs policiers rester tout le temps en alerte pour que nul ne souffle sur les braises de cet enfer. Et puis vous verrez un gamin qui porte un seau sur l'épaule droite et qui s'arrête pour servir des boissons rafraîchissantes dans de grands verres. Vous vous demanderez pourquoi il n'a pas été attiré dans ce cercle de la douleur, alors qu'il vit à moins d'un pâté de maisons, à 25 mètres, à une trentaine de pas, de la ruelle de la mort.

Son nom est Bryan Mercado. Il a 16 ans et vend des boissons fraîches avec ses parents au Mercado Oriental, le plus grand marché de Managua, la capitale du Nicaragua. Jusqu'ici, on pourrait croire à un destin comme tant d'autres. À cette différence près que Bryan est boxeur, amateur jusqu'à présent, mais si bon que plusieurs journalistes le voient déjà champion du monde. Pas moins de 15 Nicaraguayens ont conquis des titres mondiaux, l'un des rares palmarès dont le Nicaragua puisse s'enorgueillir en Amérique latine. Bryan veut être champion. Il me l'a dit le matin où je l'ai accompagné avec ses parents pour vendre au marché. Ce jour-là, il m'a parlé du combat qu'il avait livré au Japon et de sa passion pour la boxe depuis lors. Cette histoire doit être racontée de près, car n'importe qui est curieux de savoir comment Bryan arrive à marcher au bord de ce précipice de violence et de vices. Toujours sur le point de tomber, et il ne l'a pas fait.

Vous ne trouverez pas facilement de réponses à vos questions, mais peut-être entendrez-vous son père, Edwin Mercado, lui dire de se lever de table pour casser de la glace et se mettre le seau de boissons à l'épaule. Après avoir terminé ses études secondaires, Edwin a travaillé comme aide-soudeur, il a vendu des journaux et ciré des chaussures, puis il s'est mis à vendre des boissons. Il vous dira que n'importe qui peut écrire ça sur deux lignes, mais que ce qui est vraiment difficile, c'est de se lever tous les matins très tôt pour travailler, sans être sûr que les six membres de la famille aient de quoi manger. Pour certains, cette anxiété peut être mortelle, mais les commerçants comme lui, endettés dans leur grande majorité, ont l'habitude des bons et des mauvais jours.

Morinari Watanabe est un Japonais de 61 ans. Sur presque toutes les photos d'Internet, cet homme grand et fort



→ Le jeune boxeur (de face) sur le ring du Tropical Boxing.



↓ Bryan et son père, Edwin (à gauche), gagnent leur vie en vendant des jus de fruits dans les rues.

apparaît en costume cravate. Président de la Fédération internationale de gymnastique, il a été chargé d'organiser les compétitions de boxe aux Jeux olympiques de Tokyo [de 2020, reportés en 2021]. Mais auparavant, en 2019, Watanabe a laissé sa veste chez lui et a revêtu une chemise blanche à col rond et un pantalon gris pour se rendre dans toutes les salles de boxe du Nicaragua où pratiquaient des enfants. Par un après-midi d'août, il est entré au Tropical Boxing, dans le quartier Altagracia, dans le sud de Managua. Bryan s'y entraîne sous la direction de Sergio Quintana, un petit homme replet qui, depuis sept ans, prépare des enfants et des adolescents.

Tropical Boxing n'est pas une école de boxe normale. Elle est située dans un centre récréatif qui, vers le fond, est équipé d'une piscine, entourée de tables et de chaises en plastique. Il y a ici un service de restauration, et des boissons alcoolisées sont proposées à la vente. Dans certains quartiers de la ville, on trouve ce type de lieux, visités par des voisins presque tous les week-ends.

Le jour où Watanabe est arrivé à un angle du Tropical Boxing, Bryan Mercado tapait sur un sac de frappe dont il faisait grincer la courroie métallique qui le soutient. Il plaisantait avec son frère Edwin, 18 ans, qui lui aussi pratique la boxe. Pour profiter de la visite du Japonais, Sergio Quintana a organisé un après-midi de *sparring*. Un entraînement comme les autres pour Bryan au gymnase. Il n'avait pas de vraies raisons de croire qu'il reverrait un jour Watanabe, même si le Japonais l'avait invité à se faire photographier avec lui en fin d'après-midi.

"Quelques semaines plus tard, on m'a appelé pour me dire que M. Watanabe voulait que je vienne au Japon, tous frais payés, pour y disputer un tournoi", raconte Bryan depuis chez lui, au Mercado Oriental. Ensuite, il se lève de sa chaise du salon pour me montrer son diplôme et une médaille d'or qu'il a décrochée au Japon, la plus grande de sa collection, et il met son téléphone portable sur haut-parleur pour que nous regardions le combat. Sur la vidéo, il a les cheveux courts et porte un tee-shirt et un bermuda rouge. On entend une salve d'applaudissements. *"J'ai dominé le premier combat et les gens applaudissaient d'émotion"*, se rappelle le boxeur.

Sur le chemin du ring, la musique qui l'accompagnait était un rock qu'il n'avait jamais entendu. S'il avait pu choisir, il aurait préféré entrer au son de l'hymne national du Nicaragua. Juste avant qu'il n'enjambe les cordes, Sergio Quintana lui a mis une gifle. *"C'est toujours ce que fait le prof Quintana, pour que je me réveille avant les combats"*, commente-t-il, avant d'ajouter, un peu plus ému : *"J'étais nerveux, parce que je n'avais jamais combattu à l'étranger. Mais je me suis dit que je devais surmonter mon anxiété. Elle disparaît toujours dès que je reçois le premier coup, et donc elle est passée."*

Sur un mur du Tropical Boxing sont affichées les photos des 15 Nicaraguayens qui ont été champions mondiaux. Dans un pays où rares sont les personnalités qui brillent à l'échelle mondiale, la boxe a permis à ces "Nicas" de vaincre des représentants de vraies puissances mondiales. Sous les photographies, Bryan Mercado entame une nouvelle journée d'entraînement. Aujourd'hui, séance de *sparring* : il fera un combat simulé de deux rounds avec casque d'entraînement, coquille sur les testicules et maillot.



↗ **Dans la cour de la petite maison familiale, le père de Bryan a accroché pour son fils un sac de frappe.**

Pour certains boxeurs professionnels, le *sparring* est un simple entraînement. Pour les boxeurs amateurs comme Bryan, il s'agit d'authentiques combats non officiels. Tous les boxeurs ont le même objectif : faire tomber l'adversaire. Contrairement aux autres sports, la boxe n'est pas un jeu. Aucun boxeur ne dit qu'il joue, comme un footballeur peut dire qu'il a "joué au football". Ici, tout ce que Bryan a pour jouer, ce sont ses poings. Ici, on joue à cogner.

À la fin du premier round, Bryan descend du ring pour attendre que deux autres gamins montent s'échanger des coups de poing. On entend juste quelques rafales qui s'écrasent sur les casques, les avant-bras et les poitrines. Bryan attend torse nu, ayant gardé ses gants jaunes usés. Il ruisselle de gouttes d'eau et de sueur. Un coup de sifflet retentit. *"Allez, Bryan et Leyman, on monte !"* crie l'entraîneur Sergio Quintana.

Je vois Bryan en haut du quadrilatère. Il a le visage fin, une coupe "champignon" [rasé sur les côtés], le regard dur. Le deuxième et dernier round de *sparring* commence. *"Ce gamin en veut"*, lance un homme près du ring, tandis qu'il voit Bryan frapper son adversaire.

Bryan halète, tout en portant une combinaison de coups. Il atteint rarement l'autre garçon, qui immédiatement contre-attaque par deux crochets, vers le foie et le casque. La tête de Bryan part vers l'arrière, mais son corps s'immobilise un instant avant de repartir vers l'avant. *"Ce n'est pas facile de se battre contre Leyman"*, reconnaît Bryan après avoir terminé le round et être redescendu du ring. Il faut dire que Leyman Benavides, 27 ans, est déjà un boxeur professionnel, fort de neuf ans d'expérience. Autrement dit, il participe à des compétitions professionnelles depuis que Bryan a 7 ans. Quand je demande à ce dernier s'il n'a pas peur de combattre un homme plus fort et plus expérimenté que lui, il me répond : *"Non, au contraire, j'aime bien, ça me permet d'apprendre, et comme ça je n'ai plus peur."*

En réalité, il a peur pendant presque tous les combats. C'est-à-dire depuis la première fois qu'il est monté sur un ring, il y a six ans, et qu'il donnait des coups désordonnés. C'est plutôt une sensation d'anxiété, dit-il, car il veut montrer qu'il fait bien les choses, et il espère que tout ira pour le mieux. *"Mais maintenant, j'arrive à maîtriser cette peur, parce que ça peut te tuer,* explique-t-il. *Aujourd'hui je monte [sur le ring] pour faire mon travail."* Il ne se fâche pas non plus contre son adversaire. Il a aussi appris cela depuis qu'il est entré pour la première fois dans ce gymnase, à l'âge de 10 ans. Comme n'importe quel autre enfant, il a été guidé par la curiosité. Il vivait à trois pâtés de maison de là, et il arrivait avec ses copains à payer les 5 cordobas, 14 cents de dollar, que facturait chaque jour l'entraîneur de l'époque. *"J'aimais me battre quand j'étais dans la rue, c'est pour ça que je me suis mis à la boxe"*, raconte Bryan.

Ce matin, au *sparring*, il a reçu plus de coups qu'il n'en a portés. Leyman a fait valoir sa force et son expérience. Il est l'un des rares boxeurs à avoir envoyé Bryan au tapis au cours de ces séances d'entraînement. Personne n'y est parvenu lors de combats officiels. On ne lui a pas non plus fendu une arcade ou cassé le nez. Au début, Bryan était sensible de la cloison nasale : il saignait dès qu'il était touché. *"Mais maintenant, ça s'est calmé"*, assure-t-il, comme s'il s'agissait d'une faiblesse qui disparaît avec le temps, à force d'endurcissement. Le problème quand on saigne pendant un combat, note le boxeur, c'est qu'on a du mal à voir l'adversaire. On est chaud, on ne sent rien d'autre. On voit juste le liquide rouge qui coule sur son visage, qui gêne et ne permet pas de se concentrer.

Bryan marche au bord d'un précipice de violence et de vices. Sans jamais y tomber.

"Tu crois qu'un jour tu peux gagner le titre mondial ? lui demandé-je.

— Oui, je crois que Dieu m'a donné un don, et c'est la boxe. C'est pour ça que je veux me préparer, pour être quelqu'un de grand", répond-il.

S'il gagnait un titre mondial, Bryan Mercado achèterait une maison à sa mère. Il rêve aussi de faire construire un centre de réhabilitation pour toxicomanes. Sergio Quintana a vu que Bryan avait un bel avenir depuis le jour où il a perdu un combat contre un garçon plus grand et plus fort que lui. *"Il a perdu, mais il fait preuve des qualités les plus importantes chez un boxeur : le courage et le caractère. Il ne peut qu'être champion du monde, parce qu'il a montré ces qualités depuis toutes ces années dans ses combats."*

Bryan mesure à peine 1,45 mètre, autant dire que sa petite stature est son principal handicap. Mais Leyman Benavides, le boxeur professionnel qui parfois s'entraîne avec lui, pense que sa vigueur est ce qui lui a permis de gagner la plupart de ses combats. *"C'est un petit gars très fort, il envoie pas mal de coups"*, assure Benavides, qui est aussi un ami de Bryan et de sa famille, et qui leur rend parfois visite au marché. *"De tous les boxeurs avec qui je fais du* sparring, *je sens que c'est lui qui me pousse le plus dans mes retranchements."*

"Il a toujours été inquiet, mais la boxe l'a pas mal canalisé", commente son entraîneur, qui raconte qu'il l'a chassé du gymnase un jour où il avait eu un mauvais comportement. Une manière de le punir pour que cela ne se reproduise plus. *"Je ne l'ai pas laissé entrer au gymnase pendant plusieurs semaines, je le chassais, jusqu'à ce que son père vienne me parler. Bryan a fini par me supplier en larmes que je le laisse revenir"*, évoque Quintana en souriant.

Avant 5 heures du matin, alors qu'il fait encore nuit, la famille de Bryan Mercado se lève pour ouvrir l'un des 20 000 établissements que compte le Mercado Oriental, le plus grand marché du pays, et sans doute l'un des plus

PHOTOS MIGUEL ANDRÉS



↓ Bryan et sa mère, María Amparo García.



étendus de toute l'Amérique centrale. À cette heure-là, ils vont chercher des fruits, du lait, du sucre et de la glace pour remplir les trois seaux de jus qu'ils vont vendre dans la journée. Même s'ils possèdent un étal fixe, ils sortent tous les jours dans les rues avoisinantes pour proposer les boissons fraîches. Ils en vendent aussi aux commerçants eux-mêmes, dans de grands verres de presque 1 litre, pour l'équivalent de 50 cents de dollar.

La mère de l'adolescent boxeur s'appelle María Amparo García. Elle a 41 ans, elle a toujours vécu au Mercado Oriental. Cette femme au teint clair, mais au visage bronzé, fait partie des milliers de personnes qui vont et viennent dans les travées de ce marché qui couvre 120 pâtés de maisons, soit l'équivalent de 118 terrains de football. Le Mercado Oriental a englouti au moins quatre quartiers, et comprend des écoles, des cliniques, des bars, des lieux de prostitution. María Amparo a vendu ici toutes sortes de marchandises, notamment des savons, des soupes instantanées, des détergents. *"Je suis pratiquement née sur ce marché*, dit-elle. *Ma mère a vendu ici toute sa vie. Résultat, quand j'ai rencontré mon mari, je l'ai fait venir pour vendre au marché."*

María Amparo et sa famille produisent plus de 70 verres de jus par jour. Chacun participe : les uns vont chercher les ingrédients, les autres pilent la glace, et une fois les boissons préparées ils les vendent à la criée. Enfin, et c'est non moins important, ils se répartissent l'argent. Selon des chiffres de la Banque centrale du Nicaragua, 80 % des habitants travaillent dans l'économie informelle, comme la famille de Bryan. Ce qui veut dire qu'ils obtiennent des revenus à leur compte, sans aucune couverture sociale. Le plus difficile, c'est qu'ils ne sont pas non plus assurés de gagner de l'argent d'un jour à l'autre pour pouvoir manger.

Le nombre de travailleurs informels est peut-être même plus élevé depuis la crise politique qui frappe le pays depuis 2018. Cette année-là, il y a eu une série de manifestations contre le gouvernement de Daniel Ortega, président depuis 2007, qui ont été suivies d'un effondrement économique : en trois ans, la richesse du pays a diminué de 14 % et le Nicaragua est revenu six ans en arrière pour ce qui est de la pauvreté. Environ 400 000 personnes se sont retrouvées au chômage, si bien que beaucoup d'entre elles sont entrées dans l'économie informelle. Ce chiffre s'est encore accru lors de la pandémie de Covid-19.

"Nous sommes le moteur de l'économie", affirme Gema Morales, à la tête d'une affaire de location de chariots pour vendeurs ambulants au Mercado Oriental. Elle n'est pas loin de la vérité : l'activité de ce marché produit entre 25 et 30 % des richesses du pays. *"Nous avons beaucoup de chance, car malgré tout ce qui s'est passé nous continuons à recevoir et, si nous pouvons, nous donnons aussi"*, ajoute-t-elle. Ainsi, dès avant le lever du jour, avant même que ne commence le chant des oiseaux, le cliquetis des charrettes retentit dans les rues. Gema entend ses voisins, la famille de Bryan, piler la glace pour faire les jus. Tandis que nous sommes un certain nombre à dormir tranquilles, d'autres se lèvent aux aurores pour ne pas se retrouver l'estomac vide à l'heure du coucher.

"Nous, les commerçants d'ici, nous aimons Bryan, parce que nous le connaissons depuis qu'il était dans le ventre de sa mère", raconte Gema Morales. La mère du boxeur précise qu'elle a emmené son fils au marché deux jours après sa naissance. Elle a élevé ses six enfants de cette façon. Si elle allait distribuer les rafraîchissements, une autre vendeuse, comme Gema Morales, restait à s'occuper du petit. *"Et ensuite elle me disait :* 'Regardez, il a fait pipi dans sa couche, il faut le changer'", se rappelle María Amparo, dans sa maison située dans le centre du Mercado Oriental.

La maison est un bâtiment rectangulaire en parpaings et en ciment, au toit en zinc. Au fond, une vaste cour occupe la plus grande partie du lieu. La salle de bains, la cuisine et la buanderie sont en construction. Un sac de frappe est suspendu à un arbre. María Amparo García n'a pas assisté aux premiers combats de son fils. Elle restait à pleurer chez elle, tant elle avait peur que Bryan se fasse massacrer. Mais comme son fils donnait plus de coups qu'il n'en recevait, elle a fini par s'y faire. *"J'étais heureuse, je me rendais compte qu'il pouvait devenir quelqu'un"*, souligne-t-elle.

Après avoir récupéré les verres de boissons fraîches, Bryan repasse la vidéo du combat au Japon là où il l'avait laissée : au moment où il reçoit le premier coup qui va lui enlever sa nervosité. *"Au début, je faisais un peu n'importe quoi, puis j'ai commencé à ajuster mes coups"*, relate Bryan. Sept jeunes boxeurs de différents pays d'Amérique centrale et de République dominicaine ont été invités au tournoi pour affronter les sept meilleurs boxeurs japonais de leur âge. Seuls Bryan Mercado et un garçon dominicain ont battu les Asiatiques. Morinori Watanabe, le Japonais chargé des compétitions de boxe aux Jeux olympiques, leur a proposé à chacun une bourse pour les emmener au Japon afin qu'ils y perfectionnent leur technique tout en faisant leurs études.

La bourse prévoit un séjour de cinq ans, au cours duquel Bryan pourra rendre visite annuellement à sa famille au Nicaragua. Lors du premier voyage au Japon, après avoir reçu la nouvelle, Bryan et son entraîneur Sergio Quintana ont été sur un nuage pendant plusieurs jours. Accompagnés d'une traductrice, ils se sont promenés dans Tokyo, ils ont rencontré plusieurs lutteurs de sumo et ils ont voyagé en train. *"Tout était beau, c'est un autre monde pour moi. Vous savez ? C'est le pays du Soleil-Levant"*, se réjouit Bryan.

Un monde très différent, certes, de celui qu'on voit dans la ruelle de la mort, au Mercado Oriental. Si un jour on repasse par cet endroit, on sentira combien il est difficile de voir sans juger, et l'on essaiera de décrire ces lieux de la manière la plus objective possible. Une ruelle étroite. De petites chambres de chaque côté. Des femmes en minijupe qui attendent à l'extérieur, maquillées comme des voitures volées. Des chiens faméliques fouillant dans les ordures. L'adolescent boxeur donne des verres à des femmes. Il reçoit l'argent, rend la monnaie, sourit. Ensuite il prend un bus pour aller au gymnase.

Le soir, il rentrera au marché pour passer voir sa copine, avec qui il sort depuis deux semaines, et qui habite non loin de chez lui. Il ira se coucher vers 9 heures. Avant d'aller au lit, il écoutera un ou deux morceaux de reggaeton. Et puis il s'endormira, pour recommencer le lendemain. *"À son âge, il aurait pu tomber dans la drogue ou dans le vol, mais il lutte pour sortir de la pauvreté"*, fait valoir Gema Morales, la voisine. Peut-être est-ce pour cela qu'il s'est relevé après chaque défaite pour gagner le combat suivant. En cognant dans l'adversité comme sur les sacs de frappe.

—Julián Navarrete

Publié le 22 décembre 2021

Courrier international — nº 1633 du 17 au 23 février 2022

culture.

Et James Joyce inventa l'Irlande



Il y a tout juste un siècle, l'écrivain publiait à Paris son roman *Ulysse*. Son compatriote Colm Tóibín nous explique comment ce chef-d'œuvre a révolutionné aussi bien la littérature que l'identité irlandaise.

—Financial Times *Londres*

James Joyce a publié son roman-fleuve *Ulysse* le 2 février 1922, quinze jours après que les Britanniques eurent cédé les clés du château de Dublin à Michael Collins et à son nouveau gouvernement irlandais [une grande partie de l'île venait de conquérir son indépendance]. L'autre grand événement littéraire de cette année-là a été la publication de *La Terre vaine*, du poète T. S. Eliot.

Le roman de Joyce avait de nombreux points communs avec le long poème de T. S. Eliot. Il parlait de la rudesse de la vie urbaine en exploitant toute une palette de formes narratives, telles que le pastiche, le mythe et la polyphonie de voix. *La Terre vaine* semblait sonner le glas du poème narratif, tout comme *Ulysse* entreprenait de tordre le cou au point de vue unique, à la voix omnisciente de l'auteur – ouvrant la voie à une vague d'écrits "modernistes", de Virginia Woolf à Samuel Beckett, qui ont réécrit de fond en comble les règles régissant la façon d'aborder et de présenter la littérature.

Ulysse, dont on fête cette année le centenaire, a acquis une dimension considérable en l'espace d'un siècle et a été consacré à maintes reprises comme l'un des plus grands romans – sinon le plus grand – du XXe siècle.

À l'heure où les études coloniales et les études de genre ont accaparé la recherche universitaire, *Ulysse* est un outil idéal pour tester n'importe quelle théorie. Aux historiens, il offre un tableau fascinant de Dublin en un temps de paix relative, où seuls quelques signes à peine perceptibles annonçaient les bouleversements à venir. Pour les critiques littéraires, c'est un don du ciel, fourmillant de motifs et de jeux de mots, de parodies et de références obscures. Pour le lecteur ordinaire, s'y attaquer est aussi prestigieux que peut l'être un marathon pour un athlète ordinaire. C'est un défi et, pour ceux qui sont arrivés au bout du livre, un motif de fierté.

Joyce a commencé *Ulysse* à Trieste en 1914 et y a mis le point final à Paris en 1921. Pendant la rédaction de ce livre, le monde tel qu'il le connaissait était en train de s'effondrer. Joyce a eu la chance de ne pas se faire interner dans un camp par les Autrichiens lorsque la guerre a éclaté. En 1915, il s'est réfugié à Zurich avec sa famille. L'année suivante, le centre de la ville qu'il s'attachait à immortaliser dans son roman n'était plus qu'un tas de gravats. L'un de ses plus proches amis a perdu la vie lors de l'Insurrection de Pâques à Dublin [un soulèvement nationaliste férocement réprimé par les Britanniques en 1916] ; lorsqu'il était étudiant, Joyce avait rencontré Patrick Pearse, l'un des commandants de la rébellion, qui fut fusillé.

LITTÉRATURE

Il n'y a naturellement aucune référence à la guerre, ni à ces Pâques sanglantes dans le roman de Joyce, dont l'action se déroule sur une seule journée à Dublin – le 16 juin 1904. Mais *Ulysse* a été composé à une époque où tout ce que l'on pouvait écrire en Irlande revêtait une intensité particulière. Même les œuvres littéraires s'inscrivant dans un cadre intime ou personnel pouvaient être interprétées comme des interventions dans un débat sur l'Irlande. Chez [le poète irlandais] William Butler Yeats, cela se vérifiait non seulement pour ses poèmes engagés, tels *Septembre 1913* ou *Pâques 1916*, mais aussi dans ses poèmes d'amour perdu qui permettaient, implicitement, d'assimiler l'être aimé à un pays perdu.

Mais le débat ne portait en réalité pas tant sur la perte que sur l'Irlande. En 1904, il était déjà clair que l'Irlande serait le premier pays à quitter l'Empire. Restait à savoir comment, et quel type de pays en ressortirait. *Ulysse* proprement dit, avec toute sa générosité de style, sa plénitude, la sensualité ouverte de ses personnages, son impiété et son irrévérence à l'égard de l'autorité, l'insolence avec laquelle il place au centre du récit un Juif cosmopolite et libre-penseur, peut se lire comme une contribution au débat irlandais, et l'on peut voir dans le ton du livre un modèle de ce à quoi pourrait ressembler la vie en Irlande après l'indépendance.

Héros moderne. Alors que d'autres écrivains [irlandais], comme J. M. Synge, W. B. Yeats et Lady Gregory, fondateurs du théâtre de l'Abbaye de Dublin, exaltaient la vie champêtre et les paysages de l'ouest de l'Irlande, Joyce a résolument ancré *Ulysse* dans la capitale. Contrairement aux autres, il ne s'est pas tourné vers la mythologie irlandaise. Le roman empruntait sa structure à *L'Odyssée* d'Homère et déclinait tous les styles possibles auxquels pouvait recourir un auteur de langue anglaise. Si le roman convoquait par moments ce que l'on pourrait qualifier de tonalités celtiques en prose, ce n'était que pour les railler.

Le personnage central du roman est Leopold Bloom, avec son esprit foisonnant, son sens exceptionnel de l'observation et du commentaire. Bloom est un homme moderne qui gagne sa vie en vendant des encarts publicitaires. Son épouse, Molly, chanteuse, a une aventure avec un homme qui organise ses concerts. Le roman est découpé en dix-huit épisodes, fondés pour la plupart sur ceux de l'épopée homérique, et au fil desquels on suit Bloom et un jeune poète du nom de Stephen Dedalus dans leurs déambulations à travers la ville.

Joyce s'intéresse moins à l'intrigue ou même à la psychologie qu'à la langue. Il cherche le moyen de rendre l'esprit de Bloom, de saisir ses pensées fulgurantes et ses souvenirs épars, ses considérations et digressions diverses. Si *Ulysse* est un roman avant-gardiste, ce n'est pas uniquement parce qu'il tisse un lien entre l'épopée et l'ordinaire, mais aussi parce qu'il semble faire briller et scintiller le moindre instant de cette journée à Dublin, et parce qu'il explore toutes les possibilités qu'offre l'art du récit, parmi lesquelles un monologue qui clôt le livre, véritable tour de force de la narration à la première personne, à travers la voix de Molly.

Ulysse ne cherche pas à présenter au lecteur anglais une Irlande exotique ou inquiétante, comme l'ont fait tant de romanciers irlandais avant Joyce. Bien qu'un grand nombre de chansons émaillent le roman, personne ne joue de musique traditionnelle irlandaise, ni ne chante en gaélique. Les personnages entonnent des airs d'opéra, des chansons de cabaret et des ballades nationalistes. Joyce n'en fait pas des Irlandais plus vrais que nature. Il veut normaliser Dublin, il ne veut pas enfermer les personnages dans leur insularité ou leur irlandité mais, au contraire, les rendre mémorables par leur esprit, leur vie intérieure sensuelle, le regard qu'ils portent sur le monde.

De même, en plaçant Dublin au centre d'un roman monumental, Joyce ne cherche pas à expliquer l'Irlande au monde extérieur. Tout romancier irlandais connaît le problème auquel était confronté Joyce : que faire avec le nom de personnalités et d'événements historiques obscurs que le

↙ 16 juin 1996. Des admirateurs d'*Ulysse* célèbrent le Bloomsday à Sandycove, un village proche de Dublin où se déroule le tout premier épisode du roman. *Photos Martin Parr/Magnum Photos*



lecteur irlandais saisit immédiatement mais qui sont totalement mystérieux pour un étranger ? Un écrivain anglais n'a pas à expliquer ce qu'est le football ou qui est Gladstone [un homme d'État et grand réformateur libéral britannique de la seconde moitié du XIXe siècle]. Mais qui saura à quoi peut faire référence un écrivain irlandais lorsqu'il parle du *hurling* [sport d'équipe ancêtre du hockey] ou de [Daniel] O'Connell [un homme politique nationaliste irlandais de la première moitié du XIXe siècle, qui a contribué à émanciper les catholiques d'Irlande] ?

Joyce ne laissait aucune place au lecteur qui n'aurait pas ces références. Dans son esprit, ses premiers lecteurs seraient nécessairement irlandais, même si son livre était publié en France.

Leopold Bloom n'est ni protestant ni catholique, ni nationaliste ni unioniste. Il échappe aux querelles classiques sur l'Irlande. Dans un épisode, son humanisme et sa délicatesse d'esprit sont pourtant mis à l'épreuve par ses compatriotes. Il s'agit de l'épisode XII, intitulé "Les Cyclopes" : dans la taverne de Barney Kiernan, Bloom est entraîné dans une discussion sur l'Irlande et le concept de nation. "*Une nation,* dit-il, *c'est les mêmes gens qui vivent au même endroit.*" Puis il se reprend et complète sa définition pour intégrer : "*Des gens qui vivent dans des endroits différents.*" Au pilier de bar qui lui demande quelle est sa nation, il répond : "*L'Irlande. Je suis né ici. C'est l'Irlande.*" Plus loin, alors qu'il déplore le sort de ses coreligionnaires juifs persécutés dans d'autres pays, il s'insurge lorsqu'on lui suggère qu'il faut y résister "*par la force*" : "*Mais ça ne sert à rien* [...]. *La force, la haine, l'Histoire, tout ça. C'est pas une vie pour des hommes et des femmes, les insultes, la haine.*"

Or Joyce écrit cela après la rébellion de 1916, après la boucherie de la Première Guerre mondiale. Il sait parfaitement qu'en 1904 personne ne pouvait imaginer que "la force, la haine, l'Histoire" et l'idée de nation provoqueraient tant de dégâts en l'espace de dix ans. En inscrivant fermement son personnage contre le fanatisme et la violence, Joyce récuse l'histoire pour proposer une solution alternative, prêtant à Bloom une éloquence amère, mise en valeur par les poncifs et les bêtises qui circulent autour de lui dans la taverne.

"Les Cyclopes" ont leur propre violence intérieure. Tout au long de cet épisode, tandis que les hommes discutent au pub, Joyce introduit des considérations complexes sous forme de parodies des types de discours courants en Irlande à l'époque. L'une est la description d'un événement sur le ton d'une chronique mondaine dans le journal – mais l'événement n'avait rien de mondain : c'était l'exécution publique du patriote Robert Emmet en 1803 à Dublin, une affaire restée extrêmement grave dans l'esprit de la plupart des Irlandais en 1904, date de l'action du livre, tout autant qu'en 1922, à la publication d'*Ulysse*.

Poursuivant la moquerie, il affuble les personnes qui assistent à l'exécution du patriote d'une liste insensée de noms ridicules – "*Señor Hidalgo Caballero Don Pecadillo y Palabras y Paternoster de la Malora de la Malaria*" et "*Hokopoko Harakiri*" – et ce faisant, il s'en prend au culte de la mort dans un pays qui vit sous son emprise.

Au cas où il aurait échappé à quelqu'un qu'il écrit après la rébellion de 1916, Joyce surnomme le bourreau d'Emmet "*le lieutenant-colonel Tomkin-Maxwell ffrenchmullan Tomlinson*" – sobriquet que Don Gifford et Robert J. Seidman interprètent dans leur *Ulysses Annotated* ["Notes sur *Ulysse*", 1988, inédit en français] comme "*un nom fictif qui suggère d'extraordinaires prétentions à des origines de 'bonne famille'*". Or pour un lecteur irlandais, c'est le nom de Maxwell qui saute aux yeux. Sir John Maxwell était en 1916 le gouverneur militaire de l'Irlande qui ordonna l'exécution des chefs du soulèvement de Pâques.

En tournant en dérision des sujets réputés obsédants et tragiques, Joyce s'attaquait aux opinions communes. S'il fait de l'exécution une scène désopilante, c'est pour dénoncer la version d'un passé chargé de martyrs et de commémorations patriotiques, par trop sentimentale et lourde à porter.

Dans l'épisode XIV, "Les Bœufs du soleil", Joyce campe une scène dans une maternité où, étrangement, plusieurs hommes se retrouvent. L'écriture est un patchwork de moments de l'histoire de la prose anglaise. En mars 1920, alors qu'il travaillait à cet épisode, Joyce a parlé dans une lettre à un ami de cette technique qui devait comprendre "*les plus anciens effets allitératifs et monosyllabiques de l'anglais et de l'anglo-saxon*", avant d'intégrer la chronique élisabéthaine, John Milton, Samuel Pepys et ainsi de suite, pour finir en un "*effroyable fatras*".

Anthony Burgess [écrivain et linguiste britannique, 1917-1993] disait de cet épisode que c'était celui qu'il aurait le plus aimé écrire : "*C'est un chapitre d'auteur, une démonstration époustouflante et magistrale de ce dont l'anglais est capable.*"

Ulysse foisonne d'ironie, de légère hilarité, d'intense gravité. Publié le jour du quarantième anniversaire de l'auteur, il célèbre ce qui arrive lorsqu'un écrivain irlandais réinvente le roman anglais. Par la joie créatrice qui transparaît dans sa forme, son caractère inclusif et son ouverture au monde extérieur, son exigence de l'autonomie de l'imagination, le roman avait bien des choses à apprendre à l'Irlande de 1922, un pays sur le point de s'insulariser et de se précariser. Dans *Ulysse*, Joyce proposait à l'Irlande une autre façon d'émerger de l'Empire, avec Leopold et Molly Bloom comme citoyens. L'Irlande, naturellement, l'a ignoré, ne lui faisant pas même le plaisir d'interdire officiellement son livre.

Le gouvernement irlandais a continué à se méfier de Joyce, malgré l'accueil enthousiaste dont a bénéficié son livre. La poétesse Eavan Boland [1944-2020] a raconté que vers 1935, son père, un diplomate irlandais, se trouvait en Suisse avec Éamon de Valera, le Taoiseach (ou Premier ministre irlandais), lorsqu'ils ont reçu une demande de Joyce – qui résidait alors dans la même clinique que de Valera – leur proposant de dîner ensemble. De Valera a refusé. Aux obsèques de Joyce, à Zurich, en 1941, le ministre britannique présent à Berne a prononcé un discours, mais aucun représentant officiel irlandais n'était présent. Quelque temps avant son décès, j'ai parlé à l'historien américain Arthur Schlesinger de la visite de John F. Kennedy en Irlande en juin 1963. Il m'a dit que Kennedy [dont la famille descendait de catholiques irlandais] avait délibérément inséré une référence à James Joyce dans son discours devant les deux chambres du Parlement de Dublin afin d'inciter le gouvernement et le peuple irlandais à accepter Joyce comme un grand écrivain, un grand Irlandais.

Dans le roman, pas de musique traditionnelle, de chants gaéliques ni de tonalités celtiques.

Le 16 juin 1954, pour célébrer ce que l'on appelle aujourd'hui le Bloomsday, plusieurs écrivains firent le pèlerinage à Dublin, parcourant une partie des itinéraires empruntés par Bloom et Dedalus. Depuis quelques décennies, à l'occasion du Bloomsday, la ville s'emplit de gens en costumes édouardiens rejouant des scènes d'*Ulysse*. L'ancien paria est aujourd'hui au centre d'une fête culturelle nationale jouissant d'un immense retentissement international, impossible à ignorer – ou presque.

Une année, trop occupé, j'avais oublié le Bloomsday. Je me trouvais ce jour-là devant un supermarché du centre-ville, lesté de deux sacs de courses, lorsque je fus accosté par un grand groupe de joycéens, tous costumés. Ils me demandèrent quel personnage du livre je jouais. Je n'étais personne, leur répondis-je, qu'un homme ordinaire dans une ville par une journée ordinaire. Et nous nous accordâmes tous à penser que c'était totalement dans l'esprit du grand roman de Joyce.

—*Colm Tóibín*

Publié le 19 janvier

L'auteur

COLM TÓIBÍN

Né en 1955, cet ex-journaliste politique est l'un des écrivains irlandais contemporains les plus connus. Plusieurs de ses romans sont traduits en français, dont *Le Maître* (éd. Robert Laffont, 2005), une reconstitution fictive de la vie de l'auteur américain Henry James, qui a remporté en France le prix du Meilleur Livre étranger. Son livre le plus célèbre est sans doute *Brooklyn* (éd. Robert Laffont, 2010), sur l'exil d'une jeune Irlandaise à New York. Il vit entre Dublin et New York, où il enseigne à l'université Columbia.

↓ **Ce à quoi devrait ressembler Roubliovo-Arkhanguelskoïé, première *smart city* de Russie.** *Photo Marco Casamonti/Archea Associati*



—**La Repubblica** *Rome*

Moscou aura sa “place Verte”

Avec le quartier Roubliovo-Arkhanguelskoïé, qui doit voir le jour en 2030, l’architecture italienne fait son grand retour en Russie. Le projet promet d’allier technologie et espaces naturels pour favoriser de nouveaux modes de vie.

À l’ouest de Moscou, une *smart city* est en train de naître. Une cité “intelligente” et durable qui se déploiera sur plus de 460 hectares et accueillera plus de 65000 habitants. C’est la première expérience de ce type dans la capitale russe, mais aussi dans l’ensemble de la Fédération de Russie. Ainsi, plusieurs cabinets d’architecture ont été sélectionnés pour construire ce quartier futuriste de Roubliovo-Arkhanguelskoïé, parmi lesquels le britannique Zaha Hadid Architects, le japonais Nikken Sekkei et l’italien Archea Associati, agence fondée par Marco Casamonti.

“C’est un morceau de ville au cœur duquel se trouve la nature, avec un parc, un lac artificiel formé dans une ancienne carrière de gravier, et une rive de la Moskova. Ce qui a plu, dans notre projet, c’est précisément que nous avons placé un espace urbain vert en son centre”, commente l’architecte et professeur d’architecture Marco Casamonti, qui a conçu des dizaines d’ouvrages en Italie et ailleurs, depuis les stades d’Udine, dans le Frioul, et de Tirana, en Albanie, à la propriété du domaine viticole d’Antinori, en Toscane, en passant par le Hope Square de Taipei, à Taïwan, ou la Liling World Ceramic Art City, en Chine. *“Aujourd’hui, Moscou est célèbre pour sa place Rouge. Mais demain, peut-être, la ville sera connue pour sa ‘place Verte’. Michel-Ange disait que le bloc de marbre contient déjà la sculpture. Nous, nous avons conçu une ville autour d’un système naturel qui existait déjà.”*

La philosophie de Roubliovo-Arkhanguelskoïé est celle d’un espace *“à taille humaine”*, *“centré sur l’homme”*, où le tissu urbain et l’environnement rural, la vie et le travail se mêlent harmonieusement. Les espaces verts occuperont plus de 30 % de ce nouveau quartier moscovite ; le coude de la Moskova en délimitera le périmètre ; le lac artificiel de 30 hectares en sera le cœur battant.

URBANISME

Sa construction a déjà commencé sur les terres agricoles d’une ancienne usine collective plantée au bord de la Mkad, l’autoroute périphérique de la capitale. Au début des années 2000, l’homme d’affaires Souleïman Kerimov avait projeté d’y bâtir une *“ville de millionnaires”*, mais le projet a fait long feu. Puis la société Roubliovo-Arkhanguelskoïé, succursale de la principale banque russe, Sberbank, a racheté ces terres. Elle a décidé de créer *“quelque chose qui restera unique au cours des prochaines décennies”*, expliquait aux médias russes Stanislav Kouznetsov, membre du jury du concours et vice-président du conseil d’administration de Sberbank.

Le nouveau projet urbain a pour objectif de soulager la pression démographique qui pèse sur cette métropole de 12,5 millions d’habitants – soit 30 % de plus qu’il y a vingt ans. Mais il ambitionne avant tout de créer un modèle de *smart city* non seulement alimenté par des sources d’énergie locales renouvelables, mais aussi où la technologie et la nature, la numérisation des services et le respect de l’environnement favorisent un nouveau mode de vie. *“Concevoir une ville à partir de la nature, et non en fonction de la circulation routière, voilà un vrai changement de vision,* martèle Marco Casamonti. *Le projet date de 2018, mais il répond aux exigences nées de la pandémie : tous les services sont accessibles en quelques minutes. Il s’inspire du modèle de ‘ville du quart d’heure’ imaginé par l’urbaniste franco-colombien Carlos Moreno.”*

Les chiffres du projet, qui devrait être achevé à l’horizon 2030, parlent d’eux-mêmes : 4 millions de mètres carrés d’édifices, dont 2,6 millions de mètres carrés de logements, 800000 mètres carrés de bureaux et 255000 mètres carrés d’infrastructures sociales et culturelles ; 76300 nouveaux emplois; une nouvelle ligne de métro de 19 kilomètres et 9 stations ; 30 kilomètres de pistes cyclables, 15 crèches, 10 écoles, deux cliniques, ainsi qu’un centre commercial, un port de plaisance, un hôtel, un commissariat de police et une caserne de pompiers, plusieurs centres administratifs et culturels. Le tout pour un investissement estimé aujourd’hui à 9 milliards d’euros.

Au fil des saisons. La gestation a été de longue haleine : entre 2013 et 2014, un concours a été organisé pour la conception du plan directeur ; c’est une société allemande qui l’a gagné. Puis, en 2018, un appel à projets a été lancé pour la programmation urbaine et architecturale ; l’agence italienne Archea Associati/Marco Casamonti & Partners l’a remporté ex aequo avec les colosses Nikken Sekkei et Zaha Hadid. Les Italiens se sont vu confier le développement global de la nouvelle ville, qui inclut, outre la place centrale aménagée face au lac, plus de 15 immeubles d’habitation et de bureaux. Leur idée de l’espace public, Casamonti et son équipe ont voulu l’incarner avec cinq coulées vertes qui relient la place centrale, le parc au bord de la Moskova et différents centres nerveux du quartier : théâtres à ciel ouvert, zones commerciales ou espaces destinés à des activités qui évoluent au fil des saisons.

Pour Casamonti, la participation au projet d’Archea Associati ainsi que celle du cabinet Land Milano, d’Andreas Kipar, qui travaille sur le système paysager du nouveau quartier, sonnent le retour des architectes italiens en Russie. Cette collaboration s’inscrit dans une tradition qui remonte au XVe siècle, lorsque la Russie fit venir plusieurs maîtres italiens pour construire le Kremlin de Moscou, et qui culmine au XIXe siècle, lorsque Carlo Rossi participa à la conception de la place qui fait face au palais d’Hiver de Saint-Pétersbourg. *“Jusqu’à la récente inauguration du Ges2, la Maison de la culture moscovite, de Renzo Piano, et à la conception de la* smart city *de Roubliovo-Arkhanguelskoïé, jamais les Italiens ne s’étaient autant impliqués en Russie. La culture italienne redevient compétitive parce qu’elle ne cherche pas à coloniser les espaces, mais à les comprendre et à les écouter.”*

—***Rosalba Castelletti***
Publié le 24 janvier

GRACIELA ITURBIDE

HELIOTROPO 37

Exposition
12 février —
29 mai 2022



Fondation*Cartier*
pour l'art contemporain

Graciela Iturbide, *Carnaval*, Tlaxcala, Mexique, 1974.
© Graciela Iturbide. Design graphique © Agnès Dahan Studio.

261, bd Raspail 75014 Paris
fondationcartier.com

histoire.

Ovide, un poète romain chez les Gètes



Ier siècle – Roumanie

Exilé à Tomis, au bord de la mer Noire, l'auteur des *Métamorphoses* découvre les peuples "barbares" de la région. Ce choc culturel et la nostalgie qu'il ressent pour Rome imprègnent ses dernières œuvres.

↗ ***Ovide chez les Scythes,* huile sur toile de Delacroix (1859).** *Photo The National Gallery, London/AKG*

—Historia *Bucarest*

C'est grâce à Publius Ovidius Naso, ou Ovide (né en 43 av. J.-C., mort en 17 ou 18 ap. J.-C.), exilé à Tomis par l'empereur Auguste pour une raison que nous ne connaissons toujours pas, que nous disposons aujourd'hui des meilleures informations sur le peuple gète.

D'Ovide lui-même, nous savons qu'il est né à Sulmone (aujourd'hui Sulmona, en Italie), dans une famille de l'ordre équestre. Il étudie la rhétorique à Rome, mais refuse d'entrer en politique, même si une brillante carrière s'offre à lui. Il préfère la poésie, et devient célèbre très jeune, sa principale source d'inspiration étant la gent féminine. Nous avons de lui l'image d'un homme cultivé, sociable, auteur de poèmes où il évoque l'amour et les aventures érotiques. Ses œuvres sont lues et récitées dans les salons littéraires de l'élite, parfois par l'auteur en personne.

Il existe plusieurs hypothèses quant à la cause de son exil – qu'il était ami intime avec certaines femmes de la famille impériale ; qu'il était l'amant d'une des nièces de l'empereur Auguste, exilée elle aussi par la suite ; que sa villa était en réalité un lieu de rencontres secret entre la nièce d'Auguste et son ou ses amants ; qu'il était un invité régulier des fêtes et bacchanales lors desquelles étaient présentes des femmes appartenant à la famille impériale. Dans ses écrits, il rejette la faute sur *"un crime"* dont il aurait été témoin, mais dont il ne dira rien de plus par la suite. Il est à noter que ses œuvres n'ont jamais été interdites, sa fortune n'a pas été confisquée, et on ne sait rien d'une autre punition qui lui aurait été infligée, à lui ou à sa famille. En revanche, Tibère, le successeur d'Auguste, ne l'autorisera pas à rentrer à Rome.

Quoi qu'il en soit, le malheur d'Ovide a fait le bonheur de ceux qui sont à la recherche d'informations sur les Gètes par l'intermède des témoins oculaires, le poète romain étant probablement le seul qui ait décrit en temps réel ce qu'il a pu observer à leur sujet, quand il vivait parmi eux.

Tomis [aujourd'hui la ville roumaine de Constanta], la cité de son exil, aurait été fondée par les Grecs vers le milieu du VIIe siècle av. J.-C., sur un golfe aujourd'hui immergé sous les eaux de la mer Noire. En 72 av. J.-C., le général romain Marcus Terentius Varro Lucullus lance une offensive dans la région et la soumet. Dix ans plus tard, avec l'aide des Gètes, les villes grecques des environs réussissent à se libérer de la tutelle romaine.

Du temps de l'exil d'Ovide, entre 8 et 17-18 ap. J.-C., la ville, de nouveau sous l'emprise de Rome, n'est qu'une localité relativement négligeable, sans vie culturelle et sociale, à la merci d'un climat rude et des attaques barbares. Ovide écrit que les seules distractions qu'il puisse y trouver sont l'alcool et les dés. Autre drame à ses yeux, il n'existe aux alentours de la ville ni vignobles ni vergers.

Outre la rudesse du climat local, Ovide décrit en des termes plutôt sévères le peuple des Gètes et leurs occupations. Nous ne pouvons pas mesurer l'étendue de ses exagérations, mais l'image des barbares guerriers est sans doute proche de la vérité. Ainsi, Ovide se dit *"au milieu de guerres continuelles ; le carquois du Gète y est l'aliment inépuisable des combats"* [cette citation, comme les trois suivantes, est extraite des *Pontiques,* traduction de Désiré Nisard, vers 1840].

"Je pourrais écrire en gétique." Il accorde aussi son attention à l'armement et à la tactique des Gètes, qui rappellent ceux des peuples cavaliers de la steppe. Ainsi, lorsque les eaux et les champs deviennent de glace, *"ils sont pleins de confiance dans leurs arcs, dans leurs carquois bien fournis, dans leurs chevaux accoutumés aux courses les plus longues"*.

Ses références à la langue des Gètes sont d'un grand intérêt. Il ressort de ses écrits que la langue gète est très différente du latin et du grec. Si, quand il dépeint le froid, les conditions de vie ou la barbarie des Gètes, nous pourrions aisément le soupçonner de subjectivité et d'exagération, on ne saurait lui faire ce reproche [sur ce sujet].

Après avoir vécu sur place, parmi les Gètes, le poète se lamente : *"J'ai peine à ne pas me croire fou de faire des vers et de les vouloir corriger au milieu des Gètes barbares."* Les Gètes ne connaissaient apparemment que peu le grec, et encore moins le latin. Ne réussissant pas à se faire entendre des Gètes, Ovide exprime sa frustration : *"À peine si l'on m'écoute, et mes paroles, qu'on feint de ne pas comprendre, restent sans effet."*

Quelque temps après, il écrit [dans *Les Tristes,* traduction de Désiré Nisard] : *"Je suis assourdi par le jargon thrace ou scythe, et il me semble déjà que je pourrais écrire en gétique."* Et il s'inquiète : *"Je crains même sérieusement qu'il ne s'en soit glissé quelque peu dans mon latin, et que tu ne trouves mêlés à mes vers des termes du Pont"* [nom donné à la région à l'époque]. Si cela est vrai, nous ne pouvons que regretter que ces écrits dont il parle ne nous soient pas parvenus, contrairement au reste de ses œuvres. Nous aurions ainsi la possibilité de savoir au moins en partie à quoi ressemblait en réalité la langue des Gètes.

—Andrei Pogacias
Publié le 14 janvier

SOURCE

HISTORIA
Bucarest, Roumanie
Mensuel
historia.ro
Fondé en 2001, le magazine a appartenu, avec sa maison d'édition, au journaliste roumain Ion Cristoiu. Il a été racheté en 2009 par le groupe de presse Adevarul Holding – qui compte notamment le quotidien *Adevarul*. Le site, enrichi quotidiennement, propose de nombreuses vidéos.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

C'EST TRISTE LA FIN DES VACANCES. ALORS AUTANT EN FINIR VITE.



AVEC LA CARTE AVANTAGE :

79 € MAX*
TRAJETS > 3H00

IL Y AURA TOUJOURS UN TGV INOUI SUR LEQUEL COMPTER

SNCF

TGV INOUI

RENDEZ-VOUS SUR LE SITE ET L'APPLICATION sncfconnect, EN GARES, BOUTIQUES, AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES SNCF ET PAR TÉLÉPHONE.

* Offre réservée aux titulaires de la carte Avantage et à un accompagnateur de plus de 12 ans pour les titulaires de la carte Avantage Adulte. Prix en vigueur au 01/01/2022. Garantie d'un prix plafonné par trajet en fonction du temps de parcours. 79 € TTC : prix maximal garanti d'un billet pour un trajet de 3 h ou plus en France, en seconde classe, sur un trajet sans correspondance. Prix fixe jusqu'au départ du train. TGV INOUI est une marque enregistrée de SNCF Voyageurs. Tous droits de reproduction réservés. SNCF Voyageurs, SA au capital social de 157 789 960 €, inscrite au RCS de Bobigny sous le numéro 519 037 584 – 9, rue Jean-Philippe Rameau – 93200 Saint-Denis Cedex. **ROSA PARIS**